

LES FIGURES DE LA JEUNESSE DES « CITÉS » DANS LES SCIENCES SOCIALES :

PERMANENCES ET RECOMPOSITIONS
DES ANNÉES 1980 À NOS JOURS

THOMAS KIRSZBAUM

AVANT-PROPOS

L'étude de Thomas Kirszbaum que nous publions aujourd'hui est issue d'une commande du Comité d'histoire de la politique de la ville dans le cadre du séminaire annuel 2023–2024 consacré aux jeunes dans la politique de la ville. Il apparaissait en effet important de disposer d'un état des lieux précis et documenté de la manière dont les sciences sociales ont traité de la question des jeunes depuis les années 1980 et spécifiquement de ce qu'on appelle la « jeunesse des cités ».

Cette étude éclaire l'évolution des catégories scientifiques mobilisées pour penser les jeunesses populaires urbaines et illustre les permanences et les recompositions de la figure de jeune de cité autour de trois figures principales : le jeune exclu, le jeune ghettoisé, le jeune émancipé, renvoyant aussi à des orientations d'action publique portées historiquement par la politique de la ville. À travers elles, se dessine une histoire intellectuelle et politique *qui mérite d'être pleinement réintégrée dans notre mémoire collective*.

Ce travail important complète les actes du séminaire déjà publiés sur le site du Comité d'histoire (et en version papier pour la séance conclusive du 16 septembre 2024), qui rendaient compte des interventions des chercheurs, grands témoins et participants aux différentes séances du séminaire. L'ensemble constitue un corpus de référence et un point d'appui précieux pour tous ceux, acteurs publics ou citoyens, qui souhaitent mieux comprendre *l'histoire des politiques publiques en direction de la jeunesse des quartiers populaires à travers le prisme de la politique de la ville*.

Ce travail n'est pas une fin en soi et appelle encore des prolongements, tant la question de la jeunesse est centrale pour nos sociétés et nos villes populaires et tant la matière est riche et complexe, comme en témoigne la publication d'autres travaux de recherche récents, notamment du CNRS. Nous invitons donc les chercheurs, les enseignants et étudiants, les acteurs de terrain et les responsables publics à s'en saisir, à en débattre et à l'enrichir.

Fidèle aux missions qui lui ont été assignées par l'arrêté ministériel du 14 avril 2022, le Comité d'histoire de la politique de la ville a vocation à documenter l'histoire de la politique de la ville *en mobilisant une diversité de savoirs, croisant archives, témoignages, recherches universitaires et expériences de terrain*, mais aussi à ouvrir des pistes de recherche permettant d'alimenter la réflexion et le débat public sur des sujets majeurs.

J'adresse, au nom du Comité d'histoire, mes plus vifs remerciements à Thomas Kirszbaum, chercheur associé au Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales (Ceraps) et membre de notre Conseil scientifique, pour le travail considérable qu'il a effectué et pour la qualité des synthèses présentées. Le Comité d'histoire ne manquera pas de diffuser et de *valoriser la présente publication dans les mois qui viennent*.

Michel Didier
Président du Comité d'histoire de la politique de la ville

1. LE JEUNE EXCLU : 13 LES LOGIQUES DE LA MISE À L'ÉCART

- 1.1. De l'intégration aux discriminations 16
 - 1.1.1. Travail et école : la panne des moteurs de l'intégration sociale 16
 - 1.1.2. Du racisme aux discriminations 22
- 1.2. De la citoyenneté refusée aux violences urbaines 30
 - 1.2.1. Le rapport des jeunes au politique et aux institutions : de la distance au conflit 30
 - 1.2.2. Des marches aux émeutes : malaise dans la représentation des jeunes 38

2. LE JEUNE GHETTOÏSÉ : 51 LES LOGIQUES DE L'ENFERMEMENT

- 2.1. L'expérience juvénile du « ghetto » : un déterminisme spatial 55
 - 2.1.1. Sociabilités et déviances en contexte ségrégué 55
 - 2.1.2. Trajectoires scolaires et d'insertion : des « chances de vie » obérées ? 66
- 2.2. Le « ghetto », un espace fermé... et ouvert sur la société 75
 - 2.2.1. Le « nous » du quartier : identité générationnelle ou ethnique ? 75
 - 2.2.2. De l'« assimilation culturelle » à la « réislamisation » des jeunes 84

3. LE JEUNE ÉMANCIPÉ : 95 LES LOGIQUES DU POUVOIR D'AGIR

- 3.1. Les ressources collectives et individuelles des jeunes 99
 - 3.1.1. Militantisme et associations : les engagements collectifs des jeunes 99
 - 3.1.2. Les quartiers comme espaces de créativité 106
- 3.2. Des mobilités et trajectoires différenciées 116
 - 3.2.1. L'espace : des jeunes mobiles dans la ville 116
 - 3.2.2. Le temps : des trajectoires hétérogènes 122

CONCLUSION 127 LE « JEUNE DE CITÉ » N'EXISTE PAS

TRAVAUX CITÉS 130

PRÉSENTATION

La jeunesse est au carrefour des enjeux dont traite la politique de la ville depuis sa création au cours des années 1970. La jeunesse de la population des grands ensembles HLM était perceptible dès les années 1960 et des programmes dédiés à ce public ont vu le jour dans cette période, principalement pensés sous l'angle de l'équipement collectif (maisons des jeunes, clubs de jeunes...) (Tellier, 2008). En lien avec la professionnalisation des champs de l'animation socioculturelle et de la prévention, l'équipement était « *supposé guérir tous les maux* » (Loncle, 2003, p. 187). Mais la réponse consistant à assurer la paix sociale en occupant les jeunes a rapidement rencontré ses limites. Non seulement elle ne satisfaisait pas les demandes multiformes des jeunes (Vulbeau, 1995), mais elle n'était pas de nature à juguler les peurs sociales suscitées par la visibilité croissante dans l'espace public (urbain, médiatique et politique) (Battegay, 1985) d'une jeunesse dépeinte comme une « nouvelle classe dangereuse » à l'image des classes laborieuses du XIX^e siècle (Chevalier, 1958).

Ne pouvant se laisser enfermer dans des réponses sectorielles conçues « d'en haut », la jeunesse a été d'emblée la cible privilégiée d'une politique de la ville faisant de l'approche globale et territorialisée son principe cardinal. La jeunesse était présente dans les réflexions et opérations pionnières du groupe interministériel Habitat et vie sociale, créé en juin 1973 et qui associait le secrétariat d'État à la Jeunesse aux côtés des ministères de l'Équipement et des Affaires sociales (Tellier, 2022). Elle était plus centrale encore dans les trois rapports commandés par le gouvernement socialiste parvenu au pouvoir en mai-juin 1981 et d'emblée confronté aux « émeutes des Minguettes » survenue en juillet de la même année. Qu'il s'agisse du rapport de Bertrand Schwartz consacré à *L'insertion sociale et professionnelle des jeunes* (1981), du rapport de Gilbert Bonnemaïson intitulé *Face à la délinquance : prévention, répression, solidarité* (1982) ou du rapport d'Hubert Dubedout, *Ensemble, refaire la ville* (1983), la jeunesse des banlieues populaires formait un « *point d'appui (permettant) une recomposition de l'action publique* » (Estèbe, 2001, p. 32) autour des principes de partenariat territorial et de transversalité intersectorielle.

En parallèle de la politique de la ville, mais en lien avec la commande publique dans nombre de cas, les sciences sociales ont montré un vif intérêt pour la jeunesse ou, plus exactement, les jeunesses des quartiers populaires. De fait, la manière de désigner ce groupe générationnel a toujours posé problème. Les catégories mobilisées par la recherche ont été pour le moins fluctuantes. Elles ont parfois repris, sans la distance critique nécessaire, les catégories produites par l'action publique.

Plusieurs modes de désignation peuvent être distingués selon qu'ils privilégient des catégorisations ethno-raciales, sociales, territoriales ou genrées pour qualifier les jeunes. Le premier mode fait directement référence à leurs origines migratoires. À partir des années 1980 se sont imposés les termes de « jeunes immigrés », « jeunes d'origine étrangère », « beurs », « jeunes maghrébins », « seconde génération »... – des catégories si floues qu'elles ont suscité nombre de controverses scientifiques (Noiriel 1988a ; Leveau et Wihtol de Wenden, 1998 ; Simon 2000 ; Martiniello et Simon, 2005). Puis des travaux, notamment statistiques, se sont multipliés à partir des années 1990 sur les « descendants d'immigrés ». Dans les années 2000, les jeunes sont définis de façon croissante par la recherche comme les héritier-es de l'immigration « post-coloniale » ou, plus récemment, par leur appartenance à des groupes « racisés ».

En privilégiant une entrée par les appartenances ethno-raciales, ces travaux font souvent disparaître la dimension spatiale de la condition de ces jeunes qui, il est vrai, ne résident pas tous, loin s'en faut, dans les « cités ». Inversement, d'autres approches ont délibérément éludé leurs propriétés ethno-raciales en définissant ces jeunes par leurs difficultés sociales et d'insertion. Leur désignation comme « jeunes en difficulté », « en situation précaire » ou « défavorisés » était fréquente dans les années 1980 et 1990. Un autre mode de désignation a fini par s'imposer à partir des années 2000, faisant cette fois référence aux « classes populaires ». Nombre de travaux se réfèrent désormais aux « jeunes des quartiers populaires » ou des « banlieues populaires », à la « jeunesse populaire » ou aux « jeunesses populaires ».

Le troisième mode de désignation fait quant à lui référence à l'inscription spatiale des jeunes, mais à travers des appellations taisant cette fois leurs propriétés sociales ou ethno-raciales – même si elles sont implicitement suggérées (Doytcheva, 2020). Se diffusent ainsi, à partir des années 1990, les étiquettes de « jeunes de banlieue », « de quartier », « de cité », « des Zus¹ », ou encore de « jeunes de rue ».

Dans bien des cas, les catégories mobilisées par la recherche, qu'elles soient ethno-raciales, sociales ou territoriales, font implicitement ou explicitement référence aux seuls garçons ou jeunes hommes des « cités ». Comme l'a écrit Noria Boukhobza (2005), « *les filles naissent après les garçons* » dans les travaux de sciences sociales. De fait, les filles sont souvent convoquées comme de simples miroirs, offrant l'image inversée des garçons en échec scolaire et dont les comportements déviants ou violents défrayent la chronique médiatique. C'est notamment pour déconstruire ces stéréotypes que des chercheuses (et plus rarement des chercheurs) ont progressivement constitué un courant de recherche à part entière centré sur les filles, tout en proposant des visions nuancées des rapports de genre dans les quartiers, mais aussi des garçons.

Soulignons enfin une zone de flou majeure concernant la catégorie proprement dite de « jeunes ». Les travaux de recherche ne spécifient pas forcément les bornes d'âge des groupes étudiés. Les catégories sont souvent vagues ou labiles : « enfants », « adolescent-es », « jeunes adultes » ou « jeunes », sans plus de précision d'âge.

Le corpus étudié

L'exercice de revue de la littérature scientifique s'est avéré particulièrement complexe dans un domaine où les travaux se comptent par milliers, ou plus probablement par dizaines de milliers, et sont profondément hétérogènes quant à leurs objets, périmètres géographiques, approches disciplinaires et temporalités.

Certains travaux se focalisent sur les jeunes des quartiers populaires dans leur ensemble ou bien s'intéressent à des sous-groupes spécifiques (émeutiers, délinquants, filles...). D'autres ont des visées plus larges (l'immigration, les classes populaires, la banlieue...), mais

1 En référence à la catégorie administrative de « zones urbaines sensibles ».

consacrent des développements substantiels aux problématiques des jeunes. D'autres encore étudient la jeunesse au prisme d'une thématique sectorielle (école, insertion, délinquance, religion, culture, sport, mobilité, comportements politiques...)². On relève aussi des effets de mode plus ou moins durables, souvent en relation avec la commande publique et/ou l'actualité (l'affaire du voile, les émeutes, le terrorisme...).

Les périmètres géographiques ne sont pas moins variés. Selon les cas, les analyses ont une portée nationale (voire internationale dans le cas d'études comparatives) ou seulement locale en privilégiant l'étude d'un ou plusieurs quartiers, tandis que d'autres travaux se focalisent sur des espaces de vie spécifiques (famille, école, rue, interstices urbains, centralités urbaines, dispositifs d'insertion, instances participatives...).

D'un point de vue disciplinaire, la sociologie apparaît nettement surreprésentée. Mais elle côtoie d'autres approches inspirées de la géographie, de l'anthropologie, de la psychologie, des sciences de l'éducation ou des sciences politiques. Il faut compter aussi avec les approches quantitatives issues de l'économie ou de la démographie. En revanche, on identifie relativement peu de travaux d'historien·nes abordant la question des « jeunes de banlieue » sur la période qui démarre dans les années 1980 – période que nous avons retenue pour cette étude de la littérature car elle accompagne le développement de la politique de la ville et parce qu'elle inaugure une production scientifique qui va vite devenir pléthorique, mais souvent dans d'autres disciplines que l'histoire.

Les travaux d'historien·nes couvrent le plus souvent des temporalités longues, parfois pluriséculaires. L'histoire au long cours des jeunesses ouvrières et/ou immigrées peut « atterrir » sur le temps présent, mais sans que les banlieues contemporaines soient réellement au cœur de la démarche historiographique (par exemple Fourcaut, 1986, 1988 ; Noiriel, 1988b ; Weil, 2005 ; Jablonka, 2010 ; Kalifa, 2013). Dans ce contexte, les efforts de mise en perspective historique n'ont pas été, loin s'en faut, l'apanage des seul·es historien·nes. Nous mentionnerons ainsi différents travaux de sociologues, politistes ou géographes proposant une sociohistoire des quartiers populaires.

2 Dans l'ensemble des thématiques abordées, nous en avons sans doute négligé certaines, comme la santé.

Face à un corpus foisonnant, l'exhaustivité était naturellement hors d'atteinte. Dans la masse des productions scientifiques, nous avons tenté d'identifier les travaux les plus significatifs, sans pouvoir écarter toute forme de subjectivité ni la part laissée au hasard de la rencontre avec un texte. Au terme de ce travail de sélection, 684 textes se trouvent cités.

*Les enjeux d'une approche socio-historique
des jeunesses populaires : donner à voir des permanences
et des recompositions*

Le principal défi de cette étude de la littérature était de parvenir à historiciser les discours des sciences sociales, ce qui supposait d'identifier des registres d'analyse dominants à différentes périodes et leur succession temporelle. On a ainsi privilégié des travaux inaugurant un registre d'analyse sans forcément citer l'ensemble des travaux subséquents.

Cependant, il est rapidement apparu qu'un découpage strictement chronologique ne pouvait rendre compte de la richesse et de la variété des analyses. À la lecture même partielle des recherches produites depuis quarante ans, aucune succession historique de « figures » de jeunes ne se dégage avec netteté. Si un vocabulaire, des orientations thématiques ou des registres explicatifs ont été dominants à certaines périodes, les problématiques, les conduites ou les initiatives des jeunes n'ont pas été caractérisées d'une certaine manière à telle période, puis d'une autre manière à telle autre période. La raison est simple : à chaque phase historique, les sciences sociales n'ont pas dessiné une figure unique de la jeunesse des quartiers populaires, mais plusieurs qui ont coexisté aux mêmes périodes.

Il a donc semblé plus fécond de mettre en évidence cette diversité de figures et, au sein de chacune, d'indiquer les bifurcations, inflexions ou apparitions de nouvelles thématiques de recherche, même si nous verrons que dans le débat entre « permanences » et « recompositions », la continuité prévaut plus souvent que le changement.

Nous avons regroupé ces figures sous trois termes génériques : l'exclusion, la ghettoïsation et l'émancipation. Tous les chercheurs et chercheuses ne s'inscrivent pas explicitement dans le paradigme de l'exclusion, de la ghettoïsation ou de l'émancipation (le terme de « ghetto », en particulier, reste très controversé dans la littérature scientifique française). Mais leurs analyses renvoient toujours à des processus distincts, suggérés par chacun ces trois termes, que les mêmes auteur·ices ont pu d'ailleurs analyser tour à tour :

- 1) *L'exclusion* : la condition des jeunes des quartiers populaires est expliquée par des processus exogènes de marginalisation, de production et de reproduction des inégalités sociales, économiques, politiques et raciales, faisant du jeune la victime de « logiques de mise à l'écart ».
- 2) *La ghettoïsation* : ce sont les conséquences endogènes de cette mise à l'écart que condense le terme de « ghetto ». Il s'agit alors d'analyser les conduites et système culturels des jeunes résultant des « logiques de l'enfermement » à l'œuvre du fait de la ségrégation spatiale.
- 3) *L'émancipation* : cette troisième figure se distingue des deux précédentes car elle ne présente pas en premier lieu les jeunes comme des victimes de processus inégalitaires ou comme une jeunesse déviante et repliée sur des identités minoritaires sous l'effet de la ghettoïsation, mais comme une jeunesse qui maîtrise au moins partiellement son destin et agit comme sujet de son histoire grâce à ses ressources. Le processus à l'œuvre est celui du « pouvoir d'agir », même si l'expression est anachronique pour une partie des travaux s'inscrivant dans ce champ d'analyses, puisqu'elle n'apparaît qu'au début des années 2010.

C'est après avoir élaboré ce principe de classement des matériaux que nous avons pris connaissance d'un article de Philippe Estèbe datant de 2001 qui distinguait déjà trois figures de jeunes très ressemblantes : « *Les jeunes aujourd'hui, dans les banlieues, ce sont à la fois ces jeunes formidables qui bougent, qui créent, qui valorisent le civisme ; ce sont les jeunes en difficulté, à la fois facteurs de risques et symptômes d'un ensemble de mécanismes sociaux de rejet ; ce sont aussi les "noyaux durs", délinquants ou incivils, dont la présence et le comportement handicapent le quartier et en ternissent l'image au sein du reste de la ville* » (p. 33). S'il estimait que ces figures « ne s'éliminent pas les unes les autres » et qu'elles ont tendance à se « sédimenter », cet auteur entrevoyait néanmoins leur succession historique (le jeune comme po-

tentialité, puis le jeune comme facteur de risque d'exclusion, enfin le jeune fauteur de troubles). Nous nous écartons de son analyse sur ce point car, comme déjà indiqué, nous avons constaté qu'à chaque phase historique, les trois figures dessinées par les sciences sociales coexistaient plutôt qu'elles obéissaient à une progression diachronique. Mais il est vrai que l'angle d'analyse de Philippe Estèbe était celui des catégories de l'action publique – la politique de la ville – et non le discours des sciences sociales.

Sans donc souscrire à l'hypothèse d'une succession historique des figures de la jeunesse dans les sciences sociales, force est de constater l'homologie très forte entre les grands registres descriptifs et explicatifs de la recherche d'une part, et les orientations historiques de la politique de la ville d'autre part. Cette dernière vise en effet tout à la fois à lutter contre les exclusions, à éradiquer des « ghettos » et à promouvoir l'émancipation. Cependant, si une périodisation des objectifs de la politique de la ville peut être utile afin de rendre plus lisibles les priorités de l'État à différentes périodes (Epstein et Kirszbaum, 2019), les orientations concurrentes, et parfois contradictoires, de cette politique ont toujours coexisté aux mêmes périodes, à l'image des travaux de recherche sur la jeunesse des quartiers populaires.

LE JEUNE EXCLU : LES LOGIQUES DE LA MISE À L'ÉCART

PREMIÈRE PARTIE



La première figure examinée est celle du «jeune exclu». Pour décrire la position sociale des jeunes, le concept d'exclusion a été fortement mobilisé de la fin des années 1980 jusqu'aux années 2000, tout en donnant lieu à d'importants débats théoriques (Paugam, 1996). Sans forcément recourir au terme d'exclusion, de nombreux travaux de recherche ont tenté d'expliquer la condition des jeunes par divers processus exogènes – mutations économiques, ségrégations, discriminations, racisme, mépris... – conduisant à leur «mise à l'écart». L'exclusion des jeunes se manifesterait particulièrement dans l'emploi, à l'école et dans d'autres services publics, mais aussi dans le champ politique, ce qui interroge l'intégration, l'égalité de traitement et la citoyenneté de ces jeunes. Deux grands blocs de travaux se dégagent ainsi, les uns traitant du statut social inférieurisé des jeunes sous l'effet de mécanismes désintégrateurs, les autres traitant de leur citoyenneté déniée et de la conflictualité qui en découle avec les institutions.

1.1. DE L'INTÉGRATION AUX DISCRIMINATIONS

Du milieu des années 1980 jusqu'au milieu 1990, la situation sociale et économique des jeunes des quartiers était souvent qualifiée à travers le concept d'intégration. Ou plus exactement celui d'intégration sociale, car l'intégration est moins à entendre ici au sens de « l'assimilation culturelle » des immigrés et de leurs descendant-es – même si ce thème était déjà très présent dans les années 1980 – qu'au sens durkheimien de la participation à la société telle que déterminée par diverses institutions sociales, notamment le travail et l'école. Dans cette perspective, la « non-intégration sociale » des jeunes issus tout à la fois de l'immigration et de milieux ouvriers s'expliquerait par des processus d'exclusion à l'œuvre sur le marché du travail et à l'école, ces deux institutions n'assurant plus correctement leur fonction intégratrice. À partir du milieu des années 1990, un corpus substantiel de travaux va également s'emparer du thème des discriminations, considérées comme des obstacles majeurs à la bonne « intégration » des jeunes.

1.1.1. TRAVAIL ET ÉCOLE : LA PANNE DES MOTEURS DE L'INTÉGRATION SOCIALE

Dans les années 1980 et 1990, des sociologues s'inscrivant dans différents courants théoriques, ceux d'Alain Touraine, de Michel Foucault et de Pierre Bourdieu, vont proposer une lecture convergente de la décomposition du monde ouvrier qui assurait jusqu'alors l'intégration (c'est-à-dire la participation) des classes laborieuses à la société.

Publié en 1987, l'ouvrage de François Dubet, *La Galère : jeunes en survie*, prend soin de ne pas réduire l'expérience de la galère à l'exclusion ni à l'anomie (soit l'envers de l'intégration chez Emile Durkheim). L'exclusion se combine avec la « désorganisation » et la « rage » dans « une sorte d'enchevêtrement continu » (p. 57). « L'exclusion est vécue de façon globale à partir de la cité marginalisée par l'accumulation des problèmes et le mépris dont elle est victime », écrit Dubet (p. 64). Comparant les jeunes des banlieues françaises avec des jeunes encore largement intégrés dans un monde ouvrier unifié autour d'une communauté à Seraing, en Belgique, Dubet analyse l'exclusion comme « l'éloignement d'un modèle de participation sociale et politique », celui des « banlieues rouges » présentées comme « un monde défait » (p. 195).

En 1991 paraît l'ouvrage *Face à l'exclusion*, coordonné par Jacques Donzelot. Avec pour toile de fond, la montée d'un chômage et d'une précarité de masse, différentes contributions à cet ouvrage diagnostiquent elles aussi une désagrégation de la société industrielle. «*Il faudrait pouvoir mesurer les coûts du dépérissement de cette culture ouvrière*», s'inquiète Robert Castel (p. 163). Dans son livre sur *Les Métamorphoses de la question sociale* (1995), il développera plus largement son analyse des effets de l'effritement de la société salariale qui produit des «*surnuméraires*» – les «*inemployables*», *inemployés ou employés d'une manière précaire*» (p. 11) – affectés par «*un déficit d'intégration*» (p. 418).

Dans la même période, Pierre Bourdieu et les chercheur-euses qui l'entourent publient *La Misère du monde* (1993). D'amples développements sont consacrés à ce que Bourdieu appelle «*la fin d'un monde*». «*Tout se passe comme si la crise, et les difficultés de tous ordres qui en résultent, avaient brisé les fondements mêmes des solidarités anciennes*», écrit-il (p. 408-409). Michel Pialoux et Stéphane Beaud, qui avaient contribué à l'ouvrage, développeront plus largement ce thème dans *Retour sur la condition ouvrière* (1999), appuyé sur une enquête dans les usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard.

Des jeunes en insertion perpétuelle

Dans tous ces textes, les jeunes de banlieues populaires sont présentés comme les premières victimes de la «*crise*», celle de l'intégration par le travail perceptible dans le déclin du monde ouvrier. «*L'expérience juvénile s'en est trouvée totalement transformée*», assure François Dubet (1987, p. 78). Dans son ouvrage *Les Quartiers d'exil* (1992), co-écrit avec Didier Lapeyronnie, il avance l'idée que «*les jeunes immigrés maghrébins*», identifiés à la population de la galère, désirent échapper au monde des OS de leurs pères car ils ont les mêmes aspirations que les autres jeunes Français du fait de leur assimilation culturelle, laquelle peut «*très bien devenir un obstacle à l'insertion*» (p. 145).

Dans *Face à l'exclusion* (1991), Robert Castel soutient que les jeunes des «*banlieues à la dérive*» représentent «*une des pointes avancées de la désaffiliation en donnant à voir sa limite, une manière d'être et de savoir qu'on est "inutile au monde"*» (p. 163-164). Il reviendra sur cette question dans un texte de 2006, écrit au lendemain des révoltes de l'automne 2005, dans lequel il souligne qu'à la différence du travailleur immigré qui «*avait pu alors parfois s'identifier à la classe ouvrière et partager, du moins*

en partie, ses valeurs et ses solidarités», la nouvelle génération a « conscience du “no futur” » car son avenir est « voué au chômage » (Castel, 2006, p. 792-793).

En 1994, Christian Baudelot et Gérard Mauger publient les actes d'un colloque intitulé *Jeunesses populaires : les générations de la crise*. Dans plusieurs articles ultérieurs, Gérard Mauger évoquera une « crise de reproduction » des milieux populaires liée à « la disqualification du groupe ouvrier » et à la « désouvriérisation des fils d'ouvriers » (Mauger, 1998a, 2001a). Cette question des ruptures dans la transmission de la culture ouvrière du travail est également au cœur des travaux d'autres épigones de Pierre Bourdieu que sont Stéphane Beaud et Michel Pialoux (1999, 2003). Signe de leur fidélité à cette approche, Stéphane Beaud et Gérard Mauger ont récemment coordonné un ouvrage intitulé *Une génération sacrifiée ? Jeunes des classes populaires dans la France désindustrialisée* (Beaud et Mauger, 2017).

Depuis les travaux pionniers de Michel Pialoux (1979) ou de Claude Dubar (1987), une littérature considérable s'est développée sur l'insertion professionnelle des jeunes issus de milieux populaires habitant dans les cités HLM. Si les trajectoires de ces jeunes sont multiples, nous y reviendrons, de nombreux travaux ont décrit leurs parcours émaillés de stages, travail intérimaire et petits boulots, ou par des contrats du secteur non-marchand fortement dévalués et débouchant rarement sur un emploi stable (Roulleau-Berger, 1993, 1998). Pour ces jeunes, l'insertion s'apparente au « mythe de Sisyphe », car elle vaut « condamnation à l'insertion perpétuelle » (Castel, 1995, p. 691) ou à la condition de « stagiaire perpétuel » (Mauger, 2001a). Selon Stéphane Beaud et Michel Pialoux, les stages proposés par une Mission locale disent tout « le malheur social des non-diplômés condamnés à la précarité structurelle, relégués aux marges de la société » (Beaud et Pialoux, 2003, p. 68).

Alors que nombre de travaux de recherche réalisés au tournant des années 1980 insistaient déjà sur l'absence de perspectives d'avenir des jeunes « galériens » (Pialoux, 1979 ; Dubet, 1985, 1987 ; Leclercq, 1985), le regard rétrospectif porté par Stéphane Beaud et Olivier Masclet en 2006 laisse penser que la précarité des jeunes n'aurait fait que s'aggraver au fil du temps. Les deux auteurs estiment que l'accès à l'emploi, notamment industriel, restait encore possible au début des années 1980 et que le fait d'occuper un emploi stable assurait une certaine régularité des revenus favorisant la décohabitation et l'autonomisation des jeunes. Pour ces auteurs, les jeunes pas ou peu diplômés de la génération suivante seraient plus durablement privés d'emploi stable et donc

condamnés à voir s'étirer la période de la post-adolescence. «D'où l'importance de la vie en cité, qui vient offrir un substitut à l'absence de socialisation professionnelle», pensaient-ils (Beaud et Masclet, 2006, p. 837).

Les désillusions de la démocratisation scolaire

De nombreux travaux publiés au tournant des années 1990 ont souligné la centralité de l'école dans les processus d'intégration sociale et nationale (par exemple Lorreyte, 1989 ; Boulout et Boyzon-Fradet, 1991 ; Schnapper, 1991), mais aussi ses échecs vis-à-vis des enfants et adolescent-es ayant grandi dans les banlieues populaires et, plus largement, vis-à-vis des enfants d'immigré-es. D'innombrables publications se sont focalisées sur cette dernière catégorie, suggérant seulement en creux leurs attaches résidentielles.

La centralité de l'école s'explique d'abord parce qu'elle conditionne la délivrance des diplômes et donc l'accès à l'emploi. «*L'échec scolaire est devenu dramatique parce que l'absence de diplômes ferme toutes les portes*», s'inquiétait François Dubet (1987, p. 210). Dans *Les Quartiers d'exil* (1992), il souligne avec Didier Lapeyronnie que l'orientation des «jeunes Maghrébins» vers les filières dévalorisées est fréquente et qu'«à la sortie du système scolaire, ils sont moins qualifiés et plus vulnérables. En conséquence, le chômage touche près d'un tiers des jeunes étrangers. Il atteint beaucoup plus les Maghrébins que les jeunes Portugais ou les jeunes Français» (p. 145). À la même époque, Christian Bachmann et Nicole Le Guennec (1993) assurent que «dans des sociétés d'exclusion (...), toutes les voies sont barrées. Celle de l'école qui rejette, comme celle du travail qui repousse» (p. 23).

Bien des publications relatent les espoirs et désillusions suscités par la «massification scolaire» qui n'aura été qu'une démocratisation en trompe-l'œil pour une majorité d'élèves et de familles des quartiers populaires (par exemple Bourdieu, 1993 ; Dubet et Martuccelli, 1996 ; Thin, 1998 ; Pialoux et Beaud, 1999 ; Beaud, 2002). Ces travaux insistent sur la forte ambition scolaire des familles, pour qui l'école est une promesse d'ascension sociale et une protection contre le chômage. La déception s'explique alors par la distance de ces familles aux normes et à la culture scolaire, produisant de l'échec scolaire, des orientations non choisies vers des filières dévalorisées et, pour une partie des jeunes, des sorties précoces du système scolaire (le thème du «décrochage scolaire» va nourrir une abondante littérature surtout à partir des années 2000 ; pour une revue, voir Bernard, 2017). Celles et ceux

qui ne sont pas les « vaincu·es » de la compétition scolaire et qui obtiennent un diplôme, seront tout de même confronté·es à l'effet paradoxal de la massification que représente le faible rendement des titres scolaires sur le marché de l'emploi.

La massification implique plus de diversité et d'hétérogénéité des publics scolaires et dès la fin des années 1970 se développe une littérature considérable sur les problèmes associés à la scolarisation des enfants d'immigré·es (pour un aperçu, voir Lorcerie, 1995). Une bonne partie de ces publications avance des explications culturalistes. Une bibliographie établie en 1989 recense ainsi pas moins de 250 références portant sur les thèmes de la « culture », de la « différence », de « l'interculturel » ou de la « langue » (Liauzu et Henry-Lorcerie, 1989 cités par Dhume, 2011). Le sociologue Abdelmalek Sayad (1984) n'a pas manqué de dénoncer l'approche consistant à attribuer l'échec scolaire à la transposition au sein de l'école des difficultés culturelles liées au déracinement. À l'opposé, mais moins nombreux dans un premier temps, d'autres travaux déplacent le regard vers les pratiques différentialistes de l'institution scolaire et les représentations stigmatisantes de ses agent·es vis-à-vis du public immigré (Zirotti, 1984; Léger et Tripier, 1986; Henry-Lorcerie, 1989; Chauveau et Rogovas-Chauveau, 1990).

En parallèle, une littérature statistique a cherché à comparer la réussite scolaire des élèves français et étrangers ou d'origine étrangère (pour un aperçu, voir Payet et Van Zanten, 1996). Menées dès les années 1960, de premières études mettaient en évidence les retards scolaires et l'orientation spécifique des élèves étrangers. Puis la thèse a été avancée d'une réussite semblable « toutes chose égales par ailleurs » des enfants étrangers ou d'origine étrangère (Bastide, 1982; Boulot et Boyzon-Fradet, 1984; Gibert, 1993, cités par Dhume et Dukic, 2012), notamment des élèves d'origine maghrébine en comparaison d'autres groupes comme les enfants de Portugais (Malewska-Peyre, 1982). L'idée d'une « surréussite » des enfants d'immigré·es, à origines sociales égales, est même avancée (Zeroulou, 1985), corroborée par les travaux statistiques fortement diffusés de Louis-André Vallet et Jean-Paul Caille (1996). Ce qui permettait à Jean-Luc Richard (1999a) d'affirmer que « *l'école intègre et ne discrimine pas* ». Comme le suggère Fabrice Dhume dans sa thèse (2011), l'institution scolaire se trouvait ainsi dispensée de tout examen critique de ses pratiques et performances vis-à-vis de ce public. Les résultats statistiques produits dans les années 1980 et 1990 seront d'ailleurs en partie infirmés par des enquêtes quantitatives ulté-

rieures (Brinbaum et Kieffer, 2009; Ichou, 2013). D'autres travaux confirmeront néanmoins la sur-réussite des filles d'origine maghrébine, une idée avancée depuis les années 1980 (Basdevant, 1983; Laacher et Lenfant, 1991; Hassini, 1997).

En comparaison de ces recherches qui s'intéressaient davantage aux caractéristiques des publics immigrés qu'au fonctionnement de l'institutions scolaire, d'autres approches, qualitatives et territorialement ancrées, vont dessiner une autre image de l'école qui non seulement s'avère incapable d'atteindre ses objectifs égalitaires, mais produit de l'exclusion et des inégalités malgré l'institution des « zones d'éducation prioritaires ». Dès les années 1980, des publications attiraient l'attention sur la ségrégation résultant de l'évitement de certains établissements scolaires, non seulement par les parents des classes moyennes, mais aussi par des familles appartenant aux classes populaires (Léger et Tripier, 1986). Un véritable « marché scolaire » se serait formé au détriment des établissements scolaires accueillant des enfants d'immigré-es (Broccolichi et Van Zanten, 1997; Van Zanten, 2001). Avec la différenciation territoriale toujours plus poussée de l'offre scolaire, l'école amplifie la ségrégation urbaine (Rhein et al. 1996; Bartho 1998; Oberti, 2005) et produit une ségrégation propre, par exemple à travers la composition, y compris ethnique, des classes (Payet, 1992, 1995). En 2005, Georges Felouzis et ses collègues publient un ouvrage au titre évocateur : *L'apartheid scolaire. Enquête sur la ségrégation ethnique au collège*.

À la lecture de ces textes, l'école apparaît bien comme un appareil d'exclusion sociale et ethnique, dont les jeunes des quartiers populaires sont les premières victimes. Dès 1985, François Dubet évoquait des « classes poubelles » qui « accueillent des élèves qui accumulent les handicaps sociaux et économiques et les échecs scolaires à répétition », car « chaque fois que le système scolaire veut prendre en charge une population spécifique, et l'intégrer par des dispositions particulières, il participe de fait, et de façon active, à sa marginalisation et à son exclusion progressive » (Dubet, 1985, p. 112; voir également son article consacré à l'école et l'exclusion publié en 2000). Pierre Bourdieu (1993) ne dit pas autre chose, considérant que « l'École exclut comme toujours, mais exclut désormais de manière continue à tous les niveaux ». « Il s'ensuit que ces exclus de l'intérieur sont voués à balancer (...) entre l'adhésion émerveillée à l'illusion qu'elle propose et la résignation à ses verdicts, entre la soumission anxieuse et la révolte impuissante » (Bourdieu, p. 602).

La question de la non-intégration sociale des jeunes s'épuise quelque peu dans les travaux de recherche publiés à partir du milieu des années 1990. Elle est en partie supplantée par celle des discriminations. La question n'était pas absente jusque-là : beaucoup de travaux mentionnaient les discriminations comme cause de la marginalisation sociale des jeunes, mais ce constat n'était jamais étayé par des données empiriques.

*Les discriminations,
talon d'Achille du « modèle français d'intégration »*

Le début des années 1980 est marqué par la succession de crimes racistes visant des enfants et jeunes maghrébins des « cités », commis par d'autres habitant-es ou par des policiers. Au-delà de ces événements tragiques, peu étudiés en tant que tels (pour une histoire rétrospective du meurtre du jeune Toufik Ouanès, voir Tellier, 2024), quelques travaux ont traité plus globalement de l'expérience du racisme subi par les « jeunes immigrés » et de ses conséquences sur leur construction identitaire et leur insertion sociale (voir notamment Malewska-Peyre, 1982).

Dans cette période apparaît également le thème du « racisme petit blanc » qui resurgirait à mesure que la distance sociale et spatiale se réduit entre les « immigrés » et les classes populaires blanches assignées à résidence dans les cités d'habitat social (Gruel, 1985 ; Lapeyronnie, 1987 et 2008 ; Bastien, 1990 ; Jacquin et Wiewiorka, 1991). Les années 1980 sont aussi celles de la mobilisation des « Beurs » qui ont fait de la lutte contre le racisme l'un de leurs principaux mots d'ordre. Analysant ce mouvement à partir des théories classiques de Tocqueville et Myrdal, Didier Lapeyronnie (1987) a vu dans les préjugés raciaux à l'égard des jeunes immigrés le résultat paradoxal du progrès dans l'égalité des conditions et du processus d'assimilation d'un groupe en train de se détacher de sa culture d'origine.

Dans le contexte de montée du Front national et de stigmatisation de la différence culturelle, les débats théoriques autour du racisme prennent de l'ampleur au tournant des années 1990, avec Etienne Balibar, Pierre-André Taguieff ou Michel Wiewiorka comme figures de proue. Cependant, les recherches empiriques sur l'expérience du racisme et ses effets pratiques sont restées rares à l'époque, et l'ont été pendant longtemps (Hamel et al., 2016).

Au milieu des années 1990, des chercheur·euses vont s'intéresser à ce que Véronique de Rudder et ses collègues désignent comme « *le racisme en acte* » (De Rudder et al., 2000, p. 30), c'est-à-dire les discriminations. Depuis « l'affaire du voile » à Creil, l'État promeut un « modèle français d'intégration », rebaptisé plus tard « modèle républicain d'intégration », où le terme « intégration » fait office de substitut à celui d'« assimilation » (Gaspard, 1992; Lochak, 2006; Geisser, 2006). Or, les discriminations sont de plus en plus perçues comme le talon d'Achille dudit « modèle », y compris par des intellectuel·les ayant contribué à conceptualiser celui-ci, comme Dominique Schnapper qui publie *La France de l'intégration* en 1991 (pour une critique de ce courant « républicain » des sciences sociales, voir Lorcerie 1994).

Le décalage entre la rhétorique de l'intégration et la réalité des discriminations est devenu si patent qu'un changement va s'opérer sous le gouvernement de Lionel Jospin dans le cadrage public des enjeux liés à l'immigration : d'une injonction « à s'intégrer » (au sens de l'assimilation) faite aux populations immigrées et à leur descendant·es, un glissement s'opère vers la lutte contre les discriminations brièvement érigée en priorité de l'agenda gouvernemental. Ayant accompli pour l'essentiel leur socialisation en France, les descendant·es de l'immigration ne se considèrent pas comme des immigré·es et tolèrent mal qu'on leur demande de s'intégrer (Simon, 1998). Cependant, comme le remarque Jocelyne Streiff-Fénart, le changement de cap politique n'implique pas une rupture avec un « modèle républicain » fondé sur la « communauté des citoyens » (Schnapper, 1994), mais vise plutôt à le préserver contre le modèle concurrent du « communautarisme » des pays anglophones (Streiff-Fénart, 2002).

La rhétorique des pouvoirs publics semble tout de même dessiner un nouvel agenda pour la recherche, même si la construction, la collecte et l'exploitation de données statistiques sur les descendant·es d'immigré·es reste un obstacle de taille. La vaste enquête *Mobilité géographique et insertion sociale (MGIS)* initiée en 1992 par Michèle Tribalat, démographe à l'Institut national d'études démographiques (Ined), s'était heurtée à d'importantes réticences institutionnelles (Tribalat, 1996). Un colloque organisé en 1996 par l'Unité de Recherche Migrations et Société (Urmis) dénonçait une commande publique qui préfère « *l'ignorance* » et soumet la recherche à une forme de « *censure* » (Aubert et al., 1997). Cela étant, le monde universitaire était loin d'être unifié et des critiques s'exprimaient déjà contre l'usage par les sciences sociales de catégories dans lesquelles le démographe Hervé Le Bras voyait « *le démon* »

des origines» (Le Bras, 1998). Malgré ces tensions, les recherches sur les discriminations commencent à bénéficier de financements européens ou du Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leur famille (FAS) à partir de 1995 (Noël, 2007).

Approches quantitatives et qualitatives des discriminations

Un premier ensemble de travaux de recherche traite de la perception par les immigré-es et leurs descendant-es des discriminations qui les touchent dans différents domaines de la vie sociale. Publiée en 1995 et 1996, l'enquête MGIS de l'Ined, réalisée en collaboration avec l'Insee, a ainsi permis d'interroger, pour la première fois à grande échelle, les immigré-es et leurs enfants sur leur perception des discriminations dans différents lieux institutionnels (école, police, justice, HLM, hôpital...). La perception des discriminations apparaissait plus aiguë chez les « jeunes » (les moins de 40 ans dans l'enquête !) que chez leurs parents. Ce résultat a fait dire à Patrick Simon (1998), qui avait participé à l'enquête MGIS, que les enfants d'immigré-es, notamment lorsqu'ils possèdent la nationalité française, ont intériorisé *« les principes fondamentaux de la République, ce qui, conformément à ce qu'énonce le fameux “modèle français”, constitue l'une des indications les plus indiscutables de leur intégration »* (p. 65).

Le partenariat entre l'Ined et l'Insee va être renouvelé une quinzaine d'années plus tard pour déboucher sur l'enquête Trajectoires et Origines (TeO), laquelle permet d'apprécier, parmi de multiples entrées, l'effet de la localisation géographique sur le sentiment de discrimination (Safi et Simon, 2013). Au cours des années 2000, les données de l'enquête « Génération » du Céreq sur les jeunes sortis du système éducatif sont également mobilisées pour mesurer le lien (très fort) entre le lieu de résidence en Zone urbaine sensible et le sentiment de discrimination à l'embauche des jeunes (Brinbaum et Guégnard, 2011). En parallèle, des recherches qualitatives se déploient sur des terrains locaux et apportent de nouvelles informations sur la perception des discriminations par les résident-es – et notamment les jeunes – des quartiers populaires (Bouamama, 2000 ; Lapeyronnie, 2008 ; Hamidi, 2010a ; Balazard et al., 2021 ; Talpin et al., 2021).

Un autre pan de la recherche ne vise pas à documenter « l'expérience » ou « l'épreuve » des discriminations par les jeunes, mais s'attache à mesurer statistiquement des écarts de situation entre groupes. Ces travaux quantitatifs approchent la discrimi-

nation par une voie indirecte en distinguant la part explicable et la part inexpliquée de l'inégalité statistique entre deux populations, la part inexpliquée pouvant être attribuée aux traitements discriminatoires. À partir de bases de données publiques, des chercheur·euses de l'Ined, de l'Insee ou du Cereq ont ainsi mis en évidence, au tournant des années 2000, les obstacles à la mobilité sociale des « secondes générations » ou des « descendants d'immigrés » (Gaymut et Parant, 1996; Brinbaum et Werquin 1997; Silberman et Fournier, 1999, 2006; Dupray et Moullet, 2004; Lainé et Okba, 2005; Meurs et al., 2006, Simon, 2007; Aeberhardt et al., 2010); des éclairages sur la situation spécifique des jeunes femmes ont également été proposés (voir par exemple Meurs et Pailhé, 2008). Alors que l'origine sociale et le niveau d'éducation des parents permettaient d'expliquer l'essentiel de leur position infériorisée sur le marché du travail, ces travaux font état d'un net contraste chez leurs enfants, et notamment chez les garçons d'origine maghrébine, entre une relative réussite scolaire attestée par des diplômes et une situation professionnelle dégradée (chômage, emplois sous-qualifiés, salaires inférieurs...). Derrière ces différentiels peut se lire l'effet des discriminations, même si c'est de manière implicite dans certaines de ces études.

La plupart des travaux précités ne spécifient pas le lieu de résidence des jeunes¹. Cette lacune a été notamment comblée par Thomas Couppié et Céline Gasquet (Cereq) dans le cadre d'un partenariat avec le Secrétariat général du Comité interministériel des villes en charge de la politique de la ville au début des années 2010 (Couppié et Gasquet, 2011; Couppié, 2013). L'exploitation des données de l'enquête « Génération 2004 » du Cereq montre que le lieu de résidence des jeunes en Zus à la fin de leurs études influence négativement leurs chances d'obtention d'un emploi, quel que soit leur niveau de diplôme, mais que cet effet ne se vérifie pas pour les jeunes femmes ayant vécu dans ces quartiers – une différence que les auteur·ices n'observaient pas dans une enquête antérieure (Couppié et Gasquet, 2007). Il ressort également de l'enquête Génération 2004 que les jeunes dont le père est né dans un pays du Maghreb rencontrent les mêmes difficultés d'accès à l'emploi quel

1 On peut toutefois signaler des enquêtes localisées combinant approches qualitatives et quantitatives, menées par Philippe Bataille (1997) ou Dominique Duprez (1997). Mais leur méthodologie statistique apparaissait assez rudimentaire.

que soit leur lieu de résidence, ce qui conforte indirectement les résultats des travaux précédemment mentionnés prenant pour objet les descendant-es d'immigré-es indépendamment de leurs attaches territoriales.

On peut évoquer aussi l'apparition de «testings» au cours des années 2000 qui, pour certains d'entre eux, ont pris en compte le lieu de résidence des jeunes. Il s'agit d'approches expérimentales visant à détecter la discrimination de manière cette fois directe, en construisant des situations fictives où des candidat-es diffèrent uniquement par un ou plusieurs attributs comme le patronyme ou le lieu de résidence. Répondant souvent à des commandes publiques, différentes enquêtes par testing réalisées par des équipes des universités d'Évry-Val d'Essonne et de Paris-Est Marne-la-Vallée ont mis en évidence des différences significatives de traitement par les recruteurs pénalisant notamment les jeunes d'origine maghrébine (Duguet et al., 2007, 2009, 2010 ; Petit et al., 2015).

Les résultats de ces différentes approches quantitatives sont cohérents avec nombre d'enquêtes qualitatives menées à partir du milieu des années 1990 pour mettre au jour les mécanismes de la discrimination des jeunes diplômés (Aubert et al., 1995), des jeunes femmes d'origine étrangère (Roulleau-Berger et Ould-Mebarek, 2001), dans l'accès à l'alternance (Viprey et Deroche, 1998), dans l'accompagnement vers l'emploi par des dispositifs d'insertion (Noël, 1999, 2000) ou au sein des entreprises (Bataille, 1997 ; Beaud et Pialoux, 1999). Ces travaux témoignent de la force des stéréotypes visant des jeunes stigmatisés par leur lieu de résidence et/ou leur patronyme.

Comme on le voit, la production scientifique s'est beaucoup focalisée sur la question des discriminations dans l'emploi, en lien avec la commande publique. En dehors de ce champ, et cette fois en dehors de la commande publique, la recherche s'est principalement intéressée aux discriminations produites par l'école et par la police, soit deux formes de discriminations institutionnelles.

S'agissant de l'école, nous pouvons prendre appui sur une revue de la littérature très complète élaborée par Fabrice Dhume (2011 et 2012 avec Suzana Dukic). Si toutes les publications recensées n'évoquent pas explicitement des «discriminations» à propos de l'école, ces travaux valident l'hypothèse d'inégalités de traitement par et dans l'école en fonction de «l'origine» des élèves. Ces inégalités de traitement ne sont pas sans lien avec la concurrence accrue entre établissements qui suscite des pratiques de «gestion ethnique» consistant par exemple à organiser une ségrégation interne à travers la «fabrication des classes» (Payet, 1995, 1997 ; Van

Zanten, 2001). Des recherches se sont également penchées sur l'orientation vers des « classes spéciales » de certains publics jugés « inadaptés » (Léger, 1997; Debarbieux, 1992; Perroton, 2000; Zaffran, 2010). D'autres portent sur les stéréotypes qui sous-tendent les jugements professoraux et attribuent des compétences et qualités différentielles aux élèves en fonction de leurs « origines » (Zimmermann, 1978; Durand, 1991; Poiret, 2000; Lorcerie, 2003), ce qui peut introduire des biais dans les décisions d'orientation (Perrot, 2006). Enfin, la gestion de l'ordre scolaire aboutirait à sanctionner davantage les « garçons arabes » (Payet, 1995; Debarbieux et Tichit, 1997; Rinaudo, 1998; Dhume-Sonzogni, 2007)².

La littérature est moins fournie concernant l'hypothèse d'une discrimination des jeunes hommes et adolescents des quartiers populaires par les forces de l'ordre. Comme le remarque Jérémie Gauthier dans sa thèse intitulée *Origines contrôlées* (2012), les études analysant la nature du racisme policier et ses conséquences pratiques sont restées « rares et éparses » (p. 100). On peut suivre cet auteur dans l'identification de quelques travaux marquants des années 1980 et 1990. Au début des années 1980, Hanna Malewska-Peyre (1984) avait montré que les institutions policières et judiciaires, avaient tendance à réprimer davantage les « jeunes immigrés » par des gardes à vue plus longues, des détentions provisoires plus fréquentes, des peines plus élevées, etc. Dans *La France raciste* (1992), Michel Wieviorka et son équipe soulignaient l'existence d'un racisme spécifique à la police, fondée sur des facteurs à la fois structurels et conjoncturels. Mais les auteurs restaient prudents quant à l'hypothèse de discriminations, préférant parler d'un « continuum de pratiques qui oscillent entre un traitement plus différentiel que discriminatoire à l'égard d'individus ou de groupes pouvant appeler la suspicion policière et un traitement raciste et discriminatoire, fondé directement sur les attributs physiques des victimes » (p. 259-268). Renée Zauberman et René Lévy (1998) ont insisté sur le caractère fonctionnel plutôt que raciste du recours aux « attributs ethniques » pour différencier les cibles du travail policier. De son côté, Dominique MonjarDET écrivait que la socialisation policière impliquait « l'adhésion

2 Nous n'abordons pas ici la question du traitement par l'école de la diversité religieuse, et notamment des élèves musulman-es, sujet polarisant s'il en est, y compris dans le champ de la recherche, et qui nécessiterait une étude en soi.

progressive, et massive, à quelques stéréotypes » (Monjardet, 1994, p. 399), avant d'évoquer plus tard le « harcèlement » des jeunes des quartiers par des contrôles d'identité (Monjardet, 2002).

Cette dimension du travail policier que sont les « contrôles au faciès » va être davantage explorée à partir de la fin des années 2010, soit au lendemain des révoltes de l'automne 2005 provoquées par une intervention policière se soldant par la mort de deux adolescents à Clichy-sous-Bois. Des publications sont venues étayer l'hypothèse d'un sur-contrôle systématique des jeunes hommes racisés par la police (Jobard et al., 2009, 2012 ; Gauthier, 2012 ; Blanchard, 2014). Elles ont également mis en lumière les modes d'intervention spécifiques et dérogatoires de la police dans les cités d'habitat social (Jobard, 2005 ; Germes, 2011 ; Fassin, 2011 ; Roché 2022). Corrélativement, plusieurs enquêtes ethnographiques conduites auprès de jeunes de ces quartiers soulignent leur dénonciation unanime du racisme policier et du harcèlement quotidien qu'ils subissent de la part des forces de l'ordre (Marlière, 2005a ; Lapeyronnie, 2008 ; Boucher, 2010, 2013 ; Mansouri et Moro, 2011 ; Roux et Roché, 2016 ; Boukir, 2019 ; Purenne et Deher, 2021).



1.2. DE LA CITOYENNETÉ REFUSÉE AUX VIOLENCES URBAINES

Les logiques de la « mise à l'écart » des jeunes des quartiers populaires ne sont pas seulement économiques ou sociales. Elles sont également politiques et citoyennes. On dispose ici d'un riche corpus de travaux soulignant le fossé qui s'est creusé entre les jeunes et un système politico-institutionnel incapable de les traiter en citoyen·nes à part entière. Après l'échec relatif de la Marche pour l'égalité et contre le racisme du début des années 1980, et faute de canalisation des sentiments d'injustice par les institutions, « l'émeute » serait le seul mode d'expression politique des jeunes.

1.2.1. LE RAPPORT DES JEUNES AU POLITIQUE ET AUX INSTITUTIONS : DE LA DISTANCE AU CONFLIT

Les jeunes des quartiers populaires ne se désintéressent pas forcément de la politique, mais la recherche montre que celle-ci est perçue comme un monde étranger à leurs préoccupations, que la politique a perdu tout crédit auprès d'eux et elles quant à sa capacité à changer leur condition. Au-delà du rapport des jeunes à la politique, les travaux de recherche traitent aussi des relations passablement conflictuelles entre les jeunes et différentes institutions ou services publics locaux (associations, école, équipements, police...). Ces travaux vont notamment souligner la « violence réciproque » entre institutions et jeunes.

*De la décomposition des « banlieues rouges »
au rejet de la politique*

Les premières études concernant le rapport distancié des jeunes des cités d'habitat social à la politique ont surtout interprété cette distance comme le symptôme d'une décomposition du système de régulation politique et sociale que constituaient les « banlieues rouges ». François Dubet (1987) définit celles-ci comme « *la formation sociale qui résulte de l'interaction, autour d'un système politique municipal, d'une conscience de classe ouvrière et d'une communauté populaire fortement intégrée* » (p. 191). L'auteur assure que « *c'est dans ce mouvement général de décomposition des éléments constitutifs de la banlieue rouge que se forme la galère des jeunes* » (p. 193).

Dans la même période, Gérard Noiriel (1988b) et Maryse Tripier (1990) ont montré comment le mouvement ouvrier avait su intégrer les travailleurs immigrés au fil de son histoire, à travers les luttes sociales puis dans des communautés de vie populaires, même si cette intégration ne s'était pas réalisée sans heurts. L'épuisement de la fonction historique du mouvement ouvrier se vérifierait localement dans le déclin des organisations (associations d'éducation populaire, équipements de jeunesse, syndicats, amicales de locataires...) qui encadraient autrefois la classe ouvrière et les jeunes issus de ce milieu. Les municipalités des banlieues rouges et leurs organisations satellites se seraient notamment recentrées sur la gestion de l'exclusion sociale au détriment de la formation de citoyen·nes et de militant·es (Dubet et Lapeyronnie, 1992; Bouamama, 1993; Bacqué et Fol, 1997; Beaud et Pialoux, 1999, 2003; Bacqué et Sintomer, 2001; Marlière, 2009; Gouard, 2014).

Le thème de la décomposition des banlieues rouges continue de faire florès depuis les années 2000, avec différentes publications, issues de thèses, donnant à voir les métamorphoses du communisme municipal, mais aussi les rapports passablement compliqués de ces municipalités avec la jeunesse des quartiers populaires (voir notamment Masclet, 2003; Marlière 2005b; Biland 2006; Gouard, 2014; Hadj Belgacem, 2021). Ces travaux soulignent la fracture entre les jeunes des classes populaires contemporaines et les élu·es communistes qui n'ont pu ou voulu voir en elles une relève militante. C'est donc la méfiance voire l'hostilité réciproques qui domine entre ces jeunes et les appareils municipaux³.

Le rapport des jeunes à la politique a également été analysé sous l'angle du vote et des comportements électoraux. À la différence de leurs parents, à qui le droit de voter aux élections locales a continué d'être refusé malgré l'engagement de François Mitterrand dans sa campagne de 1981, les enfants d'immigré·es ont eu la faculté d'exercer ce droit une fois leur majorité atteinte. Dès les années 1980, différentes publications de politistes abordent ainsi la question du « vote des Beurs ».

La première question soulevée est celle de leur inscription sur les listes électorales. Créée en 1985, l'association France Plus, proche du Parti socialiste, avait pour mission d'encourager l'ins-

3 Voir cependant la thèse de Violette Arnoulet (2023) sur la municipalité communiste de Stains montrant comment certain·es jeunes ont accédé à des postes de responsabilité au sein de la municipalité et conduisant l'un d'eux à occuper le poste de maire au terme d'un long parcours politique amorcé à l'âge de 25 ans.

cription des jeunes « beurs ». Mais son action est vite apparue comme téléguidée par ce parti. Aussi fut-elle un échec relatif (Lapeyronnie, 1987; Hargreaves, 1991; Cesari, 1993; Kelfaoui, 1996). Dans une étude publiée en 1998, Jean-Luc Richard a montré que le taux d'inscription des jeunes français de 18 à 25 ans issus de l'immigration, notamment maghrébine, restait plus faible que celui des autres jeunes français. Les logiques de la « mal-inscription » ont par la suite été minutieusement étudiées par Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen (2007) dans leur monographie du quartier des Cosmonautes à Saint-Denis.

L'autre question est celle de la participation effective de celles et ceux qui possèdent leur carte d'électeur-ice. Si l'étude de Braconnier et Dormagen fait état de niveaux d'abstention très élevés, d'autres travaux indiquent une participation intermittente, conditionnée par la nature des scrutins, les jeunes votant davantage aux élections présidentielles qu'aux élections municipales (Perrineau et Rey, 2002; Cortesero et Marlière, 2016). Il convient cependant de distinguer différentes catégories de jeunes, des plus distants qui ne votent pas aux plus politisés, en passant par les indécis qui expriment un sentiment d'incompétence, mais qui peuvent prendre part au vote – le tout étant fortement déterminé par la socialisation familiale et au sein du quartier (Bacqué et al., 2021a; voir aussi Braconnier et Dormagen, 2007).

Reste enfin la question des spécificités du vote de ces jeunes. Très tôt, Anne Muxel (1988) et Catherine Wihtol de Wenden (1989) notent leur orientation massive vers les partis de gauche, tandis que Fatiha Dazi et Rémy Leveau (1988) entrevoient l'émergence d'un « vote beur » à caractère communautaire; cette dernière hypothèse a été partiellement infirmée par la suite, par exemple avec Camille Hamidi (2010a) montrant que « l'identification ethnico-territoriale » ne joue que pour une partie des jeunes, la moins intéressée par la politique. Reste que le tropisme des jeunes électeur-ices des quartiers vers la gauche, motivé notamment par la volonté de faire barrage à des candidat-es « repoussoirs » d'extrême droite ou de droite (comme Nicolas Sarkozy), a été confirmé par toutes les études ultérieures, qu'elles soient de portée nationale ou locale (par exemple Cesari, 1993; Kelfaoui, 1996; Richard, 1999b; Brouard et Tiberj, 2005; Abdelmoumene, 2005; Braconnier et Dormagen, 2010; Bacqué et al., 2021a).

Au-delà du vote, différents travaux ont analysé le regard des jeunes de quartiers populaires sur la politique. L'une des premières études a été conduite par la politiste de Sciences Po, Anne Muxel, dans le cadre d'une enquête plus large sur l'entrée

en politique des 18-25 ans, principalement interrogés par voie de questionnaire. La chercheuse concluait à un intérêt pour la politique et un niveau d'engagement plus marqués chez les « jeunes issus de l'immigration » que chez les « jeunes français de souche », à âge égal et à niveau d'études égal (Muxel, 1988). Une douzaine d'années plus tard, une enquête du Cevipof menée dans sept quartiers et fondée sur des entretiens semi-directifs, peignait un tableau beaucoup plus sombre. L'étude soulignait le désintérêt massif des jeunes pour la politique et leur méconnaissance profonde des institutions et du langage politique, le Front National constituant finalement le seul repère clairement identifié par les jeunes (Perrineau et Rey, 2002).

Si l'équipe du Cevipof constatait une dévalorisation de la politique locale par les jeunes, pour qui les « vraies décisions » se prennent au niveau national, une autre étude sur « les identités sociales et politiques des jeunes », conduite par Joëlle Bordet et Hassen Allouache (2004) auprès de jeunes habitant·es de la Seine-Saint-Denis, a fait le constat strictement inverse, observant que les jeunes « *donnent une grande importance au local* », alors qu'ils « *expriment une grande méfiance par rapport aux partis politiques et aux représentants politiques nationaux* » (p. 52).

Selon cette même étude, les jeunes considèrent que le monde politique est impuissant à agir pour changer leurs conditions de vie. Et ces jeunes se croient dépossédés de tout pouvoir car « *ils ont eux-mêmes de grandes difficultés à se percevoir comme acteur politique, porteur de responsabilité potentielle* » (ibid., p. 52). D'autres enquêtes conduites auprès de jeunes avancent dans le même sens que « *les principaux paramètres (de leur existence) apparaissent comme le produit de forces extérieures et inatteignables* » (Cortéséro, 2010, p. 77) ou que « *la perception cynique et désenchantée des institutions et du politique (...) ne peut se comprendre que dans la mesure où ils n'ont d'emprise ni sur le passé, ni sur le présent et encore moins sur leur avenir* » (Marlière, 2013a, p. 52 et 54). La politique est alors perçue comme un « *vaste théâtre* » relevant du « *domaine de l'illusion, de la tromperie, du mensonge* » (Perrineau et Rey, 2002, p. 36) ou encore comme « *un monde méprisable et corrompu* » (Dabène, 1990, p. 45).

Ces enquêtes et d'autres relèvent aussi la profonde déception des jeunes vis-à-vis des promesses politiques contenues dans la devise républicaine. Pour Valérie Sala Pala (2011), « *c'est toute une partie de la jeunesse des quartiers populaires qui exprime sa méfiance et ses désillusions à l'égard d'un système social et politique perçu comme inégalitaire et injuste* » (p. 56). Selon Joëlle Bordet

(2015), cette méfiance conduirait les jeunes, à « *s'enfermer dans des dynamiques de replis victimaires* », fruits de « *l'impuissance et (du) sentiment d'être victime d'un système sur lequel il n'y a plus de prise* » (p. 421-422). Régis Cortesero (2010) se demande « *si la société française saura un jour rendre vraisemblable l'affirmation égalitaire dont elle se réclame, de telle sorte qu'y adhérer, pour ces populations, devienne une option raisonnable* » (p. 79), tandis que pour Éric Marlière (2018), les jeunes qui « *s'estiment – à tort ou à raison – trahis par les idéaux démocratiques* » s'enferment dans « *la colère et l'amertume* » (p. 47).

Des recherches expliquent aussi que les jeunes rejettent la politique parce qu'elle les stigmatise. Considérant « *que le système politique appartient à la société qui les exclut et les "racialise"* », ces jeunes finissent « *par s'en tenir à l'écart, par revendiquer leur distance* » (Lapeyronnie, 2006, p. 21). Les jeunes interrogés par Éric Marlière « *ont un regard sur les institutions qui se résume à peu près à ceci : raciste, discriminatoire, malhonnête, hypocrite, islamophobe (notamment avec les « affaires du voile », etc.)* » (Marlière, 2013a, p. 50). Enfin, si la politique « *politicienne* » est rejetée par les jeunes, c'est aussi parce qu'elle les néglige : « *Leur rapport à la politique est intimement lié à une conscience aiguë des inégalités sociales qui frappent leur quartier* » et « *cette empreinte du lieu de vie est une des caractéristiques essentielles de leurs sensibilités politiques* » (Bacqué et al., 2021a, p. 173).

Violence des institutions, violence des jeunes

À suivre la littérature, la défiance est à peine moins forte entre les jeunes et les associations d'éducation populaire adossées à des équipements collectifs. Emblématique est le cas des MJC qui, dans la période post-1968, entendaient mettre en œuvre un projet de « *participation communautaire* » inspiré de l'idéal d'autogestion. Or, dès la fin des années 1970, ce projet vacille (Besse, 2008). Etudiant les foyers, maisons et club de jeunes de l'agglomération bordelaise, Jean-Pierre Augustin (2001) relève que le projet autogestionnaire a pu fonctionner dans des environnements urbains relativement favorisés, mais dans les quartiers « *fragiles* » ces équipements ont surtout rempli une fonction de « *contrôle* » et d'« *inculcation culturelle* » ou bien de « *déviance tolérée* » (p. 78). Dans une recherche réalisée au début des années 1990 dans différents quartiers de la région Paca, Gérard Neyrand constatait que les organisations de type MJC touchaient en réalité très peu les « *jeunes en situation de marginalisation ou d'exclusion* » et que

ces jeunes manifestaient souvent « *un certain désabusement au sujet de l'implication associative* » (p. 74), soit qu'ils se considèrent comme des consommateurs passifs, soit qu'ils se déclarent déçus de la complexité et des incertitudes des projets censés les impliquer (Neyrand, 1996). D'autres recherches effectuées à la même époque rendent compte des tensions nées de la tentative de certains groupes de jeunes garçons de s'approprier ces espaces pour les transformer en lieux de rencontre, de « fumette » ou simplement de « glande » (Kokoreff, 1994; Esterle-Hedibel, 1996; Bonelli, 2003). Deux anthropologues ayant enquêté dans une Maison pour tous de l'Ouest de la France ont montré que la principale revendication des jeunes était l'obtention d'un local « à eux ». À défaut, l'équipement pouvait être occupé de manière « sauvage » et ses personnels étaient régulièrement injuriés et agressés (Griffo et Vrignon, 1992). Olivier Dabène (1990) décrit lui aussi les relations conflictuelles entre la Maison pour tous du quartier Mistral, à Grenoble, et des jeunes revendiquant là aussi un local.

Dans la période récente, la recherche s'est davantage intéressée aux dispositifs de démocratie participative. D'où il ressort une difficulté structurelle de ces instances à impliquer les jeunes des quartiers populaires. Une recherche rend compte des difficultés de plusieurs conseils citoyens de l'agglomération lyonnaise à mobiliser des jeunes malgré la volonté de leurs membres de capter ce public. Parmi les explications avancées figure le formalisme de l'instance qui suppose de maîtriser certains codes (Daquin et al., 2019). Dans sa thèse portant sur sept villes de l'Ouest de la France, Chafik Hbila (2014) identifie des freins liés à la vulnérabilité des jeunes qui jugent plus prioritaire de travailler leur projet d'insertion socio-professionnelle que de s'investir pour la collectivité. Celles et ceux qui s'engagent le font sur le mode de « l'individuation » décrite par Jacques Ion (1997), c'est-à-dire en s'impliquant de manière éphémère et dans l'attente de rétributions. C. Hbila observe aussi une tendance des pouvoirs locaux et des acteurs de la jeunesse à évacuer toute forme de conflictualité dans les dispositifs participatifs, ce qui dissuaderait les jeunes pour qui le conflit est au contraire un moteur de participation. Samir Hadj Belgacem (2016) qui a étudié la mise en place d'un conseil local de jeunes (CLJ) au Blanc-Mesnil relève que les dispositifs marqués du sceau de l'éducation populaire peuvent répondre aussi à des objectifs politiques ou partisans peu conciliables avec les velléités d'autonomie et le discours critique des jeunes. L'auteur estime que l'expérience de ce CLJ a paradoxalement renforcé leur défiance envers les institutions politiques et les élus.

Pour tenter de résorber la distance entre jeunes et institutions, les pouvoirs publics ont cherché, de longue date déjà, à promouvoir des jeunes dans des fonctions d'animation ou de médiation. La recherche s'est montrée très critique tant sur les recrutements que sur les fonctions dévolues à ces «grands frères» (Duret, 1996). Une première critique a porté sur le caractère ethnisé des recrutements qui alignerait la France sur un modèle de gestion «communautaire» ou «ethnique» pourtant officiellement réprouvé (Begag et Delorme, 1992; Roy, 1993; Macé, 1997; Withol de Wenden, 1997; Neveu, 1999, 2001). La mission de ces jeunes recrues, à l'interface d'autres jeunes et des institutions, a été amplement étudiée à la faveur du programme «emplois jeunes» lancé sous le gouvernement Jospin (pour un bilan de ces travaux, voir Kirszbaum, 2000). Suzanne Rosenberg considérerait par exemple que les emplois-jeunes étaient une démarche à sens unique, permettant certes de qualifier professionnellement des jeunes, mais exonérant les institutions de toute réflexion critique sur leurs pratiques. Pire, la politique des «grands frères» placerait ces jeunes en position de traîtres vis-à-vis de leurs congénères (Rosenberg, 1998). Éric Marlière (2013a) évoque lui aussi des accusations de trahison, ainsi que la jalousie suscitée par les animateurs originaires des quartiers. D'autres travaux ont enfin souligné le rôle ambivalent des médiateurs quand ils sont instrumentalisés à la seule fin de pacifier des territoires «sensibles» et donc de protéger les institutions contre les perturbations engendrées par certains jeunes (Macé, 1997; Ocqueteau, 1999; Roché, 1999).

Plusieurs auteur·ices ont souligné la dépendance de la population des «quartiers» vis-à-vis des institutions, lesquelles peuvent être vécues comme *«un piège ou une nasse car l'institution ne peut satisfaire l'aspiration à la mobilité»* (Lapeyronnie, 1999, p. 57). Les jeunes éprouveraient d'autant plus douloureusement cette dépendance que la société promeut des principes d'autonomie et de responsabilité individuelles. D'où des conduites agressives envers les institutions (Body-Gendrot et Le Guennec, 1998; Avenel, 2006a; Chabanet et Weppe, 2017; Marlière, 2018), mais aussi *«des conduites d'indifférence, d'évitement et de mépris à l'égard d'institutions jugées incapables de jouer leur rôle et n'assurant en définitive que les salaires de leurs agents»* (Jazouli, 1998, p. 202).

Le thème des violences dirigées contre les institutions a pris une importance particulière dans des recherches conduites au milieu des années 1990, souvent en réponse à des commandes publiques. Elles suggèrent que la violence est un phénomène co-construit entre jeunes et institutions. Cette violence serait le

symptôme de la frustration des jeunes vis-à-vis d'institutions affichant des principes égalitaires qu'elles s'avèrent incapables de concrétiser, mais aussi de la tendance de ces institutions à exclure ou à mépriser les jeunes. Dès lors, la violence des jeunes ne serait que le miroir inversé de la violence des institutions produisant exclusion et discrimination (Wieviorka, 1999; Khosrokhavar, 2000; Tourrilhes, 2006).

L'école est évidemment aux avant-postes de cette problématique, à la fois parce qu'elle incarne le monde des classes moyennes et parce qu'elle alimente un sentiment constant d'échec et d'humiliation (Dubet, 1992). Des chercheurs ont évoqué une « école-éponge », contrainte d'absorber des jeunes porteurs d'une culture déviante, antagonique à la culture de l'institution scolaire, mais constituant la norme du quartier (Ballion, 1997; Peyrat, 2006). Mais cette position est restée très minoritaire dans le champ de la recherche. La plupart des études ont plutôt pointé une double violence contre et de l'école. À partir du milieu des années 1990, une littérature foisonnante a émergé sur ce thème, suggérant tout à la fois un éloignement des élèves vis-à-vis des normes scolaires et des processus proprement scolaires de fabrication de la violence (Payet, 1995; Debarbieux, 1996; Charlot et Emin, 1997; Van Zanten, 2000; Millet et Thin, 2005; Moignard, 2008; pour un aperçu complet de la littérature sur les « désordres scolaires », voir Moignard et Rubi, 2020).

L'autre institution très concernée par ce phénomène de violence réciproque est la police qui cristallise les sentiments d'injustice des jeunes et se trouve donc prise pour cible par ces derniers. Dans un ouvrage paru en 1986, Adil Jazouli notait déjà que dans tous les entretiens réalisés avec des jeunes *« la police est perçue comme un pur instrument de domination et de répression sélective »* (Jazouli, 1986, p. 51). Au début des années 1990, François Dubet et Didier Lapeyronnie (1992) notaient que *« les jeunes ont la mémoire des accrochages, des injures, des “passages à tabac” qui ponctuent la guerre froide à laquelle se livrent les policiers et les jeunes. En fait, la police donne un visage au racisme et à l'exclusion »* (p. 175-176). Quelque années plus tard, Laurent Mucchielli (1999a) décrivait en ces termes le cercle vicieux de la violence : *« Le résultat est une situation permanente de tension, de rapport de force, qui peut très rapidement amener les policiers de terrain à entrer dans le cercle vicieux des défis et des provocations réciproques : les insultes et les jets de pierre du jour répondant aux interpellations musclées sur le parking ou à la sortie d'une boîte de nuit de la veille, et étant suivis le lendemain par des contrôles d'identités au faciès, des fouilles au*

corps et des insultes racistes humiliants, auxquels répondront les jeunes le surlendemain, etc.» (p. 101). Loin de s'être apaisée, cette « guerre » entre la police et certains jeunes n'a cessé de s'envenimer comme l'ont documenté des recherches plus récentes (par exemple Jobard, 2006 ; Marlière, 2007 ; Boucher, 2013).

Il faut conclure ce point en rappelant que ces différentes analyses sont centrées sur les seuls jeunes hommes des quartiers. Pourtant, à partir d'un travail ethnographique mené dans plusieurs quartiers, Stéphanie Rubi (2002) a bien montré que le sentiment de relégation et le vécu d'une « violence symbolique » étaient tout aussi forts chez les filles que les garçons. Si elles aussi peuvent faire preuve de violence et d'agressivité, Julie Deville (2007) estime que *« la socialisation scolaire, tout autant que les modes de relation au sein d'un quartier populaire, assignent les filles à une position de conciliation et leur rend difficilement accessible l'expression d'une contestation ou d'une colère »*. Avant d'ajouter : *« Ce manque d'échappatoires pour exprimer mécontentement et colère peut certes tranquilliser les institutions, mais est susceptible d'avoir des conséquences destructrices pour les jeunes filles engagées dans cette voie »* (p. 300 et 312).

1.2.2. **DES MARCHES AUX ÉMEUTES : MALAISE DANS LA REPRÉSENTATION DES JEUNES**

Avec les marches du début des années 1980, les « jeunes maghrébins » surgissent dans l'espace public comme nouvel acteur collectif. Mais cette entrée en politique fut éphémère. Le mouvement a été récupéré « par le haut » et s'est disloqué « par le bas ». Depuis lors, un vide politique se serait installé, dont les émeutes seraient le symptôme le plus manifeste. Si pour une partie des chercheur-euses ces violences collectives relèvent d'une forme de nihilisme, d'autres, plus nombreux-euses, leur attribuent un sens politique, celui d'une révolte face à l'injustice et d'une demande de reconnaissance.

*Après l'échec des marches,
des jeunes sans représentation politique*

Les marches qui se succèdent de 1983 à 1985 sont restées dans la mémoire collective comme « la Marche des Beurs », celle qui a culminé en décembre 1983 avec le rassemblement de 100 000 personnes à Paris et la réception d'une délégation de jeunes par François Mitterrand à l'Élysée. L'expression « beur » (arabe en ver-

lan) a d'abord été utilisée par des enfants d'immigrés maghrébins pour s'autodésigner, mais le terme leur a rapidement échappé pour devenir une forme d'assignation identitaire signifiant la séparation symbolique des jeunes supposés plus assimilables que leurs parents immigrés (Hajjat, 2014 ; voir aussi Sayad, 1994a). Notons aussi qu'il ne s'agissait pas d'une marche unique, mais d'un cycle de marches, dont les promoteurs et les revendications étaient loin d'être homogènes (Bouamama, 1994), celles de 1984 et 1985 ayant été négligées par la recherche (Benaïssa, 2015 ; Zehraoui, 2015).

Les premières interprétations des mobilisations de jeunes dans les années 1980 s'inscrivaient dans la perspective tourainienne de l'analyse des « mouvements sociaux », censés prendre la relève du mouvement ouvrier (Touraine et al., 1984). La question posée était celle de l'ethnicité comme possible moteur de la construction d'un mouvement social. La réponse des sociologues tourainiens était plutôt négative. Dans son ouvrage paru en 1986 sur « l'action collective des jeunes maghrébins de France », Adil Jazouli soutenait que l'expérience de l'exclusion sociale et de la marginalisation était à la source d'un sentiment de « rage » pouvant servir de levier de mobilisation, mais qu'en plaçant le racisme au cœur de leur combat, les jeunes menaient une action essentiellement « défensive ». Faute de pouvoir s'adosser à un conflit central, dans le vide laissé par l'affaiblissement du mouvement ouvrier, les « jeunes maghrébins » ne seraient pas parvenus à se constituer en véritable acteur collectif. Pour Didier Lapeyronnie (1987), « *l'impossible passage au politique* » (p. 309) s'expliquerait par la trop grande assimilation des jeunes qui aurait détruit leur identité culturelle spécifique. Si l'expérience commune du racisme et de la discrimination pouvait fonder une identité collective, les jeunes auraient été écartelés entre une stratégie supra-politique d'anti-racisme éthique, telle que promue par SOS Racisme mais dans laquelle ils ne se reconnaissaient pas, et une stratégie infra-politique de repli sur l'espace du quartier qui ne leur permettait pas de se distinguer socialement et politiquement des autres « jeunes français » des banlieues (dans une perspective différente mais aboutissant au même constat de l'impossible passage au politique de la « deuxième génération », voir Noiriel, 1988). Ces approches ont été critiquées par la suite car elles mobilisaient les notions mal définies d'intégration et d'assimilation servant tour à tour à expliquer la mobilisation et l'absence de mobilisation des « jeunes immigrés », mais aussi parce qu'elles ont occulté les mobilisations antérieures des

travailleurs immigrés, postulant ainsi un clivage générationnel que l'historiographie ne valide pas (Siméant, 1998; Hmed, 2007; Hajjat, 2013).

Conduits par des politistes ou des sociologues (dont certains avaient participé aux luttes des années 1980), d'autres travaux ont insisté sur la force du référentiel universaliste « républicain » comme facteur d'inhibition d'une action collective autonome des jeunes. Pour Saïd Bouamama, la revendication d'une « nouvelle citoyenneté », surtout portée lors de la seconde marche intitulée « Convergence 84 », et consistant à ouvrir le cadre politique au pluralisme culturel (Wihtol de Wenden, 1987; Wiewiorka, 1996), s'est heurtée au modèle unitaire de la citoyenneté française qui interdit de faire valoir des identités spécifiques, qu'elles soient attachées à l'ethnicité ou à la « cité » (Bouamama et al., 1992; Bouamama, 1993, 1994). Selon Ahmed Boubeker (2007), un acteur « ethnique » ne pourrait émerger que dans une posture de résistance à l'universalisme abstrait qui s'impose d'en haut et prive les « héritiers de l'immigration » de toute faculté à construire par eux-mêmes leur identité, sauf à se mettre à l'index de la société et à se voir stigmatisé-es pour « défaut d'intégration ». Perçu comme porteur d'un projet de société multiculturelle, le « mouvement beur » s'est ainsi « *très vite heurté aux limites d'un imaginaire politique étroit, porté à la fois par ses élites et les défenseurs inconditionnels du modèle républicain d'intégration* » (p. 87; voir aussi Boubeker, 2003, 2008).

L'histoire de l'action collective des « jeunes maghrébins » est aussi celle d'un « rendez-vous manqué » entre la gauche et les « cités » (Masclat, 2003). Les jeunes des Minguettes, à Vénissieux, qui avaient joué un rôle de premier plan dans l'amorçage du mouvement, ont dû affronter l'hostilité résolue de la mairie communiste et de la CGT. De manière générale, le mouvement des « jeunes immigrés » n'a quasiment reçu aucun soutien des grandes centrales syndicales (Hajjat, 2013, 2014). Prudent jusqu'à la manifestation parisienne de décembre 1983, le gouvernement socialiste n'a annoncé et fait adopter qu'une seule mesure concrète, la carte de séjour de dix ans pour les étrangers, qui n'était pourtant pas au centre des revendications des marcheur-euses, Français-es pour la plupart, mais une revendication portée par le PSU, la CGT, la CFDT et diverses associations (Hajjat, 2014; Lochak, 2014).

Après avoir reçu le soutien officiel du pouvoir socialiste, les jeunes engagés dans les marches n'ont pas tardé à déchanter en constatant le virage islamophobe du gouvernement dans l'affaire des travailleurs de l'usine Talbot (Gay, 2014), son raidissement sur

la législation des étrangers (Lochak, 1993) et le retour en force du paradigme intégrationniste sur fond de montée en force du Front national et de ses idées posant l'immigration comme un problème (Tévanian et Tissot, 2002; Bouamama, 2006). Parmi les malentendus entre la gauche et les marcheur·euses figurait le thème du « droit à la différence », bientôt fustigé par l'intelligentsia de la « gauche républicaniste » (Momméja, 2015). Enfin, la création de l'association SOS Racisme, souvent perçue comme une entreprise de récupération et de dépolitisation orchestrée par le pouvoir socialiste, est venue parachever la fracturation du mouvement (Bouamama, 1994; Juhem, 1998; Momméja et Hadj Belgacem, 2018).

Si les marcheur·euses ont bénéficié du soutien des églises chrétiennes, avec Christian Delorme comme figure emblématique, d'une certaine écoute du gouvernement socialiste et de la bienveillance des médias, ces soutiens extérieurs se sont avérés éphémères (Hajjat, 2013; Hadj Belgacem et Nasri, 2018). Des travaux récents de socio-histoire sont également venus éclairer les luttes internes au mouvement concernant toutes les dimensions d'une représentation politique des « jeunes issus de l'immigration » qui s'est avérée introuvable : définition identitaire et finalités du mouvement, formes d'organisation, leadership, stratégies d'alliance et d'autonomie, articulation entre mobilisations nationales et locales, etc. (Taharount, 2017; Momméja et Hadj Belgacem, 2018).

Avec le retournement du « cycle de la compassion » (Momméja, 2016), le mouvement est entré en déliquescence et s'est fragmenté (Bouamama, 1994). Des militant·es se sont replié·es vers le local pour s'investir dans des associations de quartier et développer des actions culturelles ou de solidarité (Bouregba-Dichy, 1990; Fayman, 1995) que certains observateurs ont analysé comme un retour à la « logique du ghetto » (Lapeyronnie, 1997; Begag, 1990). À lire ces travaux de recherche, ce « retour au terrain » s'est accompagné de bien des déconvenues. Se tournant vers les dispositifs de la politique de la ville, les jeunes ont été confrontés à la complexité de la construction de projets dont ils ne maîtrisaient pas les codes bureaucratiques (Oberti, 1999). Le dialogue avec les institutions et les élu·es s'est souvent soldé par des échecs et des blocages, les jeunes ayant le sentiment de n'être ni écoutés, ni entendus (Perrineau et Rey, 2002; Masclet, 2003; Avenel, 2006a).

Les associations créées par les jeunes se sont d'emblée polarisées entre celles qui affichaient une neutralité politique et proposaient des services à d'autres habitant·es (alphabétisation, aide aux devoirs, etc.), et celles qui affichaient au contraire des

objectifs politiques, même si les jeunes militant·es ont pu naviguer d'un pôle à l'autre (Hajjat, 2008 ; pour des illustrations locales de cette polarisation à Nanterre ou à Marseille, voir Dazi-Heni et Polac, 1990 ; Cesari, 1994). Mais des travaux réalisés dans les années 1990, comme des travaux plus récents, témoignent de l'impossible expression politique des jeunes dans le cadre associatif (Hamidi, 2006, 2010a ; Lagier, 2011). Dès lors que leurs associations adoptent une posture un tant soi peu revendicative, les pouvoirs publics leur dénie toute légitimité et refusent de les soutenir (Dubet et Lapeyronnie, 1992 ; Lagier, 2011). Si le discrédit frappe en premier lieu les associations à dimension religieuse (Cesari, 1994 ; Cesari et Moore, 2003 ; Kakpo, 2007), c'est toute forme d'engagement collectif de jeunes racisé·es qui les expose à recevoir l'étiquette infamante de « communautarisme » (Lagier, 2011). Les jeunes sont ainsi placés devant une injonction contradictoire : d'un côté, leur engagement en tant que « jeunes issus de l'immigration » est encouragé par la politique de la ville, mais de l'autre, ils doivent renoncer à toute référence minoritaire (Neveu, 1999, 2001 ; Lagier, 2011). Dans la période récente, des travaux sont venus éclairer les diverses formes de « répression à bas bruit » (Talpin, 2016) ou de « démobilisation » (Delfini et al., 2021) organisées par les pouvoirs publics pour disqualifier l'action autonome et revendicative des jeunes des quartiers populaires.

Mais pour beaucoup de jeunes engagées dans les luttes des années 1980, l'engagement associatif correspondait moins à la poursuite de l'action politique par d'autres moyens qu'à des stratégies individuelles de « sortie de la galère ». Dès la fin des années 1980, les pouvoirs publics vont créer des opportunités de professionnalisation en incitant des jeunes à créer des associations appelées à jouer un rôle d'intermédiation avec les populations locales. À propos des jeunes de la cité Gutenberg à Nanterre, fortement mobilisé·es dans les marches des années 1980, Fatiha Dazi-Heni et Catherine Polac (1990) ont expliqué comment l'interventionnisme municipal avait permis l'institutionnalisation d'associations offrant des possibilités nouvelles de promotion individuelle. À partir du cas marseillais, Jocelyne Cesari (1994) a rappelé le rôle du Fonds d'action sociale, puis du développement social urbain dans la création d'une « sphère intermédiaire » entre les institutions et les populations issues de l'immigration. À Marseille, cette sphère intermédiaire a fait émerger un petit groupe de « médiateurs » masculins, âgés d'une trentaine d'années, à qui l'on demandait de conserver leur identité d'origine tout en les pressant de manifester leur « intégration ». Cette « mise en scène

ethnique» n'impliquait donc aucune reconnaissance ou défense, dans l'espace public, d'une identité collective fondée sur des référents ethniques ou culturels. Les associations portées par des (anciens) jeunes ont surtout fonctionné comme des instances de formation et d'apprentissage de la vie professionnelle, permettant de compenser des parcours scolaires marqués par l'échec. Loin d'une logique communautaire, *«ce jeu avec les institutions favorise le plus souvent des stratégies individuelles de promotion sociale en faisant émerger au sein des associations des individus aptes à manipuler à leur profit, le code symbolique qui sous-tend la représentation institutionnelle et qui, de ce fait, en retirent des gratifications matérielles»*, écrit J. Cesari (1994, p. 88; dans le même sens, voir aussi Jovelin, 1999; Baillet, 2001).

Si pour une majorité de « militants précaires », dont les organisations n'ont jamais été considérées comme de véritables partenaires des politiques publiques, les mobilisations des années 1980 n'ont pas permis d'offrir des perspectives matérielles ou symboliques (Hajjat, 2008; Boubeker, 2018), une petite fraction a fait de l'engagement associatif ou politique un tremplin de notabilisation locale ou nationale. Selon Catherine Wihtol de Wenden (1997), ces trajectoires individuelles auraient marqué le passage du « militantisme oppositionnel » des années 1980 à la « notabilisation institutionnelle » des années 1990. Avec Remy Leveau, elle va avancer le terme de « beurgéoisie » pour qualifier cette nouvelle élite française issue de l'immigration maghrébine (Leveau et Wihtol de Wenden, 2001). Dans la même période, Vincent Geisser (1997) a montré comment la valorisation implicite de l'origine ethnique des élu-es maghrébin-es devait s'articuler avec une adhésion explicite aux « principes républicains », ceux de l'invibilisation des appartenances communautaires dans l'espace public. Dominique Baillet (2001) a décrit ces militant-es devenu-es des parangons de « l'intégration à la française » qu'il oppose aux « militants différentialistes ».

Dès le début des années 1980, des candidatures « beurs » avaient émergé aux élections locales, mais les partis politiques s'étaient montrés très frileux pour leur faire une place, à l'inverse des immigrés d'origine européenne (Leveau, 1990). Localement, le Parti communiste a souvent fait appel à des jeunes bénéficiant d'un capital local de notoriété, en vue de capter le soutien de la population maghrébine, mais les jeunes élu-es ainsi promu-es ont été relégué-es dans des postes subalternes de l'appareil municipal (Dazi-Heni et Polac, 1990; Masclet, 2003; Gouard, 2014). Avec la valorisation du thème de la « diversité » au cours des années

2000, d'autres travaux ont porté sur ces élu·es issu·es de quartiers populaires appelé·es à ramener la « paix sociale » dans ces quartiers, tout en symbolisant une « ouverture » nouvelle des partis politiques (Avanza, 2010 ; Cartier, 2010). Les partis de gauche ne sont pas les seuls à avoir réalisé cette ouverture (relative), les déceptions suscitées par leurs pratiques conduisant des jeunes à se tourner vers l'offre des partis de droite dans les ex-banlieues rouges (Masclat, 2003 ; Hadj Belgacem, 2018).

Qu'il s'agisse de trajectoires individuelles de professionnalisation et/ou de notabilisation, cette élite « issue de l'immigration » est apparue largement coupée de la « base » des quartiers. La formation de cette élite aurait ainsi entériné l'éclatement de la notion même de « communauté » maghrébine ou immigrée (Roy, 1993). Dès le début des années 1990, différents travaux indiquaient que les autres jeunes ne se reconnaissaient pas dans des « beurs de service » ou des « beurs-alibi » symbolisant l'impossible unification de l'expérience de « jeune de quartier » (Dazi-Heni et Polac, 1990). La « sphère intermédiaire » décrite par Jocelyne Cesari (1994) n'a jamais su se constituer en « porte-parole » des jeunes qui ont plutôt accusé ces pseudo représentants de les trahir. L'association France Plus qui tentait de promouvoir une représentation politique de « beurs » conformes à l'idéologie de l'intégration à la française, s'est ainsi heurtée à l'hostilité du tissu associatif local (Poinot, 1991).

Des analyses plus récentes font état d'une aggravation de cette rupture, devenue intergénérationnelle, entre les militant·es issu·es des mobilisations des années 1980 et 1990 et la jeunesse populaire d'aujourd'hui. Pour Abdellali Hajjat (2008), le jugement négatif des plus jeunes sur leurs aînés serait un obstacle majeur à la construction d'une force politique dans les banlieues. D'autant que la « classe-moyennisation » d'une partie des militant·es, liée à l'accumulation de capitaux scolaire et culturel, les prédisposerait à ne plus résider dans les quartiers. Pour Saïd Bouamama (2010), le « captage des leaders » a entraîné une perte de crédit de l'engagement militant auprès des « petits frères et petites sœurs », contribuant au développement d'attitudes nihilistes.

À la fin des années 1980 et dans les années 1990, des observateur·ices entrevoyaient déjà des logiques de désengagement de la jeunesse consécutives aux déceptions engendrées par les mobilisations des années 1980 : renforcement de l'individualisme et repli sur la sphère privée ou la religion (Lapeyronnie, 1987 ; Bouamama, 1993 ; Wihtol de Wenden, 1997), désaffiliation institutionnelle (Oberti, 1999), conduites hors-la-loi des « lascars » (Begag, 1990) ou consommation de drogue (Begag et Delorme, 1992).

Au lendemain des grandes révoltes de l'automne 2005, des observateurs ont dessiné le paysage d'une désolation politique plus marquée encore, offrant un contraste saisissant avec les espoirs suscités par les marches du début des années 1980. Dans un article paru en 2006, Stéphane Beaud et Olivier Masclet opposent à la « génération beur » à une « génération de cité » politiquement aliénée et plus isolée que jamais (Beaud et Masclet, 2006). Pour Didier Lapeyronnie (2006), l'échec des générations précédentes dans leur capacité à pénétrer un système politique très fermé n'a fait que confirmer et renforcer la méfiance des jeunes (et des moins jeunes) à l'égard de la politique. Abdellali Hajjat évoque une « résignation fataliste » et un « ressentiment rageur » (expressions qu'il emprunte à Bourdieu), des sentiments qui, faute de travail militant, ne pourraient se convertir en revendications cohérentes et politiquement efficaces (Hajjat, 2008).

L'espace militant des quartiers se serait radicalisé, accentuant plus encore la coupure avec les jeunes, à l'instar du Mouvement des indigènes de la République (MIR) apparu en 2005 peu avant la révolte de l'automne. À la différence du Mouvement de l'immigration et des banlieues (MIB), créé dix ans plus tôt, les « indigènes » ont abandonné toute composante localiste et se composent pour l'essentiel de diplômés du supérieur (Robine, 2006). Phénomène surtout parisien, le MIR disposerait d'une faible légitimité politique liée à la courte expérience militante de ses membres en comparaison des militants de la génération précédente, comme ceux du MIB avec lesquels un conflit a éclaté. Ce serait pour compenser ce déficit de légitimité que le MIR développe un discours très radical, mobilisant la référence coloniale comme une fuite en avant discursive (Hajjat, 2008).

À cette radicalité « par le haut » correspondrait une radicalité « par le bas » dépeinte par Éric Marlière au fil de ses enquêtes auprès de « jeunes de cité ». Il montre notamment l'adhésion des jeunes (hommes) qu'il a interrogés à des théories conspirationnistes et à des discours antisémites (sur ce point, voir aussi Lapeyronnie, 2008). É. Marlière (2013a) estime plus largement que *« la construction collective identitaire intrinsèque à ce que nous pouvons attribuer à la jeunesse des quartiers "difficiles" s'achemine de manière progressive vers une forme de radicalisation politique teintée de relents post-colonialistes, de déceptions à l'égard des partis de gauche et d'un intérêt croissant pour la religion musulmane »* (p. 54; voir aussi Marlière 2008, 2019).

Corollaire de l'impossible représentation politique des jeunes, différentes recherches ont interprété les « émeutes » comme le symptôme d'une absence de canaux institutionnels permettant aux jeunes d'exprimer leurs colères. Cette interprétation a d'abord été avancée par les sociologues tourainiens pour qui la « rage » ne pourrait se transformer en « conflit » organisé, compte tenu de l'épuisement des logiques d'action du mouvement ouvrier. Ainsi, pour François Dubet (1992), *« les sentiments de domination et d'exclusion ne disposent pas de canaux idéologiques et de moyens institutionnels leur donnant forme. (...) Nous avons vécu une longue institutionnalisation des conflits sociaux, un long processus d'intégration conflictuelle par le mouvement ouvrier. Ce mécanisme s'est rompu, laissant les acteurs les plus démunis sans significations et sans ressources. Alors réapparaît chez les jeunes une vieille violence : celle des classes dangereuses »* (p. 20-21; voir aussi Dubet et Lapeyronnie, 1992; Wieviorka, 1999).

Sans forcément engager une comparaison avec le mouvement ouvrier, l'hypothèse d'une absence de canaux institutionnels d'expression des jeunes est demeurée centrale dans l'interprétation des révoltes de l'automne 2005 (Beaud et Masclet, 2006; Castel, 2006; Sicot 2007a; Bouamama 2010; Cortesero 2010; Marlière 2011). Mais c'est surtout la « solitude » des émeutiers de 2005 qui est soulignée, par contraste avec la « sollicitude » dont aurait bénéficié la génération des années 1980, faisant dire à Hugues Lagrange (2006) que *« si l'on regarde les liens des émeutes des années 1980 et 1990 avec les associations ou les formations politiques, on mesure la solitude institutionnelle des émeutiers de novembre 2005. (...) La solitude des jeunes émeutiers de 2005 est pour une part un legs de ruptures politiques »* (p. 54). Les révoltes de 2005 seraient ainsi celles du « désespoir » (Castel, 2006; Donzelot, 2006).

Dans une rare unanimité, tous les travaux produits depuis le début des années 1990 attribuent aux violences policières le déclenchement des violences collectives des jeunes, que celles-ci aient une portée locale ou nationale. Aucune médiation ne viendrait réguler l'affrontement des deux protagonistes (Dubet, 1992; Mohammed et Mucchielli, 2007a), une situation aggravée par la décision de Nicolas Sarkozy d'abandonner la police de proximité expérimentée sous le gouvernement de Lionel Jospin (Duprez, 2007; Le Goaziou et Mucchielli, 2007; Ocquettteau, 2007).

La mémoire des exactions policières se transmettrait de génération en génération et contribuerait à la constitution d'un « nous » des jeunes face aux « eux » des institutions qui oppriment (Dubet et Lapeyronnie, 1992; Jazouli 1992; Bachmann et Leguennec, 1997; Jobard, 2006; Kokoreff, 2006a; Lapeyronnie, 2006; Le Goaziou et Mucchielli, 2007). Si la police cristallise les sentiments d'exclusion, de discrimination et de mépris éprouvés par les jeunes, c'est qu'elle est chargée de maintenir « *un ordre social inéquitable de façon brutale, arbitraire, discriminante et humiliante* » (Marlière, 2008, p. 44). La police est « *le point de cristallisation d'une "rage" faite de frustrations accumulées au long de nombreuses expériences d'humiliation qui ont appris (aux jeunes) qu'il y avait deux poids deux mesures dans la manière de traiter les individus dans l'espace public* » (Castel, 2006, p. 42). On peut mentionner aussi les analyses d'Abdellali Hajjat qui, faisant retour sur les rébellions des Minguettes, à Vénissieux, de 1981 à 1983, montre que le conflit avec la police est révélateur d'une « crise du consentement à la domination », l'une des principales pommes de discorde entre les jeunes et la police étant la reconnaissance par l'institution policière de ses déviances et de l'usage abusif de la force (Hajjat, 2014).

Plusieurs chercheur·euses ont tenté d'interroger directement des jeunes après les révoltes de l'automne 2005, afin de comprendre le sens subjectif qu'ils donnent à ces événements (Cicchelli et al., 2007; Mucchielli et Aït-Omar, 2007; Sala Pala, 2011; Truong, 2015). Mais confrontées à la difficulté d'accéder aux émeutiers, ces enquêtes ont aussi – et parfois surtout – été réalisées auprès de jeunes n'ayant pas pris part aux violences. Si la mort de Zyed et Bouna à Clichy-sous-Bois et les provocations du ministre de l'Intérieur de l'époque, Nicolas Sarkozy, ont servi de détonateur aux révoltes de l'automne 2005, l'expérience quotidienne des rapports avec la police ressort bien comme une dimension fondamentale de l'expérience des jeunes, notamment des garçons. Le discours des jeunes met aussi en relief un sentiment plus global de relégation, d'exclusion et de discrimination, par exemple perceptible dans leur vécu de l'école ou de la religion.

Adossées ou non à ces discours, certains travaux insistent sur le contexte général de montée des inégalités socio-économiques, de la précarité et de la pauvreté (Beaud et Pialoux, 2003; Wacquant, 2006; Garnier, 2005; Le Goaziou et Mucchielli, 2007). D'autres cherchent à mettre en évidence une causalité ethnico-raciale, à l'instar d'Hugues Lagrange qui observe une corrélation entre les quartiers les plus émeutiers et la concentration de familles nom-

breuses originaires d'Afrique sub-saharienne (Lagrange, 2006; voir aussi, dans des perspectives un peu différentes, Kakpo, 2006; Rea, 2006; Roché, 2006⁴; Sicot, 2007a; Mansouri, 2013; et pour une récusation du fondement ethno-racial ou religieux des émeutes, Roy, 2005; Avenel, 2006a; Mauger, 2006; Le Goaziou et Mucchielli 2007). D'autres interprétations encore insistent sur la dimension proprement urbaine de la révolte des jeunes, au croisement de ses dimensions socio-économiques et ethno-raciales (Donzelot, 2006; Kokoreff, 2008; Lagrange, 2008).

Au-delà de ces explications macro, c'est bien la question du sens politique à donner aux violences collectives des jeunes qui traverse la plupart des analyses. Il s'en dégage une conclusion centrale : il faudrait comprendre ces violences comme des révoltes, dotées par conséquent d'une signification politique, ce qui conduit une partie de la recherche à abandonner le terme d'émeute en ce qu'il suggère de simples phénomènes de foule irrationnels (Fassin, 2015). L'évidence de cette dimension politique « *crève les yeux* », assure Hugues Lagrange (2000, p. 134), suivi par bien d'autres chercheur·euses au lendemain des révoltes de 2005 : « *révolte civique face au déficit de citoyenneté* » (Castel, 2006, p. 790); « *révolte pour construire le passage à une posture politique* » (Bordet et al., 2006, p. 124); « *révolte primitive* » en forme de « *protestation morale* » (Lapeyronnie, 2006, p. 447); « *révolte protopolitique* » d'une « *classe-objet dépossédée du pouvoir de définir sa propre identité* » (Mauger, 2006, p. 126, qui reprend la formule de Bourdieu), etc.

Les cibles mêmes des « révoltés » seraient porteuses d'une signification politique. Si au tournant des années 1990, le caractère auto-destructif des émeutes a conduit certains observateurs à les interpréter comme une « violence sans objet », « nihiliste » ou « gratuite » (Dubet 1992; Begag et Delorme, 1992)⁵, d'autres auteur·ices n'ont pas tardé à relever que cette violence prenait avant tout pour cibles les institutions républicaines et leurs symboles, la police bien sûr, mais aussi des écoles ou des équipements so-

4 Cette auteur insiste toutefois davantage sur le profil délinquant qu'ethnique ou racial des émeutiers, pour moitié des « *réitérants confirmés, ancrés dans la délinquance* », mais ce type d'analyse est très isolé au sein de la recherche.

5 Sans leur ôter une signification politique, des auteurs ont également mentionné les dimensions ludiques, festives ou initiatiques des émeutes (Kokoreff, 2007; Hatzfeld, 2011; Truong, 2015), les jeunes se livrant par exemple au jeu du gendarme et du voleur avec la police (Cicchelli et al., 2007).

cio-éducatifs (Bachmann et Le Guennec, 1997; Body-Gendrot et Le Guennec, 1998; Mucchielli, 1999a; Wieviorka 1999). Cette lecture du phénomène « émeutier » a été approfondie après 2005 par des travaux montrant que loin d'être « gratuite » ou « aveugle », la violence dirigée contre les institutions délivrerait un message proprement politique : exprimer sa haine ou son ressentiment vis-à-vis de l'école qui a humilié, des bibliothèques qui symbolisent le mépris culturel des élites ou des centres sociaux qui infantilisent (Mucchielli et Aït-Omar, 2007; Ott, 2007; Merklen, 2013; Chabanet et Weppe, 2017).

L'émeute a parfois été interprétée dans le registre de la « violence instrumentale », orientée vers la recherche de gains négociés avec les pouvoirs locaux (Dubet, 1992; Avenel, 2006a; Lapeyronnie, 2006), mais ces auteurs notent bien l'absence de revendications clairement formulées et d'espaces de négociation. La spécificité de ces mobilisations sans parole ne devrait pas masquer leur sens politique sous prétexte qu'elles ne s'expriment pas « *dans les formes d'organisation conventionnelles et structurées auxquelles nous sommes habitués* » (Kokoreff, 2006a, p. 22). Non seulement la violence n'est pas dépourvue de sens, mais elle manifesterait « *une sorte de trop plein* » de sens (Lapeyronnie, 2006, p. 442), voire une « *soif de politique et de citoyenneté* » (Sala Pala, 2011, p. 56).

L'interprétation la plus répandue des violences collectives consiste dès lors à y voir une demande de reconnaissance contre toutes les formes d'abandon, de relégation, de mépris et de discrimination auxquelles sont exposés les jeunes. Dans les années 1990, alors que domine le paradigme de l'exclusion, l'émeute était surtout comprise comme une demande de reconnaissance sociale, celle « d'exister », « d'être considéré », de « se faire prendre en compte » ou « d'attirer l'attention » (Donzelot, 1991; Bachmann et Le Guennec, 1993; Lapeyronnie, 1993). Après les violences de l'automne 2005, la demande des jeunes a davantage été interprétée comme une revendication d'égale citoyenneté (voir notamment Castel, 2006). Si la théorie de la reconnaissance de Charles Taylor (1999) se trouve parfois mobilisée (Sicot, 2007a), rares sont les chercheur-euses à identifier une demande tournée vers la reconnaissance de spécificités culturelles ou religieuses (sur l'absence de telles revendications chez les jeunes, voir Cicchelli et al., 2007). Ce sont plutôt les « luttes pour la reconnaissance » contre la « société du mépris » théorisées par Axel Honneth (2000, 2006) qui inspirent certains travaux (Lagrange, 2000; Rea, 2006; Le Goaziou et Mucchielli 2007; Marlière, 2011).

Par comparaison avec les révoltes l'automne 2005 qui ont provoqué une avalanche de publications dès les mois suivants, celles de l'été 2023 ont été relativement peu commentées au plan scientifique, malgré leur intensité et leur amplitude territoriale. Au moment où nous écrivons ces lignes, le seul travail d'envergure identifiable est celui Marco Oberti et Maela Guillaume-Le Gall qui, à la différence de la plupart des travaux antérieurs, ont abordé la question au prisme de données quantitatives (voir cependant Lagrange, 2006, 2008). Il ressort de leur étude (encore exploratoire) une nette corrélation entre les émeutes de 2023 et l'intensité de la ségrégation socio-résidentielle et scolaire. Une ségrégation qui « *favorise des discriminations* », lesquelles « *suscitent colère et ressentiment* » à leur tour (Oberti et Guillaume-Le Gall, 2024, p. 2).

L'étude souligne aussi l'implication plus importante, en comparaison de 2005, de jeunes habitants de quartiers localisés dans des villes petites ou moyennes. Les auteur·ices notent l'importance des pillages de commerces (une dimension presque absente des émeutes de 2005), mais seulement dans un second temps, après le premier temps « émotionnel » causé par le meurtre du jeune Naël par un policier. Les pillages sont toutefois restés moins fréquents que les dégradations de biens publics.

Enfin, même si l'élément déclencheur est identique en 2005 et 2023 – la mort de jeunes garçons consécutive à une intervention policière –, l'étude pointe le rôle décisif des réseaux sociaux en 2023, la scène du meurtre ayant été filmée et immédiatement diffusée sur les réseaux sociaux. Beaucoup moins présents en 2005, les réseaux sociaux ont également permis de mettre en scène, voire d'esthétiser l'émeute, ce qui a contribué à sa propagation (sur ce point, voir aussi Marlière, 2024).

Clôturons ce chapitre en soulignant une fois encore l'extrême focalisation des travaux précités, conduits très majoritairement par des hommes, sur les jeunes figures également masculines de la révolte. Pour Nacira Guénif-Souilamas (2006a), le regard dominant sur les révoltes de 2005 pouvait se résumer par cette formule : « *les garçons dans la fosse et les filles au balcon* » (pour les regarder) (p. 31). Si l'origine immédiate des violences est chaque fois la mort de garçons ou le résultat de conflits enracinés entre jeunes hommes et policiers, cette autrice invite, avec d'autres (Dorlin, 2015 ; Jossin et Luxembourg, 2017), à ne pas passer sous silence le rôle des filles dans la mobilisation, voire la participation aux actions violentes.

LE JEUNE GHETTOÏSÉ : LES LOGIQUES DE L'ENFERMEMENT

DEUXIÈME PARTIE



La seconde figure de la jeunesse des quartiers qui se dégage des travaux conduits depuis une quarantaine d'années est celle du « jeune ghettoisé ». Ce ne sont plus ici les processus de mise à l'écart qui sont au cœur des analyses, mais les effets de cette mise à l'écart que condense le terme de « ghetto ». Si le terme apparaît souvent dans la littérature relative aux « jeunes de cité », c'est surtout parce qu'il fait l'objet d'une contestation scientifique permanente depuis plus de trente ans (Vieillard-Baron, 1990 ; Garin-Ferraz et De Rudder, 1991 ; Wacquant, 1992, 2006 ; Gilbert, 2024). Dans ce contexte, rares sont les sociologues, comme Didier Lapeyronnie (2008), Manuel Boucher (2010) ou, dans une bien moindre mesure, David Lepoutre (1997) et Stéphane Beaud (Beaud et Masclet, 2006), à en faire un concept central, à la différence d'économistes plus enclins à accepter cette terminologie (voir notamment Éric Maurin, *Le ghetto français*, 2004).

Tous les travaux présentés dans cette partie ne se réfèrent donc pas explicitement au « ghetto », un terme que leurs auteur·ices rejettent parfois explicitement. Mais leurs analyses sont mobilisées dès lors qu'elles en décrivent même partiellement la logique, celle des effets supposés de la ségrégation spatiale sur les conduites et normes culturelles des jeunes. Logique partielle, car même les auteur·ices faisant du ghetto une catégorie d'analyse, prennent soin de préciser que seule une minorité de jeunes, le plus souvent des garçons en difficulté ou en rupture avec l'école, correspond à l'idéal-type du ghetto.

La littérature appréhende la question du « ghetto », ou du moins celle de « l'enfermement spatial » des jeunes, à un double niveau. D'abord celui de leurs conduites dans l'espace du quartier et des effets de leur socialisation dans cet environnement sur leurs « chances de vie », c'est-à-dire de réussite à l'école puis dans l'emploi. Celui ensuite – et le prisme est plus large que les seuls « fauteurs de trouble » – des conséquences de l'inscription des jeunes dans un environnement ségrégué sur leurs identités, valeurs et affiliations culturelles.

Quel que soit le niveau d'adhésion des chercheur·euses à ce paradigme, les emprunts sont fréquents aux théories étasuniennes décrivant le fonctionnement du ghetto afro-américain, même si les chercheur·euses français·es s'accordent à reconnaître les spécificités irréductibles de la ségrégation raciale aux États-Unis. Reste que les méthodes d'analyse sont souvent similaires de part et d'autre de l'Atlantique, que l'on songe aux approches ethnographiques de l'«écologie urbaine» inspirées de l'école de Chicago, à l'analyse de «sous-cultures déviantes» débouchant sur l'identification d'une «*underclass*», ou aux travaux sur les «effets de quartier» transposant les méthodologies étasuniennes de mesure des «*neighborhood effects*»¹.

1 L'étude des effets du milieu de vie sur les conduites et destinées individuelles est une pratique très ancienne de la sociologie aux États-Unis. La question était déjà au cœur des premières enquêtes sociales (*social surveys*) de la fin du XIX^e siècle que conduisaient des «réformateurs» cherchant à démontrer l'impact délétère, moral comme physique, de la promiscuité des pauvres dans les faubourgs et taudis des villes. Au début du siècle suivant, l'impact de l'environnement sur le comportement individuel constituera l'un des thèmes de prédilection des sociologues de l'école de Chicago qui mirent en avant le concept de «désorganisation sociale» pour expliquer les dysfonctionnements des quartiers ethniques (pour une présentation, voir Grafmeyer et Joseph, 1979; Wacquant, 2006). À partir des années 1960, ce sont surtout les «ghettos noirs» qui ont retenu l'attention des sociologues et des ethnologues, pour souligner les dynamiques d'autoperpétuation de la pauvreté (Clark, 1965). C'est la période où est avancée l'hypothèse d'une «culture de la pauvreté» (Lewis, 1968) et où des recherches ethnographiques cherchent à mettre au jour d'éventuelles valeurs et normes de comportement spécifiques des habitants·es du ghetto noir (Liebow, 1967; Rainwater, 1970; Hannerz, 1970). Dans les années 1980, ces questions vont connaître un renouveau autour de la notion d'*underclass* (voir notamment Wilson, 1987, 1996), avec un engouement particulier pour l'approche économétrique des «effets de quartier» (pour une présentation, voir Kirszbaum, 2008).

2.1. L'EXPÉRIENCE JUVÉNILE DU «GHETTO» : UN DÉTERMINISME SPATIAL

La publication en 2008 de *Ghetto urbain, Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui* par Didier Lapeyronnie a fait date. Outre l'aspect provocateur et alarmiste de son titre, l'ouvrage se présente comme la première tentative consistante de construction d'une théorie « française » du ghetto. Lapeyronnie souligne la réalité complexe du ghetto, à la fois imposée de l'extérieur et modelée de l'intérieur par celles et ceux qui y vivent pour s'adapter collectivement face à l'exclusion. Cependant, si le ghetto est le produit de la ségrégation, du racisme et de la pauvreté, explique l'auteur, ce n'est pas simplement « *un quartier pauvre et immigré où les habitants restent confinés par les difficultés sociales* » (p. 11). C'est un espace où des populations finissent « *fabriquer des modes de vie particuliers, des visions du monde organisées autour de valeurs qui lui sont propres, bref une forme d'organisation sociale qui lui permet de faire face aux difficultés sociales et d'affronter les blessures infligées par la société* » (ibid.).

Si Lapeyronnie n'a pas concentré son analyse sur la seule question des jeunes et même si, redisons-le, la majorité des chercheur·euses rejette la catégorie analytique du ghetto, tout un corpus de travaux s'attache à décrire des mécanismes évoquant de près ou de loin des logiques de fonctionnement proches de celles qu'a identifiées cet auteur. Ces travaux qui portent sur les sociabilités et conduites déviantes d'une partie au moins de la jeunesse des quartiers, mais aussi sur les empêchements auxquels ces jeunes seraient confrontés du fait de leur socialisation dans ces quartiers, convergent autour de l'hypothèse d'un fort déterminisme spatial des vies et chances de vie des jeunes.

2.1.1. SOCIABILITÉS ET DÉVIANCES EN CONTEXTE SÉGRÉGUÉ

Les recherches sur le contexte urbain de la socialisation des jeunes sont anciennes, et mêmes antérieures à la politique de la ville. Elles vont néanmoins connaître une inflexion, à partir des années 1980, que l'on pourrait caractériser comme le passage de la figure du « blouson noir » à celle du « jeune immigré » (parfois qualifié de loubard). Entre-temps l'amplification de la ségrégation socio-spatiale et ethno-raciale est devenue évidente aux yeux de certain·es. Alors que la plupart des chercheur·euses avaient tiré

argument du caractère multiculturel et multiethnique des quartiers français pour éviter de les qualifier comme des « ghettos », l'idée d'un enfermement ou d'un confinement spatial de populations que l'on dirait aujourd'hui racisées, s'est peu à peu imposée dans certains courants de la recherche. Plusieurs observateurs ont d'ailleurs établi un lien entre l'accentuation de la ségrégation et la spécificité des révoltes de l'automne 2005 au regard des émeutes du passé (Beaud et Masclet, 2006 ; Lapeyronnie, 2008 ; Marlière, 2013b). C'est à l'aune de cette perception d'une aggravation au long cours de la ségrégation urbaine qu'il faut apprécier l'évolution des travaux de recherche sur les sociabilités et déviances des jeunes.

La cité pour horizon des garçons et des filles contrôlées

C'est à Azouz Begag, futur ministre délégué à la promotion de l'égalité des chances du gouvernement Villepin, que l'on doit la première utilisation, en 1993, du terme d'« *insularisation* »² pour qualifier l'isolement des jeunes dans leur quartier sous l'effet de « *forces externes et internes* » (Begag, 1993, p. 182). Dès 1990, Begag s'inquiétait de la formation de ghettos qui rapprocheraient dangereusement les cités HLM françaises des « *enclaves ethniques* » observées aux États-Unis (Begag, 1990, p. 118). Mais avec la notion d'insularité, il cherchait surtout à attirer l'attention sur ces « *jeunes repérables physiquement, qui rouillent au bas de leurs immeubles* » (ibid., p. 115). Il convoquait aussi l'image de la cité « *refuge* » ou « *protectrice* », que l'on trouvait aussi, à la même époque, sous la plume de François Dubet (1987), pour qui la « *logique de protection* » correspond à « *une sociabilité isolée qui permet (aux jeunes exclus) de survivre et de se protéger* » (p. 86).

L'image de quartiers constituant des enclaves servant de « *refuge* » ou de « *cocon* » aux jeunes (et aux moins jeunes) a fait florès (Boubeker et Linde, 1983 ; Kokoreff, 1993 ; Aquatias et Rarbo, 1995 ; Bordet, 1998 ; Avenel, 2000 ; Henry, 2007 ; Lapeyronnie, 2008 ; Santelli, 2010 ; Lafaye, 2021). Conformément à la théorie du ghetto avancée par Lapeyronnie, les « *jeunes des cités* » vivraient une expérience marquée par un fort sentiment de rejet et de stigmatisation qui restreindrait l'éventail de leurs sociabilités à l'espace restreint du quartier (voir par exemple Aquatias et Rarbo, 1995 ; Deville, 2007). Se sentir appartenir à la cité serait donc une

2 Un terme qui sera popularisé plus tard par Olivier Schwartz (2002) dans son travail sur les classes populaires.

stratégie de défense face à l'extérieur, conduisant au repli sur des microsociétés (Bordet, 1998). Les jeunes décrivent eux-mêmes leur cité comme un « village » par opposition à la société extérieure perçue comme inhospitalière (Kokoreff, 1994). Le quartier serait un espace permettant aux jeunes de résister au mépris et au racisme de l'extérieur, constitué de zones qui leur sont plus ou moins interdites d'accès (Lapeyronnie, 2008).

Si la cité constitue pour ces jeunes un lieu familier, un espace structurant doté de repères et de règles de socialisation propres où l'on a le sentiment d'être « chez soi » (Kokoreff, 1993), elle peut être aussi perçue comme un espace d'enfermement ou un lieu de réclusion (Lepoutre, 1997). Il y aurait donc une forte ambivalence vis-à-vis de la cité, ressentie à la fois comme un lieu refuge et comme un lieu de contraintes et de privations (Kokoreff, 1994; Avenel, 2000; Santelli, 2010), que Didier Lapeyronnie a qualifiée de « *cage insupportable* » (2008, p. 377). L'attachement au quartier coexiste alors avec un rêve récurrent de le quitter, et ceux (il s'agit toujours de garçons dans ces travaux) qui tentent de partir, autour de la vingtaine, finiraient par revenir tôt ou tard (Aquatias et Rarrbo, 1995; Aquatias, 1997; Avenel, 2000; Santelli, 2010). Faute de ressources économiques, de liens noués à l'extérieur ou de maîtrise des codes sociaux, la cité agirait comme un puissant aimant. Car dès lors qu'ils sont à l'extérieur, les jeunes se heurtent à des stigmatisations en forme de rappel constant de leur identité de « jeunes de quartier » (Bordet, 1998; Beaud et Masclet 2006; Boucher, 2009; Santelli, 2010).

Quand les jeunes se déplacent à l'extérieur, c'est en groupe, afin de se sécuriser face à un environnement perçu comme hostile. À partir de démarches d'anthropologie urbaine, plusieurs travaux ont décrit ces « virées », « descentes en ville » et « raids » en forme d'expéditions collectives marquées par un retour rapide à la cité (Boubeker et Linde, 1983; Kokoreff, 1993; Bouhnik, 1994; Esterle-Hedibel, 1996; Moncomble, 2007; Sauvadet, 2006a; Bailleau et al., 2007). Des recherches évoquent aussi l'exploration par les jeunes de divers espaces urbains (centres commerciaux, gares, centralités parisiennes, parcs...). Mais ces sorties resteraient ancrées dans les codes et pratiques de la cité, et pourraient donner lieu à des activités plus ou moins délictueuses, voire à des confrontations avec la société environnante (Lepoutre, 1997; Bordet 1998; Boucher, 2009).

À lire ces travaux, la cité serait en définitive le seul horizon de ces jeunes. Tout le monde se connaît et c'est là qu'ils tissent l'essentiel de leurs liens de sociabilités. La bande de copains et les

groupes de pairs jouent un rôle fondamental à cet égard. Des chercheuses évoquent la « chaleur » procurée par ces liens intenses, presque symbiotiques, où les dimensions du privé et de l'intime n'existeraient pas vraiment, où rumeurs et ragots alimentent la chronique quotidienne, obligeant à préserver son honneur et sa réputation (Boubeker et Linde, 1983 ; Calogirou, 1989 ; Lepoutre, 1997 ; Bordet, 1998 ; Kebabza et Welzer-Lang, 2003).

Dans cette forme de « suraffiliation territoriale » (Kokoreff, 2003), une partie des jeunes hommes ou garçons sont comme « scotchés » à la cité, dont ils s'approprient des sous-espaces – halls, cages d'escalier, caves, square, terrains de sport... – quitte à en subvertir l'usage et à s'y adonner à des pratiques illicites (Maguer, 1984 ; Kokoreff, 1993 ; Bouhnik, 1994 ; Bordet, 1998 ; Sauvadet, 2006a ; Zegnani, 2013). Ces micro-lieux sont aussi des points de rassemblement obéissant à des rituels sociaux, telles que les joutes verbales, finement décrits par David Lepoutre (1997). Mais « tuer le temps » face à un quotidien vide de perspectives, c'est répéter chaque jour le même rituel et vivre dans un « temps suspendu », c'est stagner et rouiller au pied des tours en marge du rythme ordinaire de la ville (Moncomble, 2007 ; Bonelli, 2010 ; Santelli, 2010).

L'appropriation de micro-territoires engendre des « conflits de cohabitation » récurrents entre jeunes et adultes, les seconds instruisant le procès permanent des premiers. Une vaste littérature s'est attachée à décrire ce phénomène à partir des années 1980, mettant en lumière les tensions découlant des tentatives des différents groupes – jeunes et adultes – pour imposer leurs normes sociales. Selon Annie Maguer (1984), les escaliers, lieux stratégiques d'observation et de passage, deviennent des « *territoires d'intimidation* » où les jeunes, omniprésents, perturbent l'ordre établi par leur seule visibilité. L'occupation de ces espaces par des jeunes créerait un sentiment d'invasion chez des adultes qui idéalisent leur passé et déplorent le « *changement de mentalité* » des jeunes. Pour Robert-Jean Leclercq (1985), les employés et ouvriers, restés attachés aux valeurs de la société industrielle, même écornées par la crise économique, ne comprendraient pas ces jeunes oisifs. Jean-Charles Lagrée et Paula Lew-Fai (1985) analysent l'appropriation de micro-espaces comme une atteinte aux normes collectives des adultes, d'autant plus insupportable quand ces derniers appartiennent à des classes populaires confrontées à une précarité sociale croissante. Ces tensions seraient par conséquent révélatrices de logiques de distinction sociales internes aux classes populaires.

À ces premières analyses souvent formulées en termes de rapports entre classes sociales, vont progressivement se substituer des lectures insistant davantage sur la dimension ethnique des « conflits de cohabitation » (De Rudder, 1990). Alors que subsistait une mixité raciale du peuplement des grands ensembles, Dubet et Lapeyronnie (1992) voyaient dans ces tensions l'exacerbation d'un racisme latent des « petits Blancs », pour qui la présence des jeunes issus de l'immigration, en particulier maghrébine, constituait une menace pour leur propre statut social (une thématique que Lapeyronnie développera plus largement dans son livre de 2008 sur le « ghetto urbain »). Bernard Bastien (1990) insistait sur les stéréotypes raciaux suscités par des éléments culturels visibles (langues, musiques, fêtes) et ressentis comme intrusifs par les « Français », même si des relations de bon voisinage pouvaient coexister avec des discours racistes. Jacques Barou (1994) voyait dans ces conflits le résultat de l'importation des pratiques culturelles du continent africain, où les familles confient la surveillance des enfants au « village », en contradiction avec le modèle « individualiste » des HLM. L'occupation quasi permanente de l'espace public par les enfants et les jeunes serait alors interprétée par les adultes d'origine européenne comme une démission parentale (Kokoreff, 1994).

Dans la lignée des travaux de Maguer ou Lagrée et Lew-Fai, d'autres analyses sont restées davantage fidèles à une lecture socio-économique de ces phénomènes. Stéphane Beaud et Michel Pialoux (2003) soulignent que la maîtrise de certains lieux par les jeunes, et la dépossession des « autres », sont la retraduction spatiale d'une dépossession économique et sociale. Laurent Bonelli (2003) estime que les milieux populaires sont aujourd'hui traversés par des compétitions et des concurrences pour l'accès à des ressources rares, qui exacerbent les tensions en leur sein, avec des comportements juvéniles qui achoppent sur les systèmes normatifs des ouvriers précarisés « prisonniers » de la cité, pour qui les jeunes incarnent de manière visible et bruyante leur déclin collectif. Marie-Hélène Bacqué et Yves Sintomer (2001) insistent de leur côté sur les effets de la « désaffiliation » à la société industrielle qui défait le contrôle social de l'espace du quartier et produit des conflits de normes entre « outsiders » et « établis ».

On l'a déjà souligné, la plupart des travaux précités concernent les garçons et jeunes hommes des quartiers. Les filles et les jeunes femmes n'y apparaissent le cas échéant qu'en tant que victimes de la domination masculine et d'une culture viriliste. L'appropriation de micro-territoires au sein de la cité irait donc de pair avec le contrôle des filles. Cette question des rapports de genre dans

l'espace de la cité n'a véritablement émergé qu'au cours des années 1990 au moment où le débat public – et parfois académique – a construit la figure stylisée de la « jeune fille voilée », forcément soumise, et de son double masculin, le « garçon arabe », nécessairement violent (Guénif-Souilamas, 2006b). Dans cette perspective, les rapports de genre dans les cités HLM se seraient transformés depuis les années 1970-80, période durant laquelle les filles et les femmes auraient bénéficié d'une plus grande latitude pour circuler dans l'espace public, avant de s'en retirer progressivement à mesure que les formes de domination et de contrôle exercés par les (jeunes) hommes se seraient durcies (Bordet 2002; Aquatias, 2011).

Une lecture spatiale des rapports de genre s'impose à partir des années 1990, pour mettre en lumière l'importance des codes sociaux propres à ces quartiers plutôt que des héritages culturels ou religieux. L'enclavement des cités, avec leurs règles et codes sociaux spécifiques, expliquerait pour partie au moins le durcissement des rapports de genre (Aquatias et Rarrbo, 1995; Kebabza et Welzer-Lang, 2003; Mucchielli, 2005; Faure, 2005). Une division genrée des espaces publics s'organiserait désormais autour d'une nette séparation des rôles et des pratiques spatiales des garçons et des filles : les garçons occuperaient l'espace public, y affirmant leur autorité et leur virilité, notamment au bas des immeubles ou dans les espaces qu'ils se sont appropriés ; les filles, souvent confinées à l'espace privé, seraient limitées dans leur mobilité car contraintes par des normes sociales et des jugements collectifs (Aquatias et Rarrbo, 1995; Khosrokhavar, 1997; Vaissière, 2002; Kebabza et Welzer-Lang, 2003; Faure, 2005; Lapeyronnie, 2008). Les filles ne sont pas absentes des rues mais, contrairement aux garçons qui y stationnent de façon prolongée, elles ne feraient que passer (Deville, 2007)³.

Ces travaux avancent deux éléments d'explication centraux : le virilisme des garçons et la quête de respectabilité des filles. Le virilisme serait une réponse collective à la marginalisation sociale et urbaine de garçons qui, confrontés à l'échec scolaire et au chômage, chercheraient à revaloriser leur identité par des comportements exacerbant les stéréotypes de genre, en même temps que par un investissement de l'espace du quartier où leur auto-

3 Des travaux plus récents soulignent aussi le rôle des équipements sportifs et socio-éducatifs dans la division genrée des espaces publics, ces équipements reproduisant et renforçant des stéréotypes de genre (Deville, 2007; Raibaud, 2007; Maruéjols, 2011).

rité pourrait être reconnue (Lagrange, 1999, 2001; Welzer-Lang et Kebabza, 2003; Faure, 2005; Clair, 2005, 2008). Le pendant des conduites virilistes, qui sont d'abord le fait des garçons les plus marginalisés socialement, est la quête de respectabilité des filles. Elle repose sur les normes traditionnelles des sociétés musulmanes où l'honneur familial dépend de la virginité des filles et de la fidélité des épouses. Mais le contrôle de la sexualité des filles prendrait des formes spécifiques, dans le contexte du « ghetto », en raison des logiques de réputation et de rumeur caractérisant son fonctionnement. Outre une stricte dichotomie entre les « filles bien » et les « putes », la surveillance constante et le rappel à l'ordre des filles par les garçons serait facilitée par l'architecture des cités qui s'apparente à un panoptique (Lepoutre, 1997; Clair, 2008)⁴.

Dans ce cadre, toute transgression de la part des filles est perçue comme une menace pour l'ordre social et symbolique du quartier, conduisant à leur relative invisibilisation dans l'espace public (Aquatias et Rarrbo, 1995; Khosrokhavar, 1997; Lepoutre, 1997; Welzer-Lang et Kebabza, 2003; Lapeyronnie, 2008). Les filles intérioriseraient fortement ces contraintes et développeraient diverses stratégies pour éviter les garçons et protéger leur réputation, en limitant leur présence dans l'espace public du quartier et en investissant d'autres espaces, domicile privé ou lieux extérieurs au quartier (sur ce dernier point voir infra 3.2.1.). S'ajoutant à la position dévalorisée des garçons sur le marché des relations amoureuses, l'évitement des relations affectives et sexuelles au sein de la cité créerait une importante frustration sexuelle chez ces derniers (sur tous ces points, voir Aquatias, 1998; Kebabza et Welzer-Lang, 2003; Clair, 2005, 2008).

4 Laurent Mucchielli s'est penché sur la question plus spécifique des viols collectifs (ou « tournantes »). Il a montré que ces crimes n'étaient pas l'apanage des cités HLM, ni le produit d'une culture ethnique, mais que leur récurrence dans le contexte des quartiers populaires était le produit d'un phénomène propre à ces quartiers, celui des « bandes » et de leurs normes virilistes (Mucchielli, 2005) (voir section suivante).

Une bonne part de la littérature a analysé les conduites déviantes des garçons et des jeunes hommes comme le produit d'une socialisation dans un environnement ségrégué et cette question a souvent été abordée à partir du phénomène des bandes. L'une des questions posée par la recherche (Mohammed et Mucchielli, 2007b) est celle des continuités entre les bandes contemporaines et celles d'antan, des Apaches du début du XX^e siècle à Paris (Kallifa, 1993) jusqu'aux « blousons noirs » des années 1960 (Monod, 1968; Tétard, 1988). Ces derniers ont souvent été présentés comme l'expression d'un antagonisme de classe ou de génération, mais dans tous les cas les blousons noirs auraient été fortement intégrés au monde ouvrier et leurs déviances étaient tolérées (Mauger et Fossé-Poliak, 1983; Lagrée et Lew-Fai, 1985; Dubet, 1987; Mauger, 2009). Avec la dissolution de la société industrielle, certains auteurs ont d'abord pensé que le phénomène des bandes était en voie d'extinction, remplacé par l'expérience de la galère (Lapeyronnie, 1985; Dubet, 1987; Lagrée, 1996). D'autres travaux fondés sur des méthodes ethnographiques, dans la tradition de l'école de Chicago, sont bientôt venus invalider cette prophétie (Fize, 1993; Esterle-Hedibel, 1997; Lepoutre, 1997; Sauvadet, 2006b; Moignard, 2008; Mohammed, 2011).

Ces études ethnographiques ont d'abord décrit les bandes comme des microsociétés adolescentes aux frontières poreuses, sans leadership affirmé, dans lesquelles ces jeunes trouvent à la fois une identité collective et un moyen de résister à la délinquance des structures sociales environnantes (Fize, 1993; Esterle-Hedibel, 1997). Puis Gérard Mauger (1998b, 2001b) et Thomas Sauvadet (2006b), tous deux issus de la sociologie bourdieusienne, ont radicalisé le propos en mobilisant des métaphores guerrières: « logique guerrière » et « habitus guerriers » pour le premier, « capital guerrier » pour le second. Ces auteurs ont notamment insisté sur la notion de territoire à défendre ou à conquérir, mais aussi sur la bande comme mode de résistance à un ordre social qui domine et marginalise les jeunes. Marwan Mohammed (2011) souligne quant à lui l'accentuation du phénomène des bandes dans un contexte d'aggravation de la ségrégation urbaine et surtout scolaire. Selon cet auteur, la bande offre une compensation sous forme d'estime sociale et de pouvoir symbolique, tout en exposant ses membres à des risques personnels importants. Il montre aussi l'importance des relations fraternelles dans ces dynamiques. À signaler aussi l'ouvrage de Marie-Hélène Bacqué construit autour du témoignage

d'un ancien « chef de bande » de Corbeil-Essonnes, qui souligne l'importance du racisme et des discriminations dans l'adhésion à ces groupes plus ou moins violents (Madzou et Bacqué, 2009).

Les bandes ont souvent été analysées sous l'angle des déviances collectives dans la mesure où les jeunes qui y participent se livrent à des exactions fréquentes – violence ou délinquance – même si ce n'est pas leur finalité première. Mais la délinquance dans ces quartiers n'est pas forcément un phénomène collectif. Les travaux sur ce sujet ont connu, là aussi, une évolution sensible. Après les travaux des années 1970 insistant sur l'inscription de la délinquance juvénile dans des rapports de classe (Chamboredon, 1971), un tournant s'opère au début des années 1980 avec des recherches davantage orientées vers une lecture culturaliste et psychologique. Ces travaux ont ainsi interprété la délinquance des « jeunes immigrés » comme le résultat de tensions psychologiques découlant de l'abandon de la culture d'origine, accompagnée d'une insuffisante intégration des normes de la société (Malewska-Peyre, 1982, 1984).

Depuis lors, la question des éventuelles dispositions culturelles à la délinquance des « jeunes issus de l'immigration » a continué de susciter des débats scientifiques (Moumen-Marcoux, 1998 ; Lagrange, 2001 ; Mucchielli, 2003 ; Sicot, 2007b), mais elle a été largement supplantée par des approches centrées sur les processus à l'œuvre au sein des quartiers ségrégués. D'abord dominée par la figure de la galère, marquée par une instabilité des conduites et où crises personnelles, anomie, frustration et révolte peuvent tour à tour expliquer la délinquance (Dubet, 1985, 1987 ; Lapeyronnie, 1985), la lecture de la délinquance comme stratégie individualiste d'intégration, au sens où elle exprime le désir de participer à la société de consommation et de s'approprier ses signes culturels pour pouvoir « frimer », va être le dénominateur commun à différents travaux (Begag et Delorme, 1992 ; Lepoutre, 1997 ; Lapeyronnie, 1999, 2008 ; Avenel, 2000 ; Khosrokhavar, 2000 ; Lagrange, 2000 ; Bordet, 2007).

La question des trafics et du « business » prend son sens dans ce contexte (Tafferant, 2007). S'agissant des stupéfiants, c'est la consommation de cannabis et la disparition progressive de celle d'héroïne qui a d'abord retenu l'attention des chercheur·euses (Bouhnik, 1990 ; Kokoreff et Mignon, 1994 ; Bordet, 1998 ; Aquatias, 1999), puis celle de l'économie souterraine liée au trafic. Michel Kokoreff, l'un des auteurs les plus prolifique sur ce sujet, explique comment le trafic s'est intensifié dans les années 1980, avec une montée en puissance du marché de l'héroïne, un déplacement du

commerce vers les espaces publics, et une distinction entre usagers-revendeurs et trafiquants non-consommateurs adoptant une logique plus entrepreneuriale. À partir des années 1990, le marché de l'héroïne s'effondre du fait des politiques de santé publique, laissant place à une plus grande diversité de produits (cannabis, cocaïne, ecstasy, etc.) et de modes de distribution, en même temps que s'accroît la compétition autour de ce marché connecté aux dynamiques globales du capitalisme contemporain, et que la violence armée fait rage dans certains quartiers. Il est également relevé que le trafic peut offrir une alternative aux parcours d'échec scolaire ou d'insertion, la figure du dealer devenant pour certains jeunes un modèle de réussite sociale (Kokoreff, 1996, 1998, 2000, 2011; Duprez et Kokoreff, 2000; voir aussi Bouhnik et Joubert, 1992; Coppel, 1993; Joubert et al., 1996; Sauvadet, 2006a; Duport, 2016).

En lien ou non avec l'économie souterraine, différentes analyses convergent autour de l'idée d'un déterminisme à la fois spatial et social de la délinquance dans les quartiers populaires. Dans son livre *La Civilité à l'épreuve* paru en 1995, Hugues Lagrange évoque « des modes alternatifs et délinquants de réussite sociale » dans les « quartiers de relégation » qu'il qualifie de « creuset de déterminations ». Quelques années plus tard, il associe ces quartiers à une « fabrique délinquante », en lien avec des mécanismes de désaffiliation, de précarité et d'enfermement dans l'espace des cités (Lagrange, 2001). Pour Laurent Mucchielli (2003), la délinquance des « jeunes issus de l'immigration » est « l'expression de frustrations cristallisées dans un contexte bien précis de ghetto urbain » ou du moins du « sentiment de vivre dans des "ghettos" » (p. 20 et 30).

Au-delà des seuls faits de délinquance, des recherches s'attachent à décrire un univers de violence où s'impose la loi du plus fort, résultat d'une socialisation par la « culture de la rue ». Ce concept est au cœur de l'enquête ethnographique de David Lepoutre (1997), réalisée dans la cité des 4 000 à La Courneuve. L'auteur montre que les violences physiques (rixes, bagarres, vengeance...) sont codifiées par une « culture des rues » spécifique aux groupes de pairs socialisés dans ce type de contexte urbain. La culture des rues est définie comme un « ensemble ordonné de pratiques, un système unifié d'attitudes personnelles et de relations » (p. 27-28) et repose notamment les valeurs de l'honneur et de la virilité. Thomas Sauvadet (2005) évoque quant à lui une « organisation sociale » construite par les jeunes occupant l'espace public de la cité et remettant en cause le monopole étatique de la violence physique. Il distingue une oppression à double entrée : la violence verticale que subissent les jeunes de cité (exploitation, exclusion,

stigmatisation, incarcération) et la violence horizontale (vol, agression physique et verbale, menaces) qui s'exerce entre les victimes de cette domination structurelle. De son côté, Isabelle Coutant (2005) soutient que les grandes variables socio-économiques, scolaires ou familiales ne suffisent pas à expliquer les trajectoires déviantes de ces jeunes et qu'elles doivent être croisées avec « *l'attachement au groupe des pairs de la rue* », « *d'autant plus fort qu'il n'y a pas d'autre espace assurant un minimum de reconnaissance sociale* » (Coutant, 2005, p. 190). On peut citer aussi l'ouvrage récent de Marwan Mohammed, *Y a embrouille* (2023), qui montre, à propos des rivalités de quartier, comment les blessures de l'estime de soi subies à l'école sont compensées par cette « école de la rue » qui socialise à la conflictualité et à la violence.

Une fois encore, la vision de ces phénomènes peut sembler très « androcentrée ». Jusqu'à la fin des années 1990, les chercheurs n'ont évoqué qu'à la marge la violence ou l'usage de la force physique par les filles. David Lepoutre (1997) indiquait que les filles pouvaient occuper une certaine place dans la culture des rues, en participant à des interactions verbales et physiques, mais que cette culture restait largement dominée par les garçons. Pascal Duret (1999) notait que certaines filles pouvaient mettre en scène et revendiquer une forme de virilité. Farad Khosrokhavar (2000) observait certaines formes de violence féminine tout en considérant qu'elles demeuraient marginales compte tenu de facteurs sociaux et familiaux qui stigmatisent moins les filles et les prédisposent à davantage de flexibilité et de maîtrise émotionnelle. Sébastien Roché (2001) notait pour sa part une quasi-invisibilité des filles dans les statistiques officielles de la délinquance, phénomène qu'il expliquait par un a priori plus favorable de la police. Prenant le contre-pied de ces diverses interprétations, des travaux menés par des chercheuses, à partir des années 2000, ont décrit un éventail plus large de comportements féminins déviant. Inaugurant ce nouveau champ de recherche, le travail ethnographique de Stéphanie Rubi (2002, 2003) a montré comment les filles des « quartiers d'exil » sont, autant que les garçons, enserrées dans un système d'interactions entre pairs, et que certaines d'entre elles – les « crapuleuses » – exercent aussi la loi du plus fort et se livrent à des activités délictueuses et à des violences, y compris contre les garçons (voir aussi Coutant, 2005 ; Cardi, 2007 ; Robin, 2008 ; Beunardeau, 2017).

TRAJECTOIRES SCOLAIRES ET D'INSERTION : DES « CHANCES DE VIE » OBÉRÉES ?

Les travaux qui viennent d'être présentés orientent tous vers cette idée que la « cité » est un puissant agent de socialisation des jeunes qui détermine fortement leurs conduites. En complément, d'autres travaux tentent d'éclairer les conséquences de cette socialisation sur les chances de réussite des jeunes. Deux domaines sont principalement explorés : l'école et l'emploi.

L'approche dominante est ici économétrique. Il s'agit de mettre en évidence, toutes choses égales par ailleurs, des « effets de quartier » ou « effets de milieu » liés à la concentration dans les mêmes espaces de jeunes présentant des propriétés sociales ou ethno-raciales qui les handicapent, ce handicap étant redoublé par cette forme particulière d'entre-soi qu'est le ghetto.

Les méthodes économétriques de mesure des effets de quartier sont pourtant loin de faire l'unanimité. Si les sociologues ou les géographes nient rarement l'existence d'effets propres découlant de la socialisation en contexte ségrégué, ils tendent à relativiser les résultats obtenus par des méthodes quantitatives, et montrent comment les « effets de quartier » interagissent avec ce que l'on pourrait appeler des « effets institutionnels ».

Les résultats mitigés des approches économétriques

Largement dominée par la discipline économique, l'étude des effets de quartier n'a démarré que tardivement en France, ne prenant son essor qu'à partir du milieu des années 2000. Ce courant d'analyse se fonde sur des méthodologies directement importées des sciences sociales étasuniennes, qui servent outre-Atlantique de soubassement scientifique aux stratégies publiques de lutte contre la « pauvreté concentrée » et de démantèlement des « ghettos » hérités de la ségrégation raciale (Marpsat, 1999 ; Bacqué et Fol, 2007 ; Kirszbaum, 2008). Cette transposition au cas français d'approches forgées dans le contexte des États-Unis se vérifie par exemple dans le fait que les références bibliographiques contenues dans les publications françaises sont principalement américaines.

L'année 2004 est charnière avec la publication simultanée d'un rapport en deux volumes du Conseil d'analyse économique intitulé *Ségrégation urbaine et intégration sociale*, réunissant surtout des contributions d'économistes (Fitoussi et al., 2004), et la publication parallèle du court et très médiatisé livre d'Éric Maurin, également économiste, intitulé *Le Ghetto français* (2004). Dans un

cas comme l'autre, l'hypothèse centrale est que l'on assiste à la formation de ghettos qui, à travers différents mécanismes, handicapent les chances de réussite de leurs habitant·es – et notamment des enfants et des jeunes – en même temps qu'ils portent atteinte à la cohésion sociale du pays. Salima Benhamou (2004), l'une des contributrices du rapport du Conseil d'analyse économique écrit par exemple à propos de la réussite scolaire que *«des enfants résidant dans des quartiers concentrant des familles qui accumulent des handicaps socioéconomiques (...) peuvent adopter des comportements d'abandon face à l'école, de déviations sociales, qui peuvent les conduire vers une marginalisation sociale accrue. Le développement de l'économie souterraine dans certains quartiers est à cet égard symptomatique»* (p. 306).

La question de l'inégalité des chances de réussite scolaire est au cœur de l'ouvrage d'Éric Maurin. Exploitant l'enquête «emploi» de l'Insee, l'auteur estime que l'échec scolaire varie dans des proportions de 50% selon la composition sociale du voisinage (niveau de diplômes, niveau de chômage, proportion d'étrangers), si bien qu'*«en France comme aux États-Unis, le contexte social a un effet propre très significatif sur les destins scolaires»* (Maurin, 2004, p. 50). L'échec scolaire s'expliquerait en particulier par *«l'enfermement social des enfants»* et par le fait de *«grandir entre pairs»* dans des quartiers défavorisés, exposant les enfants à l'influence d'autres enfants ayant une attitude de défiance vis-à-vis de l'école (voir également Goux et Maurin, 2005). À partir d'une méthode différente, mais très critiquée (Mohammed et Selz, 2010), Hugues Lagrange (2010) aboutit à un résultat similaire. Cependant, une autre étude utilisant une méthode proche de celle de Maurin et Goux aboutit à des conclusions plus nuancées, les auteur·ices estimant que leur méthode ne permet pas de dire quel mécanisme prévaut dans l'explication du résultat obtenu et reconnaissant ne pouvoir contrôler la qualité des établissements scolaires (Issehnane et Sari, 2013). Une étude statistique plus récente sur les choix d'orientation à l'issue de la troisième trouve un effet beaucoup plus limité du quartier comparé à l'influence des caractéristiques individuelles et familiales qui dominent très largement le processus d'orientation (Alivon, 2021).

L'autre domaine d'investigation des études quantitatives sur les effets de quartier concerne l'accès à l'emploi. Ici, l'hypothèse générale est que les enfants élevés dans un quartier socialement défavorisé sont handicapés par un faible niveau de «capital humain» et de «capital social» (ou réseaux relationnels) qui va durablement pénaliser les jeunes au moment de leur entrée sur le

marché du travail (Benhamou, 2004). À propos du capital social, Thomas Couppié et Céline Gasquet (2011) font l'hypothèse qu'une présence plus importante de personnes sans emploi ou occupant des postes d'employé-es et d'ouvrier-es réduit l'information sur les opportunités d'emploi, conformément à la thèse de « la force des liens faibles » élaborée aux États-Unis (Granovetter, 1973). Cependant, comme on l'a déjà mentionné (1.1.2.), cette étude réalisée dans le cadre du Cereq n'établit pas clairement d'effets de quartier pour les jeunes habitant une zone urbaine sensible à la fin de leurs études : cet effet ne s'observe ni pour les femmes, ni pour les jeunes d'origine immigrée dont le père est né au Maghreb. Et parmi les facteurs permettant d'expliquer l'effet (partiel) du quartier, les auteur·ices avancent, outre l'hypothèse d'un déficit de capital humain et social, l'éloignement des emplois potentiels et les pratiques discriminatoires sur le marché du travail (Couppié et Gasquet, 2011).

L'hypothèse selon laquelle les discriminations jouent un rôle plus important que le quartier comme facteur explicatif des difficultés d'accès à l'emploi des jeunes, était également au cœur de l'étude pionnière de Maryse Marpsat et Raphaël Laurent (1997) réalisée dans le cadre de l'Ined à partir de données relativement limitées sur les quartiers en politique de la ville. Dans leur contribution au rapport précité du Conseil d'analyse économique, Mahrez Okba et Frédéric Lainé (2004), de la Dares, n'observaient eux aussi qu'un effet modeste du lieu de résidence sur le risque de chômage des jeunes, accru de 7 à 10% selon la configuration familiale, avec un risque sensiblement accru pour les jeunes ne possédant pas la nationalité française. Et comme Marpsat et Laurent, les auteurs reconnaissent ne pouvoir contrôler qu'un nombre limité de variables. Plus récemment, une étude de Romain Aeberhardt, Roland Rathelot et Mirna Safi (2015), réalisée à partir d'enquêtes du Cereq, conclue que la localisation a un faible effet sur le taux d'emploi, une fois l'éducation et le milieu social contrôlés. Également réalisée avec des données du Cereq, une autre étude concernant l'effet du taux d'emploi dans le voisinage sur l'insertion professionnelle des jeunes aboutit à des conclusions tout aussi mitigées : si l'effet de quartier est plus marqué pour les jeunes sans diplôme, vivant chez leurs parents ou issus de l'immigration africaine, il devient négligeable dans les quartiers où le chômage des jeunes est élevé. Les auteurs constatent que le niveau de diplôme des jeunes joue beaucoup plus fortement que l'environnement social du quartier (Solignac et Tô, 2016).

On voit que les travaux économétriques cherchant à mettre en évidence des effets de quartier aboutissent à des résultats qui, à l'exception de ceux de Maurin (2004), tendent à relativiser l'effet propre d'une socialisation dans un quartier ségrégué sur les performances scolaires ou l'accès à l'emploi des jeunes. Leurs méthodologies ont fait l'objet de critiques portées par des sociologues ou des géographes, mais aussi par des statisticien·nes.

La principale de ces critiques concerne « l'erreur écologique », identifiée de longue date (Boudon, 1963), consistant à inférer des propriétés ou des comportements individuels à partir de données agrégées par unité spatiale (Rhein, 1994). Maryse Marpsat⁵ (1999) a ainsi souligné la nécessité de distinguer les effets de la localisation des effets liés aux caractéristiques individuelles et familiales. Or, dans la plupart des travaux quantitatifs sur les effets de quartier, plus les variables familiales sont prises en compte dans les modèles statistiques et plus l'effet estimé du quartier diminue (pour un aperçu de ces travaux aux États-Unis, voir Kirszbaum, 2008).

En outre, les individus possédant des caractéristiques similaires tendent à se regrouper dans les mêmes quartiers, générant des « effets corrélés » ou « effets d'endogénéité » qu'il est crucial de contrôler pour éviter les biais d'analyse (Dujardin et Goffette-Nagot, 2005). Maryse Marpsat rappelle également que les modèles « toutes choses égales par ailleurs » n'autorisent pas à dire si une variable absente du modèle a une influence, ni à affirmer que les variables du modèle sont les plus importantes : ils permettent seulement de mesurer le poids d'une variable par rapport aux autres variables présentes dans le modèle.

À ces limitations méthodologiques s'ajoute le problème de la délimitation des frontières du quartier. Comme toutes les habitantes, les enfants et les jeunes ont des usages différenciés de différents espaces (voir infra 3.2.1.). Or, dans *Le Ghetto français*, Éric Maurin exploite des données portant sur des échelles extrêmement réduites (des unités de voisinage de quelques dizaines de logements) ne permettant pas de prendre en compte la diversité

5 Cette sociologue et statisticienne de l'Insee a joué un grand rôle dans la caractérisation des quartiers prioritaires de la politique de la ville (voir notamment Champion et Marpsat, 1996).

des espaces de socialisation des enfants (sur cette critique de l'ouvrage de Maurin, voir Estèbe, 2004 et Préteceille, 2006). Au final, comme l'avancent Francine Dansereau et al. (2002), « *la question pertinente n'est pas de savoir si l'effet de milieu existe ou non dans l'absolu, mais de définir dans quels contextes particuliers il est le plus susceptible d'émerger ou de devenir vraiment significatif* ».

Jean-Yves Authier (2001a, 2007) a remarqué que la tradition sociologique française – soit les courants durkheimien, marxiste, bourdieusien, voire tourainien – a été historiquement réticente à reconnaître l'importance de la dimension spatiale des phénomènes sociaux en comparaison de la tradition étasunienne. Et si un « effet de lieu » (Bourdieu, 1993) peut être admis, c'est moins parce qu'il a un effet propre que parce qu'il démultiplie les inégalités socio-économiques ou raciales préexistantes. Nombreux sont ainsi les chercheur·euses qui, au tournant des années 1990, ont pointé le « cumul de handicaps » caractérisant les cités d'habitat social (Dubet, 1987; Vieillard-Baron 1987; Castel, 1991; Dubet et Lapeyronnie, 1992; Bourdieu, 1993; Baudelot et Mauger, 1994; pour une critique de cette notion de cumul de handicaps, voir Tissot et Poupeau, 2005; Tissot, 2007).

La question reste donc entière d'un effet autonome du quartier par rapport à d'autres variables. L'existence d'une « inégalité des chances urbaine » liée au lieu de résidence fait peu de doute pour la plupart des chercheur·euses, mais le rôle du quartier soulève un redoutable problème d'interprétation : la « pénalité territoriale » découle-t-elle de la concentration spatiale d'individus présentant des caractéristiques similaires ou bien résulte-t-elle de l'environnement institutionnel de ces individus ? (Kirszbaum, 2016).

L'étude sociologique de l'influence des « effets de pairs » sur le rapport à l'école et les apprentissages des enfants de milieu populaire montre qu'il s'agit au moins autant d'effets institutionnels que d'effets de quartier. Dans la riche littérature consacrée à ce sujet (par exemple Cousin et al., 1998; Van Zanten, 2000; Bressoux, 2009; Felouzis et Perroton, 2009), on peut suivre la fine analyse développée par Mathias Millet et Daniel Thin (2007). Ils rappellent que les sociabilités juvéniles occupent une place de choix dans la vie sociale des élèves issus de milieux populaires en rupture avec l'école, et que les élèves les plus intégrés aux groupes de pairs adoptent des postures agonistiques caractéristiques de la « culture des rues » dépeinte par David Lepoutre. Mais les conduites non conformes aux attendus scolaires, qui perturbent les activités pédagogiques et transgressent les normes scolaires, ne peuvent être attribuées uniquement à une pression

collective des pairs. L'opposition à l'école ne découle pas uniquement d'une culture préexistante « importée » au sein de l'école, elle résulte aussi de difficultés d'apprentissage qui débutent dès l'école primaire en raison notamment du décalage entre la socialisation familiale et la culture scolaire. Au fil des sanctions et verdicts négatifs de l'école, ces élèves auront tendance à investir davantage le groupe de pairs qui leur sert de rempart et de refuge symboliques, mais qui les sépare davantage encore des normes scolaires. Un conflit circulaire se met alors en place entre, d'un côté les sanctions, exclusions et stigmatisations cherchant à réaffirmer l'autorité de l'école, mais qui fonctionnent comme autant d'« *assignations institutionnelles à la "déviance"* » (p. 158), et de l'autre les repréailles d'élèves qui se soumettent aux contraintes du groupe de pairs, lequel exige de préserver son honneur et de ne pas perdre la face. Les auteurs concluent en suggérant que l'effet scolaire est premier par rapport à l'effet de quartier : « *L'analyse de l'ensemble des parcours de ruptures scolaires permet ainsi de conclure que ce sont les processus scolaires, greffés aux processus familiaux, qui priment, la valorisation de soi dans les pratiques les moins conformes auprès des pairs les plus "réfractaires" apparaissant alors comme seconde dans la genèse des parcours de ruptures scolaires* » (Millet et Thin, 2007, p. 160).

Au titre de la production des groupes de pairs par l'école, on peut ajouter l'ensemble des pratiques de l'institution scolaire consistant à séparer et regrouper les élèves « problématiques » dans des classes et filières spécialisées. Dans son ouvrage au titre évocateur, *De l'École à la rue. La fabrication scolaire de la délinquance* (2006), Benjamin Moignard a montré comment des bandes ethniques et délinquantes étaient littéralement fabriquées au sein de ce qu'il appelle les « classes périphériques » (sur ce thème qui a suscité une littérature considérable, voir Broccolichi et Œuvrard, 1993; Duru-Bellat et Mingat, 1997; Payet, 1998; Van Zanten, 2001; Felouzis et Perroton, 2009).

Ces analyses ne sous-estiment en rien la culture anti-scolaire de groupes de pairs issus des mêmes quartiers, mais elles soulignent les interrelations constantes entre ces conduites hétérodoxes au regard des normes scolaires et les pratiques institutionnelles. Dans cette perspective peuvent être aussi rangées les nombreuses recherches établissant une corrélation entre la moindre qualité de l'offre scolaire dans les quartiers ségrégués et la sous-performance des élèves, une fois contrôlées leurs propriétés sociales, ce que les spécialistes appellent les « effets de contexte » (Duru-Bellat et Mingat, 1988; Bressoux, 1995; Duru-Bel-

lat et Suchaut, 2005) et que l'approche économétrique des « effets de quartier » prend rarement voire jamais en compte.

L'autre volet majeur de l'étude des effets de quartier concerne l'accès à l'emploi des jeunes. Des approches qualitatives viennent là aussi nuancer l'hypothèse d'un handicap systématique lié aux caractéristiques du quartier, et invitent à déplacer le regard vers les pratiques institutionnelles. Peu d'études éclairent la question du supposé déficit de capital social des jeunes. Leurs résultats sont d'ailleurs contradictoires. Une enquête menée par Muriel Epstein (2008) à Paris et Marseille évoque « un capital social handicapant », mais d'autres travaux insistent au contraire sur les « ressources de proximité » que procurent les sociabilités locales (Fol, 2010, Collectif Rosa Bonheur, 2019a).

Un champ de recherche identifie une autre forme handicap, non pas endogène par manque de « capital humain », mais produit par l'environnement qui stigmatise les jeunes des quartiers. Des « effets de quartier » on glisse alors vers les « effets de réputation » faisant du quartier un « *handicap durable, souvent même un vice rédhibitoire pour l'embauche* », comme l'écrit Farad Khosrokhavar (2000), qui appelle « *“cacotopie”, l'effet global induit par la mauvaise réputation qui stigmatise ces quartiers* » (p. 428-429).

Cette mauvaise réputation repose notamment sur la présomption d'« inemployabilité » qui pèse sur les jeunes⁶. La notion d'employabilité n'oriente pas seulement vers des déficits de qualifications objectivables par des titres scolaires, mais vers l'appréciation d'un ensemble de compétences se rapportant à un « savoir-être » dont le manque signifierait l'extériorité de ces jeunes aux normes du monde de l'entreprise – codes vestimentaires, désinvolture, indiscipline, agressivité, manque de fiabilité, etc. – justifiant leur fermeture vis-à-vis de ces jeunes (Cortesero et al., 2018 ; Macé, 2019).

Des travaux montrent que la catégorie du « savoir-être », ou plus exactement son absence, est largement construite en référence à une vision stéréotypée des jeunes des quartiers populaires, et qu'elle est un motif central de leur discrimination sur le marché de l'emploi. Les nombreuses enquêtes par *testings*, souvent réalisées par des économistes (voir les travaux cités à la section 1.1.2.), attestent non seulement du caractère massif des discriminations, mais elles invalident indirectement la présomption

6 Nous reprenons ici des éléments d'un rapport de recherche réalisé avec Régis Cortesero (Cortesero et Kirsbaum, 2024).

d'inemployabilité. Ces études suggèrent en effet que le traitement inégal de candidat-es présentant des qualifications égales est le résultat des stéréotypes et préjugés des recruteurs qui, au-delà de l'appréciation des qualifications, jettent un regard différencié sur les compétences des candidat-es à l'emploi en fonction de stéréotypes ethno-raciaux qui recouvrent en grande partie des catégories territoriales (Hamilton Krieger, 2008). Il peut s'agir d'une discrimination « statistique » ou « probabiliste » au sens où des économistes l'ont conceptualisée : dans un contexte d'information imparfaite, le recruteur écarterait de supposés « profils à risques », en l'occurrence issus de quartiers stigmatisés, à partir de l'appréciation subjective des caractéristiques moyennes du groupe d'appartenance de ces profils (Phelps, 1972 ; Silberman et Fournier, 2006).

Le présupposé d'inemployabilité qui pèse sur les jeunes des quartiers populaires organise non seulement les représentations des recruteurs, mais aussi celles des opérateurs d'insertion de type missions locales. C'est ici qu'intervient la notion de « coproduction » institutionnelle des discriminations (Noël, 1999 ; Mazouz, 2013 ; Doytcheva, 2015 ; Quernez, 2018 ; Giraudo-Baujeu, 2020). Alors que prospèrent les discours associant les jeunes à l'insécurité et à l'islam dans les banlieues, des travaux soulignent aussi l'impact de l'environnement politique et médiatique sur les représentations de ces professionnel·les (Noël, 2000 ; Dhume et Sagnard-Haddaoui, 2006).

Depuis plusieurs décennies, la catégorie de l'employabilité qui s'est imposée dans les dispositifs d'insertion professionnelle et qui cible tout particulièrement la jeunesse des quartiers populaires, participe de ces représentations stigmatisantes (Ebersold, 2001 ; Mauger, 2001a ; Glaymann et Moatty, 2017). Elle sert aussi de voile de dénégaration sur les critères de recrutement discriminants. Focalisés sur les propriétés des individus socialisés dans les quartiers populaires, les intermédiaires de l'emploi ignorent délibérément les pratiques discriminatoires des entreprises pour se concentrer sur l'employabilité des jeunes. Dans les politiques de « diversité » des grands groupes, par exemple, l'accent est systématiquement placé sur l'amélioration des compétences des populations racisées et/ou issus de territoires stigmatisés (Doytcheva, 2015). Dans une enquête portant sur des entreprises et structures d'insertion spécialisées dans le champ de la diversité, Emmanuel Quernez (2018) montre la relation quasi métonymique qui relie racisation et présomption d'inemployabilité des « jeunes de quartier ».



2.2. LE « GHETTO », UN ESPACE FERMÉ... ET OUVERT SUR LA SOCIÉTÉ

Le fait de grandir parmi ses pairs a-t-il une influence sur les identités, valeurs et références culturelles des jeunes ? Pour répondre à cette question, la recherche a interrogé le quartier comme support d'identité des jeunes. Si la plupart des travaux s'accordent à en faire une pièce centrale de la construction identitaire des jeunes, les conclusions divergent assez nettement quand il s'agit de déterminer l'objet de cette identification : les jeunes s'identifient-ils provisoirement à leur groupe de pairs en tant que classe d'âge, afin de se distinguer du monde des adultes, ou bien le quartier participe-t-il de la construction voire de la réification d'identités ethniques, érigeant cette fois des frontières « communautaires » entre ces jeunes et le reste de la société ?

Corollaire de ce questionnement, les sciences sociales ont aussi interrogé le quartier sous l'angle des freins qu'il pourrait opposer à l'intériorisation par les jeunes des modèles culturels et valeurs dominantes de la société. Cette question a d'abord été formulée comme celle de « l'assimilation culturelle » des « jeunes immigrés ». Accusée d'alimenter une suspicion envers ces jeunes Français(es) qui ne seraient pas comme les autres, la catégorie de l'assimilation a été assez vite abandonnée par la recherche. Bien que controversée, la catégorie de « l'immigration » et ses divers avatars sémantiques ont davantage résisté à l'épreuve du temps, comme si les « jeunes issus de l'immigration » devaient « se cacher pour vieillir », selon la formule ironique de Patrick Simon (2000). La catégorie de « jeunes de cité » – avec, là aussi, toute la panoplie lexicale renvoyant aux attaches territoriales des jeunes – s'y est en partie substituée. La recherche a alors interrogé le rôle du quartier dans la perpétuation – ou le retour – d'une adhésion des jeunes à des modèles culturels et valeurs éventuellement différents du reste de la société.

2.2.1. LE « NOUS » DU QUARTIER : UNE IDENTITÉ GÉNÉRATIONNELLE OU ETHNIQUE ?

Des recherches suggèrent avec constance, depuis une quarantaine d'années, que les « jeunes de quartier » partagent une identité commune découlant de l'expérience de conditions de vie similaires, le quartier devenant lui-même un support d'identification essentiel. Nous pourrions multiplier les citations, mais retenons

celles-ci en ce qu'elles illustrent la permanence de ce constat réitéré depuis plusieurs décennies : *« Le cadre de vie et d'identification est le quartier »* (Dubet, 1987, p. 116) ; *« Le territoire apparaît comme la seule identité possible ou, pour le moins, comme une identification élémentaire liée à la communauté d'expérience des jeunes »* (Dubet et Lapeyronnie, 1992, p. 185) ; *« L'attachement profond des jeunes à "leur" cité semble jouer le rôle d'une matrice identitaire »* (Kokoreff, 1994, p. 39) ; *« L'ancrage local est ici très marqué, le quartier faisant figure de support d'identité essentiel »* (Lepoutre 1997, p. 129) ; *« Cet ensemble de dynamiques (...) transforme le "quartier" en un support identitaire : les jeunes "de la cité" »* (Sauvadet, 2006a) ; *« "Le quartier, c'est ce qui nous relie" est une manière d'indiquer que le quartier reste pour ces jeunes une des bases essentielles de leur identité »* (Santelli, 2010), etc.

Ces auteur·ices et d'autres soulignent avec non moins de constance que l'identification au quartier est un moyen pour les jeunes de résister à la dévalorisation qu'ils subissent dans le regard de la société extérieure. Cette dimension est centrale dans l'ouvrage de Joëlle Bordet sur *Les jeunes de la cité* (1998) : *« Affirmer et se reconnaître collectivement "jeunes de la cité" leur permettent de façon collective de tenir à distance ce sentiment de dévalorisation et leurs insécurités personnelles »*. Dans ce contexte, partager la vie d'autres jeunes de cité *« évite la confrontation individuelle à ce sentiment et joue un rôle de réassurance collective »* (p. 186). Plus récemment, Claudette Lafaye (2021) note que *« l'identification et l'attachement que les jeunes manifestent à l'égard de leur quartier, de la cité, de la ville, ou même du "9-3" pour ceux qui y résident, ne sont pas (...) déconnectés de la stigmatisation plus ou moins forte qui frappe les territoires auxquels ils s'affilient. Celle-ci constitue un ressort affectif puissant du sentiment d'appartenance »* (p. 180).

À suivre nombre de travaux, les mécanismes de dévalorisation et de stigmatisation aboutiraient à la construction d'un « nous » des jeunes du quartier contre le « eux » du monde extérieur, vis-à-vis duquel les jeunes érigent une frontière. Cette observation est présente chez David Lepoutre (1997) pour qui *« la conscience du groupe s'exprime de manière très claire et unanime dans un "nous" se rapportant généralement au grand ensemble »*. Cette constitution d'un « nous » permet de se distinguer « des autres » et il en découle *« une logique de fermeture facilement perceptible à toute personne qui est amenée à occuper une position dans cet "espace" social »* (p. 130 et 122).

La vision de quartiers fermés aux personnes incarnant le monde extérieur ressort d'autres travaux. Cyprien Avenel (2006b) estime par exemple que *« la sociabilité repose sur un double principe d'exclusivité et de fermeture. Structure fermée parce que l'intégration au groupe n'est possible que si l'on a grandi dans la cité, et exclusive parce qu'on n'y cherche pas à développer des relations avec des personnes extérieures, assimilées à des "intrus" »* (p. 129). Julie Deville (2007) considère pareillement le quartier comme *« un élément constitutif de leur identité, dans un sens potentiellement exclusif et excluant »*, les jeunes courant alors *« le risque de se laisser enfermer dans cette identité restreinte »*. Le propos de certains auteurs est plus radical, à l'instar de Sébastien Peyrat selon qui *« les cités sont ces lieux de banlieue dans lesquels plus personne n'ose se rendre »* à cause de ces jeunes qui *« se créent leur propre société, leur propre nation, une nation de jeunes »* (Peyrat, 2001, p. 97-98).

Cependant, au-delà de l'expérience partagée des mêmes conditions de vie comme explication consensuelle du phénomène d'identification au quartier, deux types d'interprétation sont à distinguer, selon que les travaux insistent sur la variable générationnelle ou sur celle des identifications ethniques comme socles de l'appartenance au « nous » des jeunes de la cité – les deux interprétations n'étant pas forcément exclusives l'une de l'autre.

L'hypothèse d'une sous-culture juvénile

Dans la première approche, les affinités générationnelles sont au principe de la formation du « nous » des jeunes de cité. Ces jeunes chercheraient avant tout à se distinguer du « eux » des adultes qui ignoreraient, pour la plupart, l'essentiel du fonctionnement et des références des groupes de pairs (Aquatias et Rarrbo, 1995). Plusieurs auteurs ont ainsi insisté sur la variable de l'âge, à l'instar de David Lepoutre (1997), selon qui l'attachement au quartier est plus fortement ressenti par les adolescent-es ayant vécu toute leur vie dans ces lieux et où ils passent une bonne partie de leur temps. À la différence d'adultes pour qui la cité HLM est vécue, soit comme une étape dans leur trajectoire résidentielle, soit comme un piège résidentiel, les adolescent-es vivent dans le présent *« et engagent toute leur existence dans la tranche de vie qu'ils traversent »* (Lepoutre, 1997, p. 52).

Certains auteurs assurent que le quartier constitue une marque identitaire plus importante que celle des origines migratoires de leurs parents. Dès les années 1980, Gérard Desbois (1985) écrivait à propos des jeunes des Minguettes qu'ils *« situent*

nettement leur origine dans leur cité» (p. 32), même si ce n'était pas contradictoire avec l'affirmation de leurs origines ethniques ou sociales puisque la population maghrébine et les ouvriers y étaient prédominants. Dans le même ordre d'idée, Christian Bachmann (1992) affirmait que la cité *«est d'abord une patrie, aussi curieux que cela puisse paraître : une génération est née sur les dalles, comme autrefois on naissait en Auvergne, en Bretagne ou en Algérie»* (cité par Lepoutre). Loïc Wacquant (2006) considère lui aussi que l'âge est un facteur plus décisif que les appartenances ethno-raciales : *«S'il est un antagonisme prédominant qui traverse les cités de la Ceinture rouge au quotidien et qui marque de son empreinte la vision du monde de leurs habitants, ce n'est pas, contrairement aux représentations médiatiques les plus répandues, celui qui oppose-rait les immigrés (notamment les "Arabes") et les familles françaises autochtones, mais le clivage qui oppose les "jeunes", nationaux et étrangers confondus, à toutes les autres catégories sociales»* (p. 193).

Cependant, la jeunesse n'est pas une catégorie homogène et les groupes affinitaires se constitueraient en sous-groupes correspondant à des tranches d'âge, calquées par exemple sur celles de la scolarité. Mais la principale ligne de séparation se situe entre «grands» et «petits», ce qui n'empêche pas des liens intergénérationnels de se nouer, les «grands frères» jouant un rôle protecteur et régulateur, mais parfois aussi d'entraînement dans la déviance (Aquatias et Rarrbo, 1995 ; Duret, 1996 ; Bordet, 1998 ; Sauvadet, 2005 ; Kokoreff, 2003 ; Mohammed, 2007).

Des frontières traversent aussi les mêmes classes d'âge car tous les jeunes ne participent pas aux groupes de pairs. David Lepoutre (1997) s'emploie à décrire le sort peu enviable de ces jeunes qui se tiennent à l'écart de la «culture des rues» parce que leurs parents les y soustraient, parce qu'ils adhèrent davantage aux valeurs scolaires, ou parce qu'ils se révèlent inaptes, mentalement ou physiquement, à participer aux activités de la rue. Les autres adolescent-es raillent ces «bouffons» qui ne s'intègrent pas *«dans les réseaux relationnels de solidarité agonistique»* et qui *«subissent, sous différentes formes et parfois de façon dramatique, la violence qui s'exerce entre adolescents, notamment dans le cadre de l'école»* (p. 141).

Si donc les réseaux de sociabilité juvéniles se forment autour des affinités liées à l'âge, ils se déferaient à mesure que l'on grandit. L'appartenance aux groupes de pairs ne serait alors qu'une période transitoire en attendant que jeunesse se passe. Telle est la thèse centrale de David Lepoutre, selon qui les jeunes de dix à seize ans qu'il étudie finissent par abandonner tôt ou tard *«le*

système des valeurs de la culture des rues ». On verrait la plupart des jeunes délaisser soudainement la culture des rues au profit de la culture dominante et de modes de sociabilité plus conformes aux normes des classes moyennes ou supérieures. La plupart de celles et ceux qui suivent une scolarité classique et entrent dans les classes dites « générales » de lycée, rompraient assez facilement avec cette culture, pour être bientôt remplacés par d'autres adolescents plus jeunes. Ce rejet s'accompagnerait d'« *un oubli quasi complet des schèmes mentaux qui constituaient les fondements de leurs comportements et de leurs pratiques quelques années auparavant* » (p. 426-428).

D. Lepoutre remarque néanmoins que la culture des rues se perpétue chez une minorité de jeunes, celle qui correspond à la population décrite par François Dubet dans *La Galère* et qui serait entraînée vers les « *sous-cultures délinquantes décrites par la sociologie américaine* » (p. 30). Ce destin concernerait tout particulièrement les jeunes orientés vers les filières scolaires techniques. Thomas Sauvadet développe aussi l'idée selon laquelle la minorité de jeunes hommes qu'il étudie sont bloqués dans le passage de la famille parentale à la famille conjugale, exacerbant les habitus de la rue bien au-delà de l'adolescence (Sauvadet, 2006a). Cependant, à l'inverse de Lepoutre, le « nous » qu'il observe ne se réduit pas à sa composante adolescente, « *mais repose de plus en plus sur des liens "intergénérationnels" qui courent de l'enfance jusqu'à 30 voire 35 ans, jusqu'à la fin d'une jeunesse interminable* » (Sauvadet, 2007, p. 141). Dans le même sens, Gérard Mauger (2010) considère que « *les "jeunes" ne sont pas nécessairement jeunes* », car « *la précarité, la remise en cause toujours possible du lien matrimonial et du lien salarial font que le double passage qui définit sociologiquement la jeunesse peut s'éterniser* » (p. 9).

Provisoire ou durable, la sous-culture juvénile possède une autonomie propre qui la distingue avant tout de la culture adulte dominante. On a déjà évoqué ses principales composantes : une morale de l'honneur et de la réputation. Avec la publication de *Sauver son honneur* (1989), l'ethnologue Claire Calogirou a été l'une des premières à décrire cette morale caractéristique des « *rapports sociaux en milieu urbain défavorisé* » (sous-titre de son livre). L'honneur vient compenser le manque de reconnaissance et la dévalorisation engendrée par le monde extérieur, tandis que la réputation est l'opération consistant à « sauver la face » vis-à-vis des pairs en exhibant les signes de virilité ou en pratiquant la dérision.

L'adoption d'un langage propre est une autre dimension essentielle de la construction identitaire des jeunes. On dispose ici d'un riche corpus de travaux, y compris des dictionnaires spécialisés (Celotti, 2008). Dans leur étude pionnière sur le « verlan », publiée en 1984, Christian Bachmann et Luc Basier ont insisté sur la « *fonction identitaire* » de la langue des cités, laquelle n'est pas une simple parodie du français appris à l'école, mais d'abord « *l'instrument d'une quête d'identité* » et un « *instrument de reconnaissance* » (p. 183-184 ; voir aussi Dannequin, 1999 ; Bertucci, 2013 ; Candea, 2017). Le « parler jeune » des cités sert notamment de signe d'identification entre jeunes, avec cet intérêt particulier de n'être pas déchiffrable par les adultes (Méla, 1991 ; Constantinou, 2022). D'autres auteur·ices ont porté un regard beaucoup plus négatif sur cette fonction identitaire. Loin de ne traduire qu'une inventivité culturelle, cette langue serait le symptôme d'une fracture quasi insurmontable avec le reste de la société et exprimerait avant tout le rejet par les jeunes de la culture scolaire (Goudailler, 1997, 2002, 2007 ; Baillet, 2000 ; Messili et Aziza, 2006).

Ces différentes composantes de la culture et de l'identité juvéniles – honneur, réputation, langage – étaient au centre de l'ouvrage de David Lepoutre, *Cœur de banlieue* (1997). Son ambition n'était pas seulement de décrire les conduites des jeunes, mais d'identifier la cohérence et l'unité d'une « *sous-culture spécifique de classe d'âge* » (p. 421), définie comme un « *système de représentations qui donne son sens général aux comportements et aux conduites* » (p. 343). Lepoutre se distinguait en cela de Dubet (1987), selon qui la galère n'était pas réductible à une sous-culture juvénile construite dans un rapport d'opposition aux adultes comme à l'époque des blousons noirs, ni même à une sous-culture délinquante ou à une sous-culture populaire. « *La galère n'est pas une sous-culture* », affirmait-il (p. 109). Il lui paraissait en effet tautologique d'expliquer des conduites par une sous-culture ou, en sens inverse, d'observer une certaine unité des conduites pour en déduire une sous-culture.

L'approche de David Lepoutre se démarque également de celle qui sera développée par Didier Lapeyronnie dans *Ghetto urbain* (2008). S'il admettait l'existence d'une morale sociale propre aux groupes de pairs, celle de la fidélité au groupe et à ses membres, Lapeyronnie considérerait que cette morale s'étendait en réalité « *à l'ensemble de la cité* », dont elle serait « *un principe de fonctionnement, un élément constitutif d'un véritable ordre social* » (p. 483). Selon cet auteur, une focalisation exclusive sur la sous-culture de la rue ne permettrait donc pas de saisir le fonc-

tionnement réel du « ghetto », dont la culture de référence reste la culture dominante à l'aune de laquelle chacun·e évalue sa situation personnelle.

L'hypothèse de frontières ethniques

Une seconde manière d'interpréter la constitution d'un « nous » des jeunes de la cité consiste à y voir, au-delà de l'expression d'une simple sous-culture juvénile, un mode d'affirmation d'identités ethniques ou communautaires. Une bonne partie des travaux menés au cours des années 1980 et 1990 ont eu tendance à minimiser l'importance de ces identités. Dans une période où la cohabitation résidentielle entre « jeunes immigrés » et « Français », pour reprendre les catégories de l'époque, était encore de mise, les chercheur·euses ont plutôt souligné ce qui fédérait la jeunesse des grands ensembles. Comme l'écrivaient Gérard Desbois et Robert-Jean Leclercq (1982) au début des années 1980, *« les conditions de vie en cité, plus que l'appartenance ethnique, nous apparaissent comme étant ce qui identifie le mieux non seulement ces jeunes (d'origine maghrébine) mais également de jeunes Français qui partagent leur environnement social et subissent la même situation »* (p. 84). Dans les deux ouvrages pareillement intitulés *La Galère*, parus à la même époque, leurs auteur·ices ne constataient pas de discours racistes entre jeunes « français » et « immigrés » (Dubet, 1985; Lagrée et Paul Lew-Fai, 1985).

Mais à partir des années 1990, et plus encore dans les années 2000, la thématique de l'ethnisation des identifications et des rapports sociaux dans les banlieues françaises monte en puissance dans divers courants de la recherche (voir Begag et Delorme, 1994; Haegel et al., 2000; Costa-Lascoux, 2001; Masclet, 2003; Braconnier et Dormagen, 2007; Deville, 2007; Beaud, 2011a). Dans leur monographie de la cité des Cosmonautes, à Saint-Denis, Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen (2007) évoquent une *« mise en catégories ethniques du monde »* (p. 164) et relèvent que la désintégration du monde ouvrier a laissé place aux identifications ethniques dans les rapports inter-personnels : *« Rien, peut-être, ne manifeste mieux l'érosion du système d'intégration que le fait de qualifier de "Français" ses propres voisins ou camarades de classe alors qu'on est soi-même de nationalité française. C'est pourtant ce que font presque tous les jeunes Français d'origine africaine qui résident dans la cité »* (p. 191). Stéphane Beaud (2011a) reprend cet argument d'une déstructuration de la classe ouvrière et de l'affaiblissement des identités de classe pour diagnostiquer une

véritable « *fracture ethnique* » interne aux jeunes populaires qui auraient intériorisé « *un point de vue ethno-racial* » (p. 69).

Pour Didier Lapeyronnie (2008), cette question ne peut être ramenée aux simples conséquences d'un problème social. Elle implique d'examiner non seulement les rapports sociaux internes au « ghetto », mais aussi la production de la « race » par la société dans son ensemble. Endossant une grille de lecture « post-décoloniale », il observe une « *continuité historique et culturelle lourde, celle du problème de l'incorporation de populations différentes dans une culture qui les a infériorisées ou niées* » (p. 397). Empruntant aussi à la théorie classique du ghetto de Louis Wirth (1928), il estime que l'habitant du ghetto est d'autant plus racialisé qu'il est assimilé, le racisme à l'intérieur du ghetto ne faisant que redoubler le racisme extérieur. Celui-ci se « diffracte » dans le ghetto, chaque groupe ayant « *une forte tendance à s'identifier "négativement" les uns par rapport aux autres : les Arabes contre les Blancs, les Blancs contre les Arabes, les Arabes et les Blancs contre les Noirs, etc.* » (p. 398). Lapeyronnie note aussi que le quartier s'apparente à une mosaïque de micro-espaces définis ethniquement et racialement par les habitant-es. Dans cette « *hiérarchie des mépris* » se combinent la couleur de peau, l'appartenance ethnique, le statut social et l'ancienneté dans le quartier. Dans un article intitulé *L'expérience du ghetto* (2009), Manuel Boucher s'inscrit dans une veine proche, même s'il préfère mobiliser la notion de « frontière ethnique » (*ethnic boundary*) de Fredrik Barth (1969), selon laquelle l'appartenance ethnique correspond à la séparation entre les membres et les non-membres d'un groupe, selon un processus dichotomique entre « eux » et « nous ». S'intéressant plus spécifiquement aux jeunes, Boucher observe une hiérarchisation des « lignes de couleurs » chez ces jeunes qui « *assument complètement l'idée de définir les rapports sociaux d'un point de vue racial* » (p. 241).

Les deux grilles de lecture – sociale et raciale – d'interprétation de l'ethnisation des rapports sociaux des jeunes ont été mobilisées par d'autres travaux. Le premier registre – social – était dominant dans la période où le concept d'exclusion sociale était lui-même hégémonique. L'affirmation d'identités ethniques par les jeunes serait alors à comprendre comme la conséquence de leur non-intégration sociale (Jazouli, 1986; Dubet, 1987; Roy, 1991, 1993; Boumaza, 1994; Vieillard-Baron, 1994, 1997). Mais l'approche la plus répandue à partir du milieu des années 1990 a consisté à voir dans l'ethnisation un produit dérivé de la stigmatisation subie par des jeunes victimes d'un processus de « racisation » (Guillaumin, 1972). Dans ce processus de production de la diffé-

rence, les jeunes se réapproprieraient les attributs et étiquettes qui servent à les stigmatiser en les « retournant », y compris pour les exhiber dans des gestes de provocation (Cesari, 1994 ; De Rudder, 1997 ; Streiff-Fénart, 1998 ; Simon, 2000).

Un troisième courant rassemble des ethnologues dont les observations *in situ* conduisent à interpréter l'usage des catégories ethno-raciales par les jeunes comme un simple marqueur permettant de se désigner mutuellement en situation d'interaction sociale. Dans cette perspective, les catégorisations ethno-raciales ne sont pas mobilisées pour ériger des frontières ethniques entre groupes, ou pour revendiquer des spécificités culturelles, mais simplement pour se reconnaître entre pairs dans des contextes multiculturels, y compris en se « vannant ». Pour David Lepoutre (1997), qui s'inscrit dans ce courant, *« il ne s'agit pas d'un procédé de stigmatisation raciale, mais plus simplement d'un usage au quotidien de la visibilité ethnique qui se trouve inscrite sur chaque être, à la fois morphologiquement et culturellement. Cela permet à chacun, dans ce contexte pluriculturel, de reconnaître et d'identifier ses pairs et d'être reconnu soi-même en retour, bref de s'y retrouver »* (p. 97 ; voir aussi Rinaudo, 1999). Dans le même sens, Sarah Mazouz (2008) estime *« possible de racialiser sans stigmatiser racialement »*, alors que *« le contexte républicain qui se définit comme aveugle à la race tend à confondre ou à penser comme équivalentes les notions de racialisation et de stigmatisation raciale »* (p. 93-94). Il faudrait plutôt partir du point de vue des sujets afin de savoir quel sens ils donnent aux catégorisations ethno-raciales. C'est cette démarche qu'a adoptée Marwan Mohammed (2021) en s'immergeant dans un collège de banlieue. Il montre le décalage entre des agent-es scolaires désorienté-es par les référents raciaux des adolescent-es, lesquels servent avant tout de *« support convivial à la cohésion groupale par le biais de joutes oratoires ritualisées, en s'appuyant sur le maniement ludique des stéréotypes et le détournement des histoires nationales »*. Si des attitudes racistes existent, les modes de désignation « racialisants » des jeunes serviraient davantage à rapprocher et à échanger qu'à diviser.

On peut signaler aussi le travail de Camille Hamidi (2010a) qui s'intéresse, elle aussi, aux « catégorisations ethniques ordinaires ». Elle montre que seuls les jeunes d'origine sociale très modeste, peu diplômés et assignés à résidence, développent ce qu'elle appelle une « carte perceptuelle ethnico-territoriale », avec des discours très axés sur les discriminations dont ils s'estiment victimes. Pour un second groupe de jeunes, l'origine étrangère peut constituer un marqueur important, mais sans être asso-

ciée à un sentiment d'appartenance territoriale. Enfin, la vision du monde d'un troisième groupe, qui rassemble des jeunes gens inscrits dans une trajectoire de mobilité sociale ascendante, est beaucoup plus sociale qu'ethno-raciale. À l'opposé d'une logique « victimisation », ce dernier groupe a d'ailleurs tendance à minimiser les discriminations subies.

2.2.2. **DE L'« ASSIMILATION CULTURELLE » À LA « RÉISLAMISATION » DES JEUNES**

Discutant l'hypothèse d'une influence du quartier sur les modèles culturels et de valeurs des jeunes, un autre corpus de travaux s'est efforcé d'évaluer la distance entre les références de la « seconde génération » et celles de leurs parents. Cette littérature a au moins autant sinon davantage pris pour objet les publics « d'origine immigrée » que les quartiers. Quelle que soit l'approche retenue – entrée par les publics ou par les quartiers –, ces travaux ont souligné dans un premier temps l'alignement rapide, mais non total, de la « seconde génération » sur les normes culturelles dominantes. C'est surtout à partir des années 2000, et singulièrement après les révoltes de 2005, qu'un courant de la recherche a semblé conclure à l'existence de modèles culturels et de valeurs propres au « ghetto », sans envisager pour autant leur étrangeté radicale. Aussi le ghetto peut-il être paradoxalement compris comme un espace tout à la fois spatialement fermé et socialement ouvert sur la société. Le principal théoricien français du ghetto, Didier Lapeyronnie (2008) écrit en ce sens que *« le ghetto est un lieu fermé sur lui-même, mais qui est en même temps envahi par la société extérieure, par ses institutions, ses images, ses médias et surtout par les normes qu'elle impose »* (p. 20). Reprenant la vieille hypothèse « touranienne » du décalage entre « assimilation culturelle » et « exclusion sociale », il estime que cette contradiction est *« au principe de l'apparition des secondes générations d'immigrés, définies par la tension entre leur intégration aux valeurs et aux modes de vie dominants et par les discriminations et les rejets subis »* (p. 366). Dès lors, le ghetto ne serait qu'une situation-limite, marquée par l'écart paroxystique entre assimilation culturelle et désintégration sociale.

La littérature comparant les références culturelles des descendant-es de l'immigration africaine à celles de leurs parents donne à voir des constructions identitaires nullement figées, car reposant sur des compromis permanents entre contraintes familiales et sociales. À lire ces travaux, les jeunes ne seraient ni tout à fait les mêmes que leurs parents, ni tout à fait alignés sur le modèle culturel des autres jeunes Français.

Un premier corpus d'études « a-spatiales » a décrit les compromis opérés par ces jeunes entre « modernité » et « tradition », pour reprendre des catégories souvent mobilisées mais contestées. Les tensions nées la « double culture » des jeunes auraient trouvé une forme de résolution dans une « assimilation culturelle » largement réalisée, mais conservant certains éléments de la « culture d'origine ». Les travaux publiés dans les années 1980 sur la culture et les valeurs des « jeunes immigrés », notamment d'origine maghrébine, indiquaient une prise de distance déjà significative avec les normes culturelles « traditionnelles » de la génération des parents (Zalewska, 1983 ; Vinsonneau, 1985). L'image du père disqualifié par les mutations économiques et marqué par une double exclusion sociale comme immigré et comme travailleur manuel, semblait jouer un rôle central à cet égard (Camilleri, 1984 ; Tribalat, 1995). Rejetant le statut d'immigré dévalorisé, les « jeunes beurs » revendiquaient leur appartenance à la société française, la seule qu'ils connaissaient vraiment. Cette dynamique se serait accompagnée d'une érosion rapide des pratiques culturelles et linguistiques héritées du milieu familial, comme l'ont montré les grandes enquêtes de l'Ined et de l'Insee « MGIS » puis « Histoire familiale » (Tribalat, 1995 ; Héran et al., 2002). Au sein des familles, les enfants, joueraient un rôle de médiateurs entre les institutions et leurs parents, illustrant la position des premiers comme relais culturels et linguistiques (Sayad, 1994a ; Zehraoui, 1996).

Mais ces jeunes, qualifiés d'« enfants illégitimes » par Abdelmalek Sayad (1979), auraient été traversés par un malaise identitaire nourri par leur position à cheval entre deux cultures. Les années 1980 sont dominées par cette grille de lecture psychologisante. Hanna Malewska-Peyre (1982) évoque « l'identité négative » de ces jeunes affectés par une image de soi dévalorisée sous l'effet de deux processus : d'un côté l'effondrement des repères culturels parentaux et la crise de transmission intergéné-

rationnelle, de l'autre les réactions xénophobes de la société qui aggravent ce mal-être, conduisant certains jeunes à renier leur propre communauté ou, au contraire, à se radicaliser dans l'affirmation de leurs différences. Perçus comme Français par leurs parents et comme étrangers par la société d'accueil, le dilemme identitaire des « jeunes maghrébins » pouvait prendre la forme de crises personnelles ou familiales (voir aussi Malewska-Peyre et Zaleska, 1980 ; Camilleri, 1982 ; Taboada-Leonetti, 1982).

À la fin des années 1980, alors que le « mouvement beur » a révélé un fort désir « d'intégration » des jeunes d'origine maghrébine, une partie de la recherche adopte une perspective plus optimiste. Elle souligne que l'intégration ne saurait être un processus linéaire ni uniforme, qu'elle est marquée tout à la fois par des tensions identitaires et des stratégies d'adaptation, rendues il est vrai plus complexes pour ces jeunes issus de l'immigration post-coloniale, en comparaison des jeunes issus d'immigrations européennes (Noiriel, 1988b ; Sayad, 1994b). Au lieu d'opposer de façon manichéenne deux cultures antinomiques, vision héritée du passé colonial, il faudrait prendre en considération les mutations des jeunes, mais aussi de leurs familles. Dans ce cadre, les identités seraient labiles, en constante redéfinition, car reposant sur des compromis avec les héritages familiaux et des ajustements permanents avec l'environnement (Camilleri, 1989 ; Moreau, 1995 ; Rude-Antoine, 1999 ; Boubeker, 1999 ; Guénif-Souilamas, 2000 ; Battegay, 2001 ; Sicot, 2003).

Des travaux ont insisté sur le rôle central de l'école dans l'appropriation de la « culture française » et le détachement avec les « cultures d'origine ». L'investissement scolaire des enfants aurait d'ailleurs été fortement encouragé par les familles, notamment algériennes, qui y voyaient la promesse d'une ascension sociale, par ailleurs souvent déçue (Tribalat, 1995 ; Zehraoui, 1996). Mais les influences des jeunes ne se sont pas limitées à l'école, empruntant aussi à la culture mondiale et débouchant sur des références hybrides en matière de musique (du rock au raï en passant par le smurf et le reggae) ou de modes vestimentaires (keffieh et baskets dernier cri), reflétant l'émergence d'une « culture jeune » transnationale à laquelle les « jeunes d'origine immigrée » auraient pleinement participé, y compris en fréquentant des « jeunes Français » (Dubet, 1987 ; Dabène, 1990 ; Taboada-Leonetti, 1998). Dans ces années, alors qu'une « mode beur » apparaît, le mouvement est double puisque la « culture française » s'enrichit à son tour des créations artistiques des jeunes d'origine maghrébine (Boubeker, 1997).

Les enquêtes réalisées au XXI^e siècle ont confirmé le caractère composite des identités culturelles des descendant-es de l'immigration, tout en soulignant la permanence de certains traits culturels façonnés par l'univers familial. Le sociologue François Sicot considère ainsi que « *la rupture totale des enfants à l'égard de la culture des parents est impossible* » et qu'« *il n'y a que des variations autour du principe général de la continuité généalogique avec les parents et de l'influence de la société d'accueil, le croisement entre la culture du pays d'origine et la socialisation dans le pays d'accueil : emprunts, fécondations mutuelles* » (Sicot, 2003, p. 39 ; voir aussi Streiff-Fénart, 2006). Une enquête du Cevipof publiée en 2005 sous le titre *Français comme les autres ?* est venue soutenir ce constat sur la base d'une comparaison des comportements culturels, politiques et systèmes de valeurs des jeunes « Français d'origine africaine et turque » avec ceux des autres jeunes Français. Les auteurs écrivent que « *si les Français d'origine africaine et turque présentent des spécificités, religieuses par exemple, ils sont loin d'être en marge ou en rupture avec la société française et ses principales valeurs* » (Brouard et Tiberj, 2005, p. 135).

Comme suggéré par cette citation, la principale divergence réside dans une religiosité plus affirmée des descendant-es de l'immigration. Comparant leurs résultats avec ceux de l'enquête « MGIS » de 1992 (Tribalat, 1995), Sylvain Brouard et Vincent Tiberj observent un phénomène de « réislamisation » chez ces jeunes qui accordent plus d'importance que leurs aîné-es au respect de certaines normes religieuses dans leur vie quotidienne. Ce résultat sera confirmé au début des années 2010 par l'enquête TeO de l'Ined et de l'Insee, évoquant une « *césure* » par rapport à la génération enquêtée au début des années 1990, césure perceptible dans le « *regain religieux* » et la « *retraditionnalisation* » qui concerne à la fois les enfants et leurs parents (Simon et Tiberj, 2013). Le contraste est plus saisissant encore avec les observations effectuées au début des années 1980 et qui convergeaient toutes pour décrire une forte baisse de la pratique religieuse des jeunes musulman-es en comparaison de leurs parents (Sayad, 1979 ; Camilleri, 1984), assortie toutefois d'un plus grand conservatisme moral (Muxel, 1988). Mais le regain religieux constaté au tournant des années 2000 n'est pas contradictoire avec la thèse, défendue par beaucoup, d'une pratique plus individualisée que communautaire de l'islam, reflétant entre autre la force du lien affectif avec des parents dévalorisés dans les représentations dominantes (Babès, 1997 ; Khosrokhavar, 1997 ; Cesari, 1998 ; Flanquart, 2003 ; Kakpo, 2007).

À mesure que les controverses politiques et médiatiques sur le « voile » prenaient de l'ampleur, les chercheur·euses ont tenté de comprendre les motivations des jeunes filles qui le revendiquent. La représentation dominante de ces filles oscillait jusqu'alors entre l'image de la « beurette émancipée » grâce à sa réussite scolaire et celle de la « fille voilée » cadenassée par la tradition (Laa-cher, 2005 ; Guénif-Souilamas, 2006b). Les sciences sociales ont proposé une image plus complexe et nuancée. Si les travaux du début des années 1980 insistaient plutôt sur la quête d'émancipation des filles, pointant des formes de rébellion vis-à-vis des valeurs patriarcales de leurs familles (Malewska, 1982 ; Zalewska, 1983 ; Taboada-Leonetti, 1983), des études ont assez vite rendu compte d'orientations plus diversifiées, conduisant ces filles à naviguer entre fidélité aux valeurs parentales et pression normative de la société les poussant vers l'autonomie. Dans la grande majorité des cas, le port du voile ne peut s'interpréter comme une marque de soumission, pas plus qu'il ne possède la même signification que le foulard des mères ou des grands-mères (Lacoste-Dujardin, 1992 ; Gaspard et Khosrokhavar, 1995 ; Guerraoui, 1995, 1997 ; Guénif-Souilamas, 2000 ; Roy, 2002 ; Hanafi, 2010).

*Les « jeunes de quartier » : de la distance avec les cultures
d'origine au retour du conservatisme moral*

Les travaux prenant pour objet les publics « issus de l'immigration » ont été complétés par des enquêtes s'intéressant à ces jeunes « dans leur quartier ». Du début des années 1980 à la fin des années 1990, les enquêtes sociologiques et ethnographiques réalisées auprès de ces jeunes ont été globalement à l'unisson des travaux qui viennent d'être présentés. Elles ont pareillement relevé le décalage entre une « assimilation culturelle » en voie d'accomplissement et les difficultés rencontrées par ces jeunes pour s'insérer socialement.

Au terme d'une enquête menée dans des quartiers de grands ensembles, l'ethnologue Gérard Althabe (1985) évoquait au milieu des années 1980 « la volonté de rupture avec la condition de la génération précédente – celle des parents – et avec la condition d'immigré. C'est une marque de l'appartenance revendiquée à la société française » (p. 70). Enquêtant dans les grands ensembles de Lyon et Gennevilliers, Gérard Desbois et Robert-Jean Leclercq observaient que les jeunes ne parlaient plus l'arabe. Au vu des difficultés des parents à transmettre leur héritage, le premier se demandait « comment cette culture "d'origine" pourra-t-elle résister à l'oubli

ou, moins, à la fossilisation dans le folklore?» (Desbois, 1985, p. 34), tandis que le second parlait «des débris d'un héritage culturel dévalorisé, à leurs yeux et à ceux des autres» (Leclercq, 1985, p. 165). François Dubet (1987) notait que «les enfants ne veulent guère aller aux cours d'arabe qui se pratiquent aux Minguettes» et que «l'identité défendue n'est pas tant "positive", en appelant à une tradition et à un ensemble culturel, que "négative"» (p. 311).

Quelques années plus tard, David Lepoutre (1997) constatait, à partir de son terrain d'enquête dans le quartier des 4 000, à La Courneuve, que «les jeunes issus de l'immigration se trouvent souvent en rupture plus ou moins complète avec les modèles culturels de leurs parents, dont ils moquent volontiers (...) les attitudes et les conduites importées du pays d'origine» (p. 87). Il notait aussi «une forte volonté d'émancipation» des filles qui «affichent volontiers une certaine distance avec les traditions de leur milieu d'origine» (p. 364), tandis que les garçons en resteraient plus proches en s'efforçant par exemple de contrôler les fréquentations de leurs sœurs. Thierry Blöss (1989) observait pour sa part, dans les quartiers Nord de Marseille, que les filles s'investissent fortement dans les activités associatives, «ce qui leur permet d'échapper aux tâches qui leur étaient dévolues au sein de la famille» et «de se rapprocher du mode de vie des garçons» (p. 65).

Les recherches menées dans cette période soulignent aussi la proximité des goûts et pratiques culturelles de ces jeunes et de leurs congénères «Français». Christian Bachmann et Luc Basier (1984) observaient à propos des «adolescents d'origine étrangère» du quartier des 4 000, à la Courneuve, que «leur identité n'est pas déterminée par leurs racines. Ils ne se rattachent pas à une communauté de référence dont ils partageraient intégralement les goûts et les valeurs, dont ils revendiqueraient la loyauté à la langue. (...) Tout naturellement, leur culture est plus proche de celle des jeunes français qu'ils côtoient chaque jour que de celle de leurs parents» (p. 184). Robert-Jean Leclercq (1985) considérait en ce sens que les jeunes «qu'ils soient français ou maghrébins, s'approprient de nouvelles modes culturelles mais surtout ils participent à la diffusion de cultures et de conduites plurielles» (p. 167). François Dubet (1987) voyait dans le «jeune immigré», «la figure la plus aigüe du métissage» puisant «dans des cercles culturels différents et qui se construisent par collages». S'«il se crée un nouveau personnage avec des jeans et des tennis, coiffé avec une "banane", mais portant le keffieh», «il ne faut pas croire que les choses sont profondément différentes pour les jeunes Français» (p. 332). Relatant son enquête à Stains, Bernard Bastien (1990) constatait lui aussi «l'émergence du

pluriculturel » et « *l'adhésion collective à l'internationalisation des cultures* » de l'ensemble des jeunes, quelle que soit leurs origines (p. 104). À partir d'une enquête dans la ZUP de Bellevue, à Nantes, Daniel Pinson notait dans le même sens « *une surenchère dans l'appropriation d'attributs de la culture occidentale* » (Pinson, 1988, p. 7). Il soulignait aussi que « *la seconde génération multiplie la plupart du temps les occasions de sortir du cercle ethnique cultivé par la famille, et tente de développer des relations avec les autres jeunes, cette possibilité étant d'autant plus envisageable que les lieux de ces rencontres (...) restent marquées par un mixité ethnique et sociale effective* » (Pinson, 1995, p. 192). Pour David Lepoutre (1997), « *l'assimilation culturelle des enfants d'immigrés apparaît en fait largement accomplie, et ce, quelle que soit la nationalité ou la culture d'origine. Nés ou ayant vécu en France, scolarisés et socialisés par les institutions françaises, acculturés par les médias et surtout par la télévision, ils ont acquis, ni plus ni moins que toutes les personnes de leur âge, les façons de penser et les manières de vivre de la culture dominante du pays d'accueil* » (p. 86).

Enfin, la plupart des auteur·ices de cette période s'accordaient sur la relative désaffection de ces jeunes pour la pratique religieuse, seule une petite minorité parmi les plus exclus y cherchant une forme de « *rédemption* » ou de « *compensation* ». Au milieu des années 1980, Gérard Desbois (1985) estimait que « *l'islam ne paraît pas non plus être un élément identitaire prédominant* » (p. 34). En parallèle, Gérard Althabe (1985) soulignait les efforts parentaux infructueux pour transmettre une identité islamique, « *les jeunes refusant massivement cette identité ethno-culturelle* ». L'ethnologue entrevoyait néanmoins le risque de voir l'antagonisme entre exigences familiales et blocage des processus d'intégration causé par le chômage et la xénophobie, être dépassé « *dans une réunification sur la base de l'islam* » (p. 71-72).

Au cours des années 1990, plusieurs enquêtes notaient un certain regain religieux, mais sa portée était jugée limitée. Pour Jacques Barou (1995), qui avait enquêté dans la banlieue lyonnaise, la rupture générationnelle serait nette en matière de pratiques religieuses, mais « *si les islamistes sont très présents dans certains quartiers, leur implantation est loin d'être générale et inéluctable* » (p. 45). Au terme de plusieurs enquêtes en Île-de-France, Hervé Vieillard-Baron (1994) notait que la majorité des jeunes ne fréquentait jamais la mosquée et que si l'on observait « *tout récemment* » un retour au religieux, il ne s'agissait que « *d'une recherche de "sens" qui peut être structurante pour des individus désarmés et sans référence* » (p. 99). À Marseille, Jocelyne Cesari (1994) consta-

tait la visibilité accrue de l'islam, mais non pas le renforcement de la pratique religieuse des jeunes qui refusaient simplement « *de cantonner leur appartenance islamique à la sphère privée* » (p. 10). Enquêtant à Maubeuge, Claire de Galember (1995) parlait d'« *un comportement religieux moderne, se traduisant précisément par un éventail très large d'attitudes, qui ne va pas sans rappeler les comportements des jeunes catholiques* » (p. 184). Dans le cadre de leur enquête en région parisienne, Françoise Gaspard et Farad Khosrokhavar (1995) s'étaient attardés sur le cas des jeunes filles, souvent les plus éduquées, revendiquant le voile parfois en accord avec leurs parents, mais d'autres fois contre leur gré. L'autrice et l'auteur soutenaient qu'il ne s'agissait pas du retour figé à une tradition passée, mais d'une forme d'identité réinventée et adaptée au contexte français. Quant aux garçons, F. Khosrokhavar soulignera dans son ouvrage de 1997 sur *L'Islam des jeunes* que seule une partie infime d'entre eux adhérerait à une religiosité radicale comme moyen de surmonter leur « *haine du monde* ».

Les travaux publiés dans les années 1980 et 1990 s'accordent sur un même constat : en dépit de leur exclusion ou de leur marginalité sociale, les jeunes de quartier « d'origine immigrée » ont peu ou prou adopté les normes culturelles de la société. Pratiquement aucun·e des chercheur·euses de cette période ne convoquait encore la figure du ghetto. Il en va tout autrement de certaines productions scientifiques des années 2000, plus encore après les grandes révoltes de l'automne 2005. La matrice explicative est restée la même – le paradoxe d'une « assimilation » sans « intégration » – mais la perception d'une ostracisation plus radicale de populations racisées et reléguées dans certains quartiers, a conduit certain·es auteur·ices à souligner des processus réactifs ou adaptatifs – donc en lien avec la société, ce qui ne contredit pas l'hypothèse de l'assimilation – de construction de normes morales et de repli sur des valeurs plus « archaïques ».

Stéphane Beaud et Olivier Masclet (2006) ont développé cette ligne d'analyse au lendemain des révoltes de 2005, considérant que « *les conditions sociales d'existence des enfants d'immigrés et leur rapport à l'avenir se sont profondément modifiés au cours des deux décennies qui séparent la marche de 1983 des émeutes de novembre 2005* » (p. 826). Ils appellent « *génération de cité* » les enfants et adolescent·es subissant à des degrés divers « *l'effet de clôture, sociale et mentale, qui s'est développé dans ces lieux d'habitat* » (p. 827), sous l'effet de fractures à la fois économiques, urbaines et politiques autorisant à parler de « *quartiers ghettoïsés* » (p. 838). La génération de cité vivrait désormais repliée dans

l'entre soi des groupes des pairs n'évoluant que dans le seul environnement de la cité, au sein de laquelle les « *enfants d'immigrés* » donnent le ton d'une « *culture de rue* ». Les auteurs empruntent à Thomas Sauvadet (2006a) la notion « d'insularité culturelle », mais ce dernier, s'il décrit aussi une logique de ghettoïsation dans des termes proches, se focalise sur les seuls jeunes hommes plus ou moins délinquants. S. Beaud et O. Masclet s'intéressent quant à eux aux « jeunes de cité » dans leur ensemble, chez qui ils soulignent le poids de la religion dans laquelle ces jeunes « *pensent trouver refuge et apaisement* » (p. 841) et qui servirait de substitut à l'engagement militant qui aurait caractérisé la « *génération beur* ». De nombreuses filles issues des familles algériennes, et plus encore marocaines, revendiqueraient ainsi le port du voile. Ce serait pour certaines d'entre elles une manière de s'émanciper face un ordre raciste, mais d'autres y seraient forcées par « *les pressions multiples que les "entrepreneurs d'islam" finissent par exercer dans les cités* », ou chercheraient à se protéger des « *formes d'intimidation sexuelle* » imposées par les garçons (ibid.).

Un autre thème a pris une ampleur certaine avec les attentats terroristes de septembre 2001, puis davantage encore avec ceux qui ont frappé la France au cours des années 2010 : celui de la « *radicalisation* », interprétée dans différents travaux comme le fruit de la « *ghettoïsation* » combiné à d'autres facteurs, notamment géopolitiques. Alors que la plupart des spécialistes (Jocelyne Cesari, Farad Khosrokhavar, Olivier Roy...) travaillant sur le sujet depuis les années 1980 ou 1990 opéraient une distinction entre un nouveau fondamentalisme (de type Tabligh), tourné vers la construction d'une communauté des croyant-es, et l'islamisme radical qui fascine une infime minorité de jeunes marginaux coupés de leur communauté mais animés par une haine de l'Occident, Gilles Kepel va s'affranchir de cette distinction au cours des années 2010. Dans son retentissant ouvrage, *Banlieue de la République*, paru en 2012, fruit d'une enquête menée à Clichy-sous-Bois et Montfermeil, là même où avaient débuté les violences de l'automne 2005, il s'attachait à montrer l'exacerbation de la piété et du retour à la tradition sous l'effet de l'enfermement spatial des populations. Mais cinq ans plus tard, dans *Terreur dans l'Hexagone, genèse du djihad français* (2017), il voit se creuser de nouvelles « *lignes de faille* » sous l'effet de l'implantation du salafisme, « *modèle de rupture en valeurs avec la République et sa laïcité* » (p. 26-27), en concurrence avec les Frères musulmans qui étaient hégémoniques jusqu'au milieu des années 2000. Le salafisme, qui recrute principalement « *parmi les enfants des quartiers relégués* », aurait construit « *un grand récit*

promouvant un apartheid culturel avec la société "mécréante"» (p. 31), et les années 2005 à 2012 auraient été celles d'une «*incubation*» de ce discours finissant par accoucher d'une «*génération djihadiste*» dans les quartiers populaires (p. 35).

Les chercheurs n'ont pas suivi dans leur ensemble la thèse de G. Kepel sur l'endoctrinement «*anti-républicain*» des jeunes par la nébuleuse salafiste, au contraire objet de violentes controverses⁷. Au pôle opposé à Kepel figure François Burgat (2017) qui évacue la variable religieuse au profit de causalités qu'il situe dans les politiques étrangères colonialistes, combinées «*au plafond de verre et aux barbelés de mépris qui, sur le terrain de l'emploi, enferment (des jeunes) dans le ghetto social de cette "communauté" dont on les prie néanmoins si souvent de sortir*» (p. 58).

La plupart des chercheurs se positionnent à mi-chemin entre ces deux thèses. Reprenant implicitement à son compte l'hypothèse formulée par Alain Bertho (2015) et Olivier Roy (2016) d'une «*islamisation de la radicalité*» plutôt que d'une «*radicalisation de l'islam*», Gérard Mauger (2016) objecte par exemple que tous les salafistes ne deviennent pas djihadistes. Et plutôt que de se focaliser sur «*l'offre islamiste*», il suggère de mieux qualifier la fraction des «*jeunes de cités*» séduits par ces discours. G. Mauger (2016) estime que le message djihadiste parvient surtout à mobiliser les propriétés «*guerrières*» de jeunes qui se recrutent dans l'univers délinquant des quartiers et n'ayant d'autres ressources à faire valoir qu'un «*capital agonistique*» accumulé dans le monde des bandes et/ou réinvesti dans le milieu de la délinquance professionnelle. Pour ces jeunes, le djihadisme offre «*l'espérance d'un monde renversé où les derniers seront les premiers, transformant les stigmates en signes annonciateurs de l'élection religieuse, subversion posthume de l'ordre social, compensation céleste des conditions matérielles d'existence de "jeunes sans avenir"*» (p. 99).

D'autres chercheurs appuyant leurs discours sur de réelles données empiriques ont largement complexifié ce type d'analyse centrée sur les seules «*cités*». Ils identifient des profils bien plus diversifiés de jeunes djihadistes ou «*radicalisés*», dont la typologie croise en partie seulement celle des quartiers déshérités (dans une littérature abondante, voir Crettiez et al. 2017; Khosrokhavar, 2017; Truong, 2017a; Bonelli et Carrié, 2018; Marlière, 2021; pour une revue de littérature plus approfondie, voir Lacroix, 2018).

7 Parmi les exceptions figure Hugo Micheron (2020) qui a réalisé sa thèse sous la direction de Gilles Kepel.

LE JEUNE ÉMANCIPÉ : LES LOGIQUES DU POUVOIR D'AGIR

TROISIÈME PARTIE



Une troisième orientation de la recherche en sciences sociales, dans laquelle se retrouvent certains des auteur·ices précédemment cité·es, car les « jeunes de quartier » ne se laissent pas enfermer dans une lecture univoque, dessine une tout autre figure de la jeunesse des quartiers populaires. Ici, les jeunes ne sont pas présentés en premier lieu comme les victimes de processus d'exclusion et ils n'adoptent pas systématiquement des conduites déviantes ou des valeurs rétrogrades sous l'effet de leur ghettoïsation. Au contraire, cette jeunesse maîtrise son destin, ou tente de le faire pour s'affirmer en sujet de son histoire. La production scientifique donne alors à voir des jeunes qui s'émancipent grâce à leur pouvoir d'agir, au travers d'engagements politiques et associatifs, de créations culturelles ou d'initiatives économiques. Ces jeunes ne sont pas fixés dans leur « cité », loin s'en faut. Ils sont mobiles dans la ville et peuvent connaître des trajectoires d'ascension sociale. Cet autre visage de la jeunesse des quartiers populaires n'efface pas complètement celui du « jeune exclu » ou du « jeune ghettoïisé ». Le dessiner revient simplement à rappeler que la jeunesse des banlieues populaires est fondamentalement plurielle.

La mise au jour par les sciences sociales d'une « jeunesse des quartiers » plus diverse, passe aussi par la critique des deux paradigmes précédents, lesquels entretiennent des rapports de causalité circulaires, l'exclusion étant une cause centrale du ghetto qui fabrique à son tour de l'exclusion. On a vu que la figuration du « jeune exclu » et, plus encore, celle du « jeune ghettoïisé », appelait des interprétations souvent contradictoires, obligeant à réintroduire de la complexité dans l'analyse. Certain·es chercheur·euses sont allé·es plus loin en attaquant plus frontalement l'un ou l'autre des deux paradigmes. Ils et elles ont critiqué la notion d'exclusion dès lors qu'elle suggère une séparation rigide entre le monde des « inclus » et celui des « exclus » (Paugam, 1996). Alain Touraine (1991) avait théorisé le passage d'une « société verticale » à une « société horizontale », où la question était de savoir si l'on tombe du côté des « in » ou des « out » – les « out » étant incarnés par les habitant·es des banlieues. Cette lecture dualiste superposant exclusion sociale et ségrégation urbaine, notamment reprise par François Dubet et Didier Lapeyronnie dans leur ouvrage sur les *Quartiers d'exil* (1992), a fait l'objet de nombreuses critiques (voir notamment Tissot, 2007). Dans leurs travaux sur les « jeunes de quartier », différent·es chercheur·euses (Rouleau-Berger, 1995 ; Bacqué et Sintomer, 2001 ; Vulbeau, 2002 ; Becquet, 2012) ont jugé plus pertinent de mobiliser d'autres concepts donnant à voir une multiplicité des situations individuelles, du centre jusqu'à la marge. Certain·es se sont donc emparé·es des concepts de « désaffiliation », de « vulnérabilité »

ou de « continuum » avancés par Robert Castel (1995), qui a lui-même nettement pris position dans ce débat : « *Pas plus que la banlieue n'est un "ghetto", le jeune de banlieue n'est un "exclu", si du moins on donne à la notion d'exclusion (...) le sens un peu précis d'instaurer lui aussi une coupure franche entre deux catégories de la population, les "exclus" se retrouvant complètement retranchés du jeu social parce qu'ils n'ont aucun des droits, des attributs et des ressources nécessaires pour participer à la vie collective* » (Castel, 2006, p. 787).

La notion de ghetto a suscité des prises de position non moins fermes de la part de ses nombreux détracteurs (voir notamment, dans des registres différents, Wacquant, 1992, 2006 ; Gilbert, 2011, 2024). Leurs critiques portent sur la tendance des tenants du ghetto à extrapoler à l'ensemble de la population des quartiers – jeunes ou non – des observations faites sur une minorité de jeunes hommes impliqués dans des activités illicites sous l'influence d'une « culture de rue ». Outre qu'elle surestime les « effets de quartier », la thèse du ghetto a aussi pour inconvénient d'ignorer les ressources dont disposent les milieux populaires. Le risque pour les savants est alors de tomber dans l'écueil du misérabilisme, dénoncé en son temps par Claude Grignon et Jean-Claude Passeron (1989).

3.1. LES RESSOURCES COLLECTIVES ET INDIVIDUELLES DES JEUNES

On a présenté dans la première partie de ce travail, un corpus abondant de travaux décrivant les logiques de la mise à l'écart politique des jeunes, conduisant à leur refuser une citoyenneté à part entière, l'émeute étant interprétée comme la seule ressource dont ils disposent pour exprimer leurs sentiments d'injustice et demandes de reconnaissance. D'autres travaux – mais parfois les mêmes – apportent un autre éclairage sur les mobilisations cette fois non violentes des jeunes. Ils mettent en lumière des engagements multiformes reflétant la volonté de certains jeunes de prendre leurs destinées collectives en main. La création artistique est l'une des facettes de cet engagement pour et dans la cité – à comprendre ici au sens de l'espace de la citoyenneté et pas seulement du quartier de résidence – en même temps qu'un possible levier d'insertion individuelle. Le sport et les activités économiques sont une autre facette de ce pouvoir d'agir, même s'il revêt une dimension bien plus individuelle que collective.

3.1.1. MILITANTISME ET ASSOCIATIONS : LES ENGAGEMENTS COLLECTIFS DES JEUNES

Les années 2000 et surtout 2010 ont été marquées par un renouvellement de l'historiographie des mobilisations collectives de jeunes dans les années 1980. Sans s'arrêter au constat d'échec du « mouvement beur », des travaux de sociohistoire l'éclairent d'un jour nouveau en montrant que les marcheur·euses des années 1980 faisaient de la politique et que les générations suivantes ont continué d'en faire. Les luttes des années 1980 n'ont pas pris fin avec la désagrégation des collectifs à l'origine des marches. Que ce soit dans le champ politique ou associatif, d'autres manières de militer dans la cité ont pris le relais, avec des modes opératoires et des mots d'ordre différents, ce qui revient à nuancer fortement l'image d'une aliénation politique radicale de ces jeunes.

Un nouveau regard sur la Marche et son héritage

L'action collective des jeunes dans les années 1980 a fait l'objet d'une attention nouvelle à partir des années 2000, alors que l'on « célébrait » discrètement les vingt ans de la Marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983. Les publications sur le sujet sont de-

venues plus abondantes encore à l'occasion de son trentième anniversaire, nettement plus médiatisé. La revisitation des luttes du passé est surtout le fait de sociologues qui, délaissant les concepts phares de la sociologie touranienne des mouvements sociaux (intégration, communauté, ethnicité, exclusion...), ont analysé ces processus protestataires à partir d'autres concepts (répertoires d'action, entrepreneurs politiques, ressources, capitaux, circulations...) (Hadj Belgacem et Nasri, 2018).

Le sociologue Abdellali Hajjat est l'une des figures de proue de ce renouveau de la recherche. Dans son ouvrage *Histoire politique des immigrations (post)coloniales : France, 1920-2008*, publié en 2008 avec Ahmed Boubeker, il s'inscrit en faux contre une vision misérabiliste des mobilisations au long cours des immigré-es et de leurs descendant-es qu'il serait réducteur de présenter comme des groupes sociaux uniquement assujettis et dominés. En 2013, A. Hajjat publie *La Marche pour l'égalité et contre le racisme* qu'il qualifie de « *Mai 68 des enfants d'immigrés post-coloniaux* » (Hajjat, 2013, p. 144), au sens où cette « mobilisation improbable » (Mathieu, 1999), permise par l'alliance de différents secteurs de la société, avait libéré la parole et fait émerger un nouvel acteur collectif dans l'espace public. Le caractère littéralement extraordinaire de la séquence tenait aussi à l'impressionnant foisonnement associatif du début des années 1980, consécutif à l'adoption par le gouvernement socialiste de l'époque d'une nouvelle législation libéralisant la création d'associations par les étrangers.

De manière plus ciblée, Abdellali Hajjat (2011) est revenu à nouveaux frais sur les mobilisations ayant précédé la première marche dans le quartier des Minguettes à Vénissieux. À partir de l'exploitation d'archives inédites et la réalisation d'entretiens avec des acteurs clés, il a proposé une lecture alternative au paradigme de l'assimilation/intégration mis en avant par les sociologues touraniens. En s'intéressant aux discours et logiques d'action des militants de SOS Avenir Minguettes, d'abord émeutiers pour certains d'entre eux, avant de s'engager dans l'action non violente, Hajjat a entendu réhabiliter ces militants en tant que « groupe qui parle » et non plus comme « groupe parlé ».

Peu avant le quarantième anniversaire de la Marche de 1983, dont l'anniversaire a été notoirement occulté par les pouvoirs publics et les médias, un ouvrage collectif dirigé par Samir Hadj Belgacem et Foued Nasri (2018) est lui aussi revenu sur l'évènement. Différentes contributions ont permis de déconstruire le « mythe » médiatique d'un mouvement antiraciste et consensuel. À l'encontre de ce récit dépolitisant, ces travaux mettent en

lumière les stratégies et intérêts contradictoires des actrices de l'époque, mais aussi leurs réseaux, savoir-faire et ressources propres (Hadj-Belgacem, Nasri, 2018 ; voir aussi Taharount, 2017).

Certaines publications récentes éclairent le rôle des jeunes femmes dans ces mobilisations, dont le rôle a longtemps été minoré. Didier Lapeyronnie pouvait ainsi écrire en 1987 que les filles *« ne sont nulle part à l'origine de la délinquance ou de l'action collective »* (p. 298). Fatiha Dazi-Heni et Catherine Polac abondaient en 1990, affirmant que *« les filles ont toujours été soit absentes soit reléguées dans des positions subalternes »*, car *« soumises à la domination et au contrôle social des parents, de la fratrie et du voisinage »* (p. 61). Leur réhabilitation devra attendre les années 2000. Noria Boukhobza (2005) suggère que la construction médiatique et scientifique d'un mouvement purement masculin correspondait à la (re)fabrication d'une image rassurante de jeunes garçons non-violents, comme pour exorciser leurs exactions dans les quartiers telles que couvertes par la presse. Pourtant, les filles d'immigrées ont pris toute leur part dans les combats de l'époque (Beaud et Masclet, 2006). Corinne Mélis s'est penchée sur l'association Nanas-Beurs, créée en 1985 en région parisienne, et qui a cherché à articuler les enjeux de la citoyenneté des étrangers avec la promotion des droits des femmes issues de l'immigration (Mélis, 2003). Foued Nasri a, de son côté, mis en lumière le rôle de Zaâma d'banlieue, créée en 1979 à Lyon, dont les animatrices cherchaient à penser ensemble les formes différenciées de domination visant les garçons dans leurs rapports avec la justice et la police, et les filles au sein de l'espace familial, du quartier et de la société dans son ensemble ; dans les deux cas, Zaâma d'banlieue a fait émerger une figure largement occultée de « grande sœur » (Nasri, 2011).

Une autre forme de réhabilitation des luttes du passé a consisté à rappeler le capital d'expériences constitué par les luttes des générations antérieures de l'immigration et leur transmission aux marcheuses des années 1980. L'enjeu est de déconstruire un autre mythe, celui d'une « seconde génération » politisée par contraste avec la supposée apathie de la première, animée par le seul projet de « retour au pays ». À cette représentation, différents travaux ont progressivement opposé une autre lecture mettant en exergue les mouvements anticoloniaux des années 1920 (Hajjat, 2007) et, surtout, la visibilité croissante des luttes des immigrés à partir de 1968, souvent en lien avec des organisations d'extrême gauche au sein desquelles nombre de jeunes maghrébins avaient d'ailleurs fait leurs premières armes (Zehraoui, 1985 ; Bouamama, 1994 ; Zancarini-Fournel, 2002 ; Taharount, 2017).

En sens inverse, des travaux proposent de retisser la trame des luttes postérieures aux marches des années 1980, soulignant d'autres formes de transmission intergénérationnelle. Ils éclairent les multiples tentatives, au cours des années 1990 et 2000, de fédérer des collectifs locaux au sein de réseaux nationaux. Ce fut notamment le cas de Résistance des banlieues (RDB), transformé en Mouvement de l'Immigration et des Banlieues (MIB), dont les revendications étaient multiples, des bavures policières à l'abandon des cités, en passant par le chômage et la précarité des conditions de logement ou encore la mémoire du 17 octobre 1961 (Taharount, 2019). Nés de la rencontre entre Zaâma d'banlieue et des étudiants masculins, les Jeunes Arabes de Lyon et Banlieue dessinent une autre généalogie des luttes, avec des préoccupations initialement centrées sur les déviances policières qui vont muer vers la structuration d'une permanence juridique faisant office de guichet social (Nasri, 2021).

Un renouvellement générationnel se produit au sein de la militance des quartiers après les révoltes de 2005, avec des luttes prenant des orientations très diverses, entre revendications sociales axées sur les doléances des quartiers populaires (par exemple ACLEFEU), revendications centrées sur l'islam avec des organisations créées dans les années 1980 ayant trouvé un nouveau souffle dans la défense des jeunes filles voilées (Union des Jeunes Musulmans de France, Jeunes Musulmans de France, Collectif des Musulmans de France) (De Galember, 2009), ou visées « post-coloniales » et « décoloniales » axées sur la négrophobie, la mémoire de l'esclavage (Cran) ou le racisme systémique (Comité Adama Traoré). Cette dernière orientation semble avoir pris l'ascendant dans la nébuleuse des structures militantes (Hajjat, 2008 ; Kokoreff, 2014 ; Vareilles, 2023). Si la Marche de 1983 a été un vecteur de socialisation politique pour toute une génération de militant-es des quartiers (Boubeker et Hajjat, 2008), la question se pose désormais de son héritage. L'évènement est une référence obligée pour la plupart des militant-es de la génération post-2005, mais ses appropriations sont hétérogènes, ce que favorise son manque d'unité initiale (Hajjat, 2008 ; Kokoreff, 2014).

À l'encontre d'un discours des sciences sociales tenant pour acquis l'épuisement du militantisme de quartier dans les décombres des marches des années 1980 (cf. 1.2.2.), d'autres courants de recherche donnent à voir des continuités dans les mobilisations politiques prenant leur essor à partir de l'espace des quartiers populaires. En d'autres termes, et pour reprendre une expression d'Abdellali Hajjat (2006) souvent reprise, les quartiers

ne sont pas des déserts politiques. Dans un texte publié au lendemain des révoltes de 2005, Michel Kokoreff (2006b) énumérait les nombreux obstacles structurels à l'action militante et revendicative (exclusion, désaffiliation, ségrégation, discrimination, répression...), avant de rappeler les multiples visages des luttes autonomes qui perdurent tout en conservant un ancrage territorial: *« On n'a pourtant là qu'une vision partielle des choses au regard de l'effervescence associative et militante (...) et qui a participé à un renouvellement des formes d'action collective et des militants de cité en marge des structures politiques et syndicales traditionnelles. Nouvelles formes de citoyenneté active, lutte contre l'arbitraire policier et la criminalisation des classes populaires lumpenisées, mobilisations contre une justice à deux vitesses, dénonciation des effets d'une société postcoloniale qui s'ignore et de toutes les formes de racisme et de sexisme: on pourrait multiplier les initiatives émanant d'associations et de réseaux tirant leur légitimité d'un ancrage territorial et d'une résistance à l'égard de toute forme d'instrumentalisation ou de récupération politique »* (p. 529-530; voir aussi Bouamama, 2010).

Un militantisme local protéiforme

Des travaux plus anciens avaient déjà contribué à remettre en question la perception d'une démobilisation massive des jeunes une fois acté l'échec des marches des années 1980. Leurs auteur·ices insistaient sur des dynamiques suscitées par le « retour au local » des marcheuses, bientôt suivies par de nouvelles générations de militant·es. Le mouvement des années 1980 était lui-même hybride, à la fois national et local. Il avait été précédé et s'était accompagné d'une floraison d'initiatives locales, portées par des groupes informels qui se constituaient ou non en associations, et qui revendiquaient hautement leur autonomie vis-à-vis des associations liées aux pays d'origine comme des pouvoirs publics locaux (Zehraoui, 1985; Cesari, 1994; Bouamama, 1994). Des observateurs de l'époque ne cachaient pas leur émerveillement face à la capacité de ces jeunes à convertir la « galère » et la « rage » en actions concrètes tournées vers l'éducation, l'insertion ou la culture, témoignant de leur nouveau statut « d'acteurs en puissance de leur propre histoire, tout en portant les stigmates de l'exclusion » (Leclercq, 1985, p. 165; voir aussi Desbois, 1985).

À lire ce courant de la littérature, ces énergies militantes sont loin d'avoir disparu avec le « mouvement beur ». Elles ont continué à se déployer dans des quartiers devenus les espaces privilégiés de

l'action collective (Battegay et Boubeker, 1997; Leveau et Wihtol de Wenden, 2001), les jeunes femmes jouant là aussi un rôle majeur (Oberti, 1999; Mélis, 2003; Hamidi, 2010b; Arouche et al. 2020). Si la politique de la ville s'est affirmée comme une ressource essentielle, dès les premières opérations de développement social des quartiers, pour soutenir les initiatives des jeunes (Leclercq, 1985), avec toutes les ambiguïtés relevées plus haut (cf. 1.2.2.), des travaux ont aussi pointé des formes d'engagements qui n'auraient pas été seulement mus par des préoccupations matérielles ou symboliques, mais par la volonté de mener un travail plus désintéressé et proprement politique de transformation des conditions de vie dans les quartiers. Telle est la vision optimiste développée par Laurence Roulleau-Berger (1995), selon qui les jeunes ayant accepté des fonctions de médiateurs sociaux auraient eu pour souci de créer des passerelles avec les « petits frères » restés dans la galère. D'autres travaux ont mis l'accent sur des logiques de participation plus informelle à la vie locale, témoignant de l'invention d'une « nouvelle citoyenneté » ou d'une « intelligence des banlieues » axée sur des pratiques solidaires et se déployant en dehors des cadres institutionnels (Taboada-Leonetti, 1997; Belbahri, 1999; Mozère et al., 1999; Anselme, 2001; Kokoreff, 2003; De Linares, 2005).

Des travaux plus récents illustrent aussi des modes d'engagement qui se détournent des canaux traditionnels de l'action politique pour s'orienter vers des formes « d'agir concret ». On peut citer le travail de Nathalie Fuchs (2011) analysant trois associations issues du « militantisme de l'immigration » des années 1990. Leurs causes respectives – revendication des droits, action sociale, retour au religieux – lui semblent symptomatiques des mutations du militantisme dans les cités. Ce nouveau militantisme se différencierait de celui de la génération des années 1980 par le primat exclusif qu'il accorde « *au concret, au local, aux actions tournées vers le groupe lui-même (...) au détriment de l'idéologique et du politique qui caractérisaient la génération militante précédente* » (p. 2). On peut mentionner aussi les observations d'Elsa Lagier (2011) à propos de jeunes engagés dans des associations de quartier qui se disent intéressés par la politique et souhaitent « faire quelque chose » pour leur quartier. Ces jeunes acquièrent des connaissances et des compétences politiques, mais ils ne souhaitent pas les convertir en positions politiques plus formelles au sein de leur ville, préférant se positionner en « médiateurs traducteurs » entre différentes sphères sociales. On peut évoquer enfin la recherche-action participative du Collectif Pop-Part qui, tout en soulignant la défiance des jeunes à l'égard de la politique traditionnelle, dessine en

contrepoint « *un rapport à la politique fondé sur un pouvoir d'agir* ». Ce qui importe à ces jeunes, ce sont des « *politiques concrètes* » permettant d'agir tout à la fois sur leur situation propre, en tant que jeunes, et sur les problèmes sociaux plus larges du quartier. « *Leur expérience de la politique est avant tout une expérience sociale qui se décline en des formes multiples d'engagement, singulières ou collectives, innovantes et formatrices, sociales et politiques* », soulignent les auteur·ices (Bacqué et al. 2021b, p. 175-176).

La recherche d'alternatives aux formes classiques de l'engagement politique n'a pas empêché certains collectifs de prendre le chemin de l'engagement électoral. Dans les années 1990, plusieurs travaux avaient signalé l'émergence d'une élite politique maghrébine dans la foulée du « mouvement beur » (Cesari, 1992; Wihtol de Wenden, 1993; Geisser, 1997), et l'on peut se souvenir que l'une des fondatrices des Jeunes Arabes de Lyon et Banlieue, Djida Tazdaït, avait été élue au Parlement européen en juin 1989 sur la liste des Verts (Nasri, 2021). Au-delà de ces parcours individuels, la démarche peut être aussi collective à l'image du Tactikollectif et du groupe musical Zebda qui, partis du quartier des Izards à Toulouse, ont fait élire des membres de la liste autonome des Motivé-e-s aux élections municipales de 2001 (Zoïa et Visier, 2001; Lefebvre, 2003; Tanabé, 2018).

La religion musulmane constitue une autre modalité de l'implication des jeunes dans la vie locale. Au début des années 1990, les associations de jeunes portant des revendications proprement religieuses, au nom du « droit à la différence » (reconnaissance des fêtes du calendrier musulman, construction d'une mosquée, etc.), s'étaient rapidement heurtées à la fermeture des autorités locales (Cesari, 1994). D'autres associations, comme l'Union des Jeunes Musulmans de France, avaient été créées par d'anciens militants du « mouvement beur » pour faire au contraire de l'islam un vecteur d'engagement social et civique des jeunes musulmans (De Galember, 1995, 2009). Depuis lors, ce « militantisme social » des jeunes musulmans s'est fortement implanté dans les quartiers populaires (De Ridder, 2003; Piettre, 2017), leurs actions de solidarité bénéficiant parfois d'une forte reconnaissance publique (Kakpo, 2007).

Quelle qu'en soit l'orientation, le militantisme de cité requiert des capitaux scolaires et/ou culturels et des compétences politiques préalables, même si des individus dépourvus de ces dispositions peuvent aussi faire « carrière » grâce à une socialisation par l'action (Fuchs, 2011). Cette dimension socialement sélective du militantisme était déjà perceptible dans les luttes des

années 1980, où les « dominants parmi les dominés » (Mathieu, 2004) étaient les plus disposés à s'engager dans des actions protestataires (Taharount, 2017). Quelques décennies plus tard, Akim Oualhaci (2016) a identifié des « figures d'intellectualité en milieux populaires » qu'il nomme les « têtes de quartier ». Il s'agit souvent de jeunes adultes qui ne s'impliquent pas dans des actions protestataires, mais jouent un rôle central dans le tissu social local. Fortes de ressources culturelles et éducatives, acquises parfois en autodidactes, ces figures mobilisent leur savoir pour soutenir d'autres habitant·es et socialiser des jeunes à travers des actions éducatives ou culturelles. Leur légitimité repose tout à la fois sur leur proximité avec les habitant·es et leur capacité à naviguer entre cultures populaires et légitimes, brouillant les frontières entre le savant et le populaire.

3.1.2. LES QUARTIERS COMME ESPACES DE CRÉATIVITÉ

Les sciences sociales ont toujours prêté une grande attention aux pratiques et créations artistiques des « jeunes de banlieue ». Dès la fin des années 1970, la musique et le théâtre ont été perçus comme des leviers majeurs de la mobilisation et de la reconnaissance des « jeunes maghrébins » qui sortaient de l'ombre. L'expression artistique apparaissait alors intimement liée à leurs combats politiques. Puis le hip hop s'est imposé comme figure emblématique de la création culturelle dans les quartiers, au risque de sur-interpréter le message politique des rappeurs. Si la musique, mais aussi le sport et les initiatives entrepreneuriales des jeunes, témoignent de l'« inventivité des banlieues », leur signification n'est pas univoque, entre expression de solidarités collectives et stratégies individuelles d'insertion.

*La création artistique entre résistance politique
et quête de notoriété individuelle*

Les liens entre le « mouvement beur » et l'expérience de Rock Against Police, qui organisait des concerts de rock gratuits dans des cités de la région parisienne entre 1979 et 1982, puis le succès du groupe Carte de séjour, aux orientations musicales plus métissées, ont été amplement documentés dès les années 1980. Pour les observateurs de l'époque, cette effervescence musicale participait à l'évidence d'une conscientisation politique de la « seconde génération » d'immigrés. En 1982, Gérard Desbois et Robert-Jean Leclercq écrivaient, dans un numéro de *Migrants formation*

consacré à « l'animation et l'expression culturelles des migrants et enfants de migrants », que « *la multiplication quasi exponentielle des groupes de musique rock chez les nouvelles générations issues de l'immigration fait de cette forme d'expression musicale le véhicule privilégié de manifestations importantes au cours desquelles ces jeunes prennent conscience de leur situation. (...) Le rock est aujourd'hui pour les jeunes d'origine immigrée mais aussi pour l'ensemble des jeunes des cités nouvelles ce que le jazz fut autrefois aux noirs américains* » (Desbois et Leclercq, 1982, p. 83).

L'ouvrage d'Adil Jazouli sur *L'action collective des jeunes Maghrébins de France*, paru en 1986, consacrait d'importants développements à ce phénomène musical, dans lequel l'auteur voyait la possibilité « *de transmettre un message directement politique* » à la jeunesse des banlieues (p. 104). L'auteur s'intéressait aussi au rôle de nouveaux médias, comme Radio Beur à Paris, Radio Gazeille à Marseille, le journal Sans Frontières ou encore l'agence de presse Im'media. Il soulignait également la visibilité de troupes de théâtre – « Kahina », « Week-end à Nanterre », « Zaama de Banlieue » – créées par de jeunes femmes à la fin des années 1970. Il analysait ce théâtre comme « *une sorte de "laboratoire culturel" où s'élaborent des analyses, des reconnaissances et des solidarités qui peuvent être un des terrains de l'action collective des jeunes issus de l'immigration maghrébine* » (ibid., p. 103). Dès 1984 était publié un ouvrage spécifiquement consacré au « théâtre beur », considéré comme un espace de libération de la parole de jeunes femmes sur les conflits familiaux que traversait leur génération et les exclusions qu'elles subissaient dans la société (Chick et Zehraoui, 1984).

Les institutions sociales et culturelles ont rapidement perçu l'intérêt de ce foisonnement d'initiatives qui se déployaient souvent dans une complète autonomie et que ces institutions ont cherché à capter et à encadrer. L'exemple du groupe Zebda, à Toulouse, est emblématique d'une émancipation réussie vis-à-vis de ces cadres institutionnels. À la fin des années 1970, Magyd Cherfi, chanteur et parolier du groupe, avait été initié à diverses activités culturelles sous la houlette d'une éducatrice spécialisée. Le groupe Zebda est né dans ce contexte, avant d'acquérir une complète autonomie à mesure qu'il conquerrait un large public, jusqu'à obtenir le prix du meilleur album aux Victoires de la musique en 2001. Associé au Tactikollectif, le groupe a toujours réussi à mêler jusqu'à aujourd'hui action politique (y compris dans le champ électoral, cf. supra), éducation populaire et création artistique dans les domaines les plus variés (théâtre, expositions, films...) (Tanabé, 2018).

D'autres pratiques culturelles des « jeunes de banlieue » vont intéresser des chercheurs à partir des années 1980. Il y a d'abord eu le phénomène des « tags » couvrant le métro parisien puis d'autres espaces urbains, que les pouvoirs publics et les médias regardaient comme des actes de vandalisme. Michel Kokoreff (1991) et Alain Vulbeau (1992) vont lui donner d'autres interprétations que la seule dimension transgressive de « souillure » des bâtiments et lignes de transport. Pour le premier, il s'agissait moins d'« *un mouvement collectif que des individualismes en mouvement* », bricolant du sens et des repères pour se constituer un « nous » susceptible de conjurer l'exclusion (p. 24). Pour le second, il s'agissait d'une expression mêlant la tradition revendicatrice et existentielle du graffiti à l'invention de codes adaptés aux espaces métropolitains modernes.

Mais le phénomène qui va retenir le plus l'attention des chercheurs est incontestablement celui du hip hop et de son ancêtre, le « smurf », lequel a fait l'objet d'une publication pionnière de Christian Bachmann et Luc Basier en 1985. Les auteurs définissaient cette pratique de danse et de défis dans l'espace public comme « *une représentation de soi, un parcours initiatique et un ensemble de rites de communication qu'il faut maîtriser* ». Le smurf aurait été aussi « *le pacifisme, la fraternité mondiale des opprimés, le rassemblement de toutes les races* » (p. 63). Rapidement, la pratique du smurf sera délaissée au profit d'une pratique plus large, celle de la danse hip hop et de son expression musicale, le rap, resté jusqu'à aujourd'hui l'emblème des « nouvelles cultures urbaines » aux yeux des pouvoirs publics, des médias, du grand public, mais aussi des sciences sociales.

L'étude du hip hop est devenue un champ scientifique à part entière depuis la publication, en 1990, d'un essai, *Le Rap ou la fureur de dire*, qui lui était entièrement consacré. Les auteurs, Georges Lapassade et Philippe Rousselot, respectivement psychosociologue et historien, ne se contentaient pas de retracer les différentes phases de son développement dans la France des années 1980. À leurs yeux, le rap était d'abord une parole collective exprimant la révolte des « jeunes issus de l'immigration », au nom desquels ils s'exprimaient. Suivra le livre d'Hugues Bazin, publié en 1995 sous le titre *La Culture hip-hop*, qui défend la thèse d'une fusion entre rappeurs et jeunes des cités. En 1998, Manuel Boucher publie à son tour *Rap, expression des lascars : significations et enjeux du Rap dans la société française*, ouvrage dans lequel il défend l'idée selon laquelle « *au sein du mouvement rap se construit, en zone urbaine, une forme de résistance culturelle face à la société*

duale» (Boucher, 1998, p. 23). L'auteur entrevoit néanmoins une autre tendance, celle de l'intégration du rap français à la société de consommation et au monde du « show-biz ».

Comme les publications précédentes, celle de M. Boucher insiste sur l'ethnicité des rappeurs tout en notant le caractère souvent interethnique de leurs groupes, ce qui signalerait un refus de s'enfermer dans une identité communautaire pour privilégier l'expression collective des opprimés. Laurent Mucchielli va prolonger cette analyse dans un article intitulé *Le rap, tentative d'expression politique et de mobilisation collective de jeunes des quartiers relégués*. Là où M. Boucher voyait dans le rap l'expression d'une société multiculturelle fédérant aussi des jeunes de la classe moyenne, Mucchielli défendait l'idée que les rappeurs expriment à la fois un sentiment de « victimation collective » et un attachement profond aux valeurs républicaines, à l'encontre des stéréotypes qui les associent à la violence (Mucchielli, 1999b).

Dans sa thèse consacrée au sujet, Louis Jesu (2016) relève une inflexion des travaux de recherche depuis le milieu des années 2000, avec notamment Karim Hammou, auteur lui aussi d'une thèse soutenue en 2009 et qui évacue désormais la dimension politique du rap. Jesu montre que les productions scientifiques récentes tendent à lire cette pratique musicale à travers des prismes nouveaux tels que ses aspects marchands, sa diversité esthétique, la professionnalisation de ses pratiquants, etc. Prolongeant le travail de Sylvia Faure et Marie-Carmen Garcia sur la danse hip hop (2005, 2008), cet auteur va également attirer l'attention sur la dimension genrée du hip hop, où les jeunes femmes occupent certes une place minoritaire, mais dans un courant musical qui serait loin d'être uniformément « *une culture d'hommes* », « *machiste* » ou « *sexiste* » (Jesu, 2019).

Au-delà du rap, différents auteurs ont signalé la tension, voire la contradiction traversant l'expression artistique des « jeunes de banlieue », partagée entre d'une part la quête de notoriété individuelle et la soumission aux règles commerciales, et d'autre part la fidélité et l'ancrage des artistes dans la communauté du quartier dont ils et elles sont issu-es. À la suite d'Alain Battegay qui soulevait déjà cette question en 1985, Ahmed Boubeker (1997) met par exemple en garde contre la tentation de célébrer « *la réussite d'une petite minorité et de crier au miracle de l'intégration, en oubliant les masses de laissés-pour-compte dans les cités d'exil* ». Il relève chez certain-es artistes « *la tentation du reniement du social et de la passerelle artistique pour sortir de la cité* », alors que d'autres « *ont quitté leur cité pour suivre leur propre voie, sans oublier pour*

autant leur expérience des quartiers» (p. 53-54). Une dizaine d'années plus tard, Abdellali Hajjat (2008) se montrait plus pessimiste. Rappelant que les médias alternatifs et le mouvement hip hop des années 1980 et 1990 étaient conçus comme «*des outils politiques véhiculant la contestation*» (p. 254), il regrettait l'autonomisation progressive de ces modes d'expression vis-à-vis de la sphère du politique et leur soumission croissante aux exigences du monde médiatique et culturel.

Filières de professionnalisation ou miroir aux alouettes?

Les créations culturelles, mais aussi les pratiques sportives et les initiatives économiques des jeunes, ont été également interrogées sous l'angle de leur contribution à l'insertion, au-delà de la réussite spectaculaire de quelques «stars» issues des quartiers.

S'agissant des pratiques culturelles et artistiques, les conclusions des chercheur·euses sont mitigées. Dans plusieurs publications parues au cours des années 1990, Laurence Roulleau-Berger (1991, 1995, 1999) s'est attachée à décrire le passage de jeunes du monde de la précarité à d'autres mondes sociaux. Ce qu'elle désigne comme «espaces intermédiaires», soit l'ensemble des espaces physiques et sociaux de transition vers la vie professionnelle, peuvent être des tremplins vers une socialisation professionnelle, les compétences des jeunes devenant «affiliatives», mais dans d'autres cas, les compétences acquises s'avèrent «désaffiliatives» et les jeunes risquent alors de s'adonner à la culture de la rue. Alain Vulbeau (2002) a formulé des constats assez proches à propos de pratiques comme le hip hop. Elles ne seraient propices à l'insertion que si les compétences de «savoir-être» et de «savoir-faire» reçoivent une validation et sont reconnues comme légitimes par les instances productrices d'insertion. Toujours à propos du hip hop, plusieurs auteur·ices ont remarqué que peu de pratiquant·es parvenaient à en dégager un revenu suffisant (Faure et Garcia, 2005; Hammou, 2012; Clech, 2019). Louis Jesu identifie néanmoins un chemin de professionnalisation consistant à créer des associations dont la vocation est de transmettre cette pratique aux plus jeunes. Les soutiens publics peuvent alors assurer des revenus à un ensemble de praticien·nes plus ou moins réguliers du hip hop qui se positionnent comme professeurs de danse, animateur·ices d'ateliers d'écriture de rap ou de graff, etc. (Jesu, 2017).

Les observations des chercheur·euses sont nettement plus critiques et pessimistes concernant les pratiques sportives des jeunes. Ils et elles ont tout d'abord loué les pratiques spontanées,

auto-organisées et informelles des jeunes dans l'espace public, que les dispositifs publics ont toujours eu du mal à canaliser vers les clubs et associations sportives (Chantelat et al. 1996; Vieille Marchiset, 2007; Penin, 2023). Mais la recherche a surtout dénoncé le discours mystificateur des pouvoirs publics, particulièrement prégnant après la victoire de l'équipe de France « multicolore » lors de la coupe du monde de football de 1998, concernant les vertus « intégrationnistes » du sport, avec Zinedine Zidane, issu des quartiers nord de Marseille, érigé en héros de la République (Abdallah, 2000). Le mythe du sport comme « creuset d'intégration » correspond à un imaginaire construit autour du parcours de footballeurs issus des immigrations italienne ou polonaise. Certains chercheurs ont contribué à forger ce mythe (Beaud et Noiriel, 1990), considérant que ce mode d'intégration ne fonctionnerait plus aussi efficacement dans le contexte de ségrégation urbaine et d'effondrement des valeurs du monde ouvrier (Beaud, 2011b).

Reste qu'aucune étude concernant les quartiers populaires n'est parvenue à démontrer les effets intégrateurs du sport, que ce soit sur l'apprentissage de normes comportementales, de valeurs morales ou d'insertion professionnelle des jeunes (Gastaut, 2003; Falcoz et Koebel, 2005; Gasparini et Vieille-Marchiset, 2008; Penin, 2023). Dans de rares cas, le sport d'élite peut faire figure d'ascenseur social, mais les réussites ne concernent par nature qu'un nombre réduit de « champions des cités » (Gasparini, 2010). Et c'est sans compter avec le retrait massif des filles pour des raisons qui tiennent beaucoup plus à l'offre institutionnelle qu'à la demande émanant de ce public (Guérandel, 2016).

Le mythe du « salut social » par le sport ferait donc écran à la réalité de l'impasse dans laquelle se trouvent nombre de jeunes en difficulté d'insertion. Pire, selon William Gasparini et Gilles Vieille-Marchiset, auteurs du *Sport dans les quartiers* (2008), la tendance des politiques publiques à inculquer un habitus entrepreneurial aux jeunes des quartiers créerait une logique perverse de responsabilisation et de culpabilité individuelles particulièrement perceptible dans le domaine sportif. Fondé sur le principe d'une égalité de départ, le sport débouche sur une inégalité de résultats qui ne pourrait que renforcer le sentiment d'un échec que l'individu s'attribue à lui-même.

Ces analyses critiques tranchent avec celles, plus positives, sur les initiatives économiques des jeunes. L'entrepreneur est une figure de réussite classique dans la sociologie de l'immigration, car associé à d'autres critères de réussite (esprit d'entreprise, sens des relations, insertion dans des réseaux) que ceux fondés sur les

valeurs méritocratiques de l'école républicaine (Streiff-Fénart, 2006). La création d'entreprise est aussi un moyen pour ce public de contourner un marché du travail excluant et discriminatoire (Madoui, 2004).

C'est dans ce contexte que l'on assiste, depuis une vingtaine d'années à la promotion insistante par les pouvoirs publics de dispositifs de soutien aux initiatives entrepreneuriales des jeunes dans les quartiers de la politique de la ville (Trindade-Chadeau, 2019), complétée par des discours médiatiques célébrant les « succès » des jeunes entrepreneur·euses (Clément, 2020). La production scientifique sur ce sujet est elle-même assez récente. On dispose tout d'abord de données révélant le net décalage entre l'intention de créer une entreprise et sa création effective par des jeunes des quartiers populaires. Beaucoup de jeunes ayant abandonné leurs études désirent créer leur entreprise, mais ils renoncent souvent au vu des obstacles administratifs (Trindade-Chadeau, 2019). On sait également que les femmes entrepreneuses sont nettement plus jeunes que leur homologues masculins, mais qu'elles sont moins souvent employeuses et exercent plus souvent une seconde activité professionnelle (Van de Walle et Aldeghi, 2015), ce qui suggère que les revenus tirés de leurs activités entrepreneuriales sont insuffisants.

Comme souvent, les enquêtes qualitatives ont plutôt été réalisées auprès de jeunes hommes. Au cours d'une enquête sur les « parcours et devenir de jeunes Français d'origine maghrébine » d'une cité du sud-est de l'agglomération lyonnaise, Emmanuelle Santelli (2007) a identifié un profil de « self made men », massivement masculins, qui souvent n'habitent plus le quartier, même si certains s'y rendent régulièrement. Ce groupe se caractérise par sa déception vis-à-vis du salariat, mais aussi par des projets affirmés d'ascension sociale, pour lesquels ils mobilisent les ressources à leur disposition (réseaux de connaissance, expériences familiales, etc.). Lorsque leur projet se concrétise, ces jeunes parviennent à renforcer leur estime de soi et à changer le regard des autres sur eux. Mais E. Santelli souligne la fragilité de cette situation et le risque de basculer à nouveau du côté de la galère.

On peut signaler aussi le portrait que fait Samina Mesgarzadeh (2017) d'une « figure entrepreneuriale en banlieue parisienne » (titre de son article), celle d'un jeune homme de trente ans dirigeant des entreprises du bâtiment qui emploient une trentaine de salarié·es. Issu d'une famille de travailleurs immigrés marocains instruits, il incarne une figure entrepreneuriale dont la notoriété a progressivement dépassé le niveau local. Il navigue ainsi entre

différents mondes sociaux et, de façon significative, il se soucie du développement économique dans le quartier et la ville où il a grandi. Loin de reprendre à son compte le mythe de l'entrepreneur ne devant sa réussite qu'à lui-même, ce jeune homme insiste sur la dimension collective de son activité d'entrepreneur. Son capital social est impressionnant puisqu'il est tout à la fois président d'une pépinière d'entreprises et d'un club d'entrepreneurs, administrateur de la mission locale et d'une agence de développement économique en Seine-Saint-Denis, et membre d'un groupe de travail mis en place par le ministère de la Ville.

Ce profil semble toutefois peu représentatif des jeunes entrepreneur·euses de quartier. Les données statistiques montrent clairement que le « boom » de l'entrepreneuriat dans les quartiers de la politique de la ville est consécutif à la création d'un nouveau statut d'auto-entrepreneur à la fin des années 2010. Beaucoup de jeunes hommes utilisent ce statut pour développer une activité « ubérisée » de chauffeur VTC ou de livreur à deux-roues. Comme le montrent Sarah Abdelnour et Sophie Bernard (Abdelnour et Bernard, 2019 ; Bernard, 2023), l'attraction de ces métiers que d'aucuns qualifient de salariat déguisé, n'est pas sans lien avec l'expérience des discriminations et des conditions d'emploi précaires et pénibles sur le marché du travail classique. Très faciles d'accès, les plateformes numériques peuvent alors faire figure de « planche de salut », amenant des jeunes à renoncer au salariat pour tenter leur chance comme travailleurs indépendants. Mais pour beaucoup, le désenchantement est rapide. Les campagnes de communication agressives de la société Uber dans les quartiers populaires des grandes métropoles (en partenariat avec Pôle emploi) ont attiré de nombreux candidats à partir de 2015, mais le contrôle algorithmique de l'activité de chauffeur a plutôt fonctionné comme un piège au regard de la « liberté » promise, et le faible niveau de rémunération peut maintenir ces travailleurs dans une « trappe à pauvreté ». Le sort des livreurs à deux-roues, massivement recrutés dans les quartiers populaires (Cortesero et Kirszbaum, 2024) apparaît moins enviable encore.

On peut enfin évoquer une dernière figure que l'on pourrait qualifier d'« entrepreneur informel », celle qui s'ancre dans « l'économie de survie » ou « de subsistance » des quartiers populaires. Il a été montré que le travail informel dans ces quartiers permettait à ses habitant·es de résister au stigmatisme et à la précarité (Garnier-Muller, 2000). Plus récemment, les travaux du Collectif de chercheur·euses Rosa Bonheur (2019a, 2019b) ont documenté la profusion d'activités économiques situées aux franges de la

légalité. L'exemple de la mécanique de rue met en lumière les compétences qui s'apprennent en partie dans la rue, dès le plus jeune âge, et se diffusent de pair à pair à travers la pratique de la réparation ou du bidouillage. Cette activité ouvre un horizon professionnel à de jeunes hommes des classes populaires sortis prématurément de l'école et victimes pour nombre d'entre eux de préjugés racistes sur le marché du travail formel.



3.2. DES MOBILITÉS ET TRAJECTOIRES DIFFÉRENCIÉES

À la lumière des travaux qui viennent d'être présentés, on voit que la jeunesse des quartiers populaires n'est pas réductible ni à la figure de l'exclu condamné à subir sa condition, ni à la figure du jeune enfermé dans son ghetto et n'ayant pour seul horizon que la « cité » où il croupit en se livrant à des activités délictueuses. Les recherches présentées ici dessinent au contraire l'image de jeunes qui tentent de s'émanciper, collectivement ou individuellement, et qui mobilisent à cette fin une variété de ressources et de compétences, même si leurs entreprises ne sont pas forcément couronnées de succès.

Comment réunifier ces trois figures qui contiennent sans doute chacune leur part de vérité ? Les sciences sociales disposent pour cela d'un outil : la typologie. Si elle est parfois contestée pour ses effets réifiantes (voir infra 3.2.2.), cette méthode donne à voir la diversité de situations qui marque la jeunesse des quartiers populaires. Depuis les années 1990, les sciences sociales n'ont pas été avares en construction de typologies visant à saisir l'hétérogénéité de cette jeunesse, que la plupart des chercheur-euses s'accordent à reconnaître, même si leur travaux tendent à mettre l'accent sur telle ou telle catégorie de jeunes.

Nous allons à présent citer quelques-unes de ces typologies, construites autour de deux grandes questions qui traversent la recherche depuis plusieurs décennies : celle du rapport des jeunes à l'espace, soit la question de la mobilité dans la ville, et celle du rapport au temps, soit la question des trajectoires sociales des jeunes. Dans un cas comme l'autre, les travaux qui vont être présentés renforcent l'hypothèse selon laquelle les jeunes ne sont pas purement « exclus » ni « ghettoïsés », mais qu'une partie d'entre eux déploie des stratégies individuelles d'émancipation vis-à-vis de leurs quartiers et milieux d'origine.

3.2.1. L'ESPACE : DES JEUNES MOBILES DANS LA VILLE

Différentes recherches invitent à ne pas subsumer les pratiques sociales de l'ensemble des « jeunes de banlieue » sous la seule catégorie des jeunes hommes et adolescents pour qui la « cité » semble constituer le seul véritable espace de socialisation, et dont la capacité à se mouvoir dans d'autres espaces urbains et mondes sociaux serait pour ainsi dire plombée par leur ancrage excessif

dans l'espace du quartier. Examinant la question des mobilités, ces travaux mettent en évidence différents déterminants de la mobilité, à commencer par les variables familiales, scolaires et de genre. Ils s'intéressent également aux perceptions et usages différenciés que les jeunes font de différents types d'espaces. Certains de ces travaux insistent plus particulièrement sur les spécificités genrées de la mobilité.

*Du quartier à la ville, une fréquentation différenciée
des espaces urbains*

Au cours des années 1990, plusieurs publications ont établi des typologies de la mobilité des jeunes assez similaires, quoiqu'assez rudimentaires. Dans leur ouvrage intitulé *Du bon usage de la distance chez les sauvageons* (1999), Azouz Begag et Reynald Rossini distinguaient deux formes de mobilité des « jeunes des cités » : la première est la mobilité collective du groupe de pairs consistant à déplacer symboliquement le quartier vers le centre-ville, en s'appropriant par exemple des lieux emblématiques comme le quartier d'affaires de La Défense ; la seconde forme de mobilité est individuelle et correspond à une volonté d'autonomisation qui conduit des jeunes à s'émanciper d'une sociabilité de proximité étouffante en investissant des espaces plus anonymes.

À partir d'une recherche conduite en Île-de-France, Michel Kokoreff et Alain Vulbeau (1994) identifiaient pour leur part trois types de mobilités. Les deux premières catégories distinguées orientaient vers l'idée d'une émancipation des jeunes : les « mobilités de désenclavement » permettant à des jeunes vivant dans des quartiers sous-équipés de s'échapper vers des centralités commerciales ou des hauts lieux (centres commerciaux de La Défense ou du Forum des Halles, Champs-Élysées...) ; les « mobilités aléatoires » conduisant les jeunes à s'extraire de leur quartier, non pour rejoindre un lieu particulier, mais pour s'en remettre au hasard des rencontres ; enfin les « mobilités déviantes » des jeunes se livrant à des actes de vandalisme, d'agressivité ou de provocation.

Il a fallu attendre la publication du livre de Nicolas Oppenheim, *Adolescents de cité : l'épreuve de la mobilité* (2016), pour bénéficier d'une analyse plus complète des déplacements quotidiens d'adolescent·es vivant dans des « zones urbaines sensibles ». S'appuyant sur des enquêtes statistiques, ethnographiques et des entretiens menés en Île-de-France, l'auteur explore la mobilité des jeunes à travers trois dimensions : l'accessibilité, liée aux facteurs socio-économiques et territoriaux ; les dispositions, forgées

au sein des familles et des quartiers ; et les épreuves vécues dans des interactions avec des citadins de milieux différents. Ainsi, l'auteur propose-t-il une analyse des « manières d'habiter » (Authier, 2001b) les ZUS, variant selon les caractéristiques socio-démographiques et expériences individuelles des adolescent-es. Sa typologie comporte pas moins de huit types de comportements de mobilité, dont quatre au sein desquels les garçons et les filles sont respectivement majoritaires, permettant de distinguer différents niveaux d'attachement des jeunes à leur quartier : celui-ci est fort pour le groupe des « adolescents du quartier », des « associatifs », des « filles de bonne famille » et des « guerrières », alors que d'autres groupes ne fréquentent qu'épisodiquement le quartier, voire le rejettent (les « flâneurs », les « passionnés », les « flâneuses exclusives » et les « encadrées »). Ces comportements peuvent se modifier avec l'âge et au gré de divers événements, explique Nicolas Oppenchain.

De façon moins systématique, d'autres recherches réalisées à partir des années 2000 ont interrogé les corrélations entre certains types de sociabilités et d'attributs sociaux ou familiaux des jeunes, et leurs fréquentations différenciées des espaces urbains. Il en ressort que tous les jeunes n'investissent pas de la même manière les relations avec leurs pairs au sein du quartier, avec lequel ils entretiennent des rapports plus ou moins distanciés. En fonction de certaines caractéristiques, des jeunes sont plus ou moins tournés vers les espaces extérieurs du quartier. À l'issue d'une observation participante dans une association fréquentée par des adolescent-es, Julie Deville (2007) estime que même si le quartier a été le lieu d'une socialisation précoce, le rapport à l'espace urbain des adolescent-es évolue et se diversifie au fil du temps. Ainsi, même le sentiment « d'être du quartier » n'aboutit pas aux mêmes usages de ce territoire. Sous l'influence des familles et de l'école, certains jeunes – et pas uniquement les filles – considèrent le retrait du quartier et/ou la fréquentation d'autres espaces comme un moyen d'asseoir une plus grande maîtrise sur leur vie. Si d'autres jeunes investissent plus fortement le quartier, voire tentent de se l'approprier, il s'agit davantage, selon la chercheuse, d'un continuum d'attitudes que d'une opposition tranchée entre ces deux pôles.

Dans une recherche sur les « rapports sociaux et de sexe » dans un grand ensemble de Saint-Etienne, Sylvia Faure (2005) montre aussi que le voisinage ne constitue pas nécessairement un facteur d'enfermement pour tous les jeunes. Comme J. Deville, elle observe que les ressources relationnelles de proximité n'ont pas le

même poids en fonction du parcours scolaire et de la vie familiale des jeunes, et que l'importance de ces sociabilités peut évoluer en fonction d'événements marquant du cycle de vie. S. Faure note que les jeunes dotés de capitaux scolaires sont souvent associés à une plus grande diversité de ressources relationnelles et d'espaces sociaux fréquentés. Cela ne signifie pas qu'ils évitent systématiquement les interactions avec leurs pairs au sein du quartier, mais qu'ils les investissent différemment, en leur donnant moins de poids que d'autres jeunes.

Une recherche ethnographique de Fabien Truong (2012) s'intéresse non pas aux attributs sociaux et familiaux des jeunes d'un lycée de Seine-Saint-Denis, mais à leurs pratiques et perceptions de différents types d'espaces parisiens. Son étude montre que ces lycéen·nes sont loin de vivre en insularité. À rebours de la représentation médiatique du jeune de banlieue enfermé dans son quartier, ces jeunes sont rompus à l'usage des transports en commun et Paris fait bel et bien partie de leur paysage. Mais leurs déplacements dans Paris conduisent à une appropriation différenciée des espaces sur lesquels ces jeunes projettent leur propre identité territoriale, sociale et ethno-raciale. Leur rapport à la ville de Paris est ainsi marqué par des perceptions contrastées entre : le « blanc Paris », que les jeunes évitent car il symbolise le poids de la domination sociale et ethno-raciale ; le « Paris poubelle », qui désigne des lieux dévalorisés au sein de la capitale, mais dans lesquels les lycéen·nes relativisent leur propre position sociale ; enfin, le « Paris quotidien » – notamment le Forum des Halles et ses abords qui constituent un haut lieu de la sociabilité juvénile banlieusarde – est perçu comme un espace accessible où ces jeunes parviennent à se sentir chez eux. F. Truong conclut en considérant que les déplacements entre la Seine-Saint-Denis et Paris ont peu à voir avec le modèle de confinement systématique propre au ghetto, un terme d'ailleurs massivement rejeté par les lycéen·nes pour qualifier leur propre espace résidentiel (voir aussi le livre de Nicolas Jounin, *Voyage de classes : des étudiants de Seine-Saint-Denis enquêtent dans les beaux quartiers*, 2008).

On peut mentionner enfin le travail ethnographique pionnier de Catherine Foret et Pascal Bavoux (1990) sur la Rue de la République dans le centre de Lyon, point nodal du « voyage en ville » des filles et garçons des quartiers périphériques. Pour ces jeunes, la « Rue de la Ré » jouait le rôle d'espace de rencontres où différentes banlieues se mélangeaient, non pas sur le mode conflictuel de l'affrontement des bandes, mais sur celui des relations individualisées. Vingt ans plus tard, Jean-Marc Berthet (2007) est re-

venu sur les mêmes lieux pour réaliser une observation pendant plus d'une année sur les pratiques des jeunes banlieusards et en étendant son périmètre d'observation au centre commercial de la Part-Dieu. Il conclut que ces espaces sont avant tout des hauts lieux de la drague adolescente, individuelle ou en groupe, et que la seule véritable différence entre les deux espaces étudiés est le contrôle policier qui s'y exerce fortement (la Part-Dieu) ou non (Rue de la République)

Les mobilités spécifiques des filles

La question de la mobilité urbaine des filles comparée à celle des garçons a également suscité un intérêt croissant de la recherche depuis les années 2000. Les conclusions sont globalement convergentes et peut-être contre-intuitives : les filles sortent davantage de leur quartier que les garçons. C'est ce que montrent Houria Kebabza et Daniel Welzer-Lang (2003) dans le cadre d'une recherche auprès de jeunes habitant·es de différents quartiers populaires de Toulouse. Les filles négocient avec leurs parents de pouvoir se rendre au centre-ville ou dans d'autres lieux, afin de se soustraire au contrôle des garçons dans la cité. Mais il est intéressant de relever que des garçons, pourtant réputés immobiles dans leur cité, sont eux aussi en quête d'anonymat et de liberté et qu'ils fréquentent également des espaces centraux.

Laurence Buffet (2005) fait des observations similaires à propos de jeunes des régions Île-de-France et Rhône-Alpes. Les filles trouvent dans les espaces centraux de la grande ville un anonymat où elles peuvent créer des liens amoureux, en échappant au contrôle et aux regards du quartier (voir également Santelli, 2010). L. Buffet montre néanmoins que l'accès à l'espace urbain des adolescent·es suppose une négociation familiale qui ne se réalise pas de la même manière pour les garçons et les filles, ces dernières étant soumises à un contrôle parental plus strict. Leur liberté de circulation étant plus limitée, elles développent des stratégies pour l'accroître, en ayant recours au non-dit et au mensonge.

La recherche précitée de Sylvia Faure à Saint-Étienne (2005) aboutit aux mêmes constats, même si elle insiste davantage sur la variable scolaire. Ce sont en effet les filles connaissant une certaine réussite scolaire qui fréquentent la plus grande variété d'espaces et dont les sociabilités sont les plus diversifiées. La chercheuse observe que les mobilités des filles sont facilitées grâce aux prétextes multiples qu'elles trouvent dans les rôles sociaux qui leur sont assignés (aller chercher les petits frères et sœurs à

l'école, les accompagner pour des loisirs, accompagner une sœur aînée lors de ses courses en ville, se rendre à la bibliothèque pour un travail scolaire, etc.). Ainsi, « à condition de négocier un horaire et une heure de retour, à condition de savoir persuader sa famille que l'on est avec des « copines sérieuses », la ville devient un territoire de relative liberté de mouvement » (Faure, 2005, p. 94).

S. Faure constate surtout que les différences de sexe jouent moins fortement que les clivages sociaux au sein d'une même classe sexuelle quant aux processus de socialisation. On retrouve ici l'importance de la variable scolaire : les filles issues de milieux défavorisés et en difficulté scolaire sortent nettement moins en ville que les filles en réussite scolaire issues de milieux plus favorisés qui négocient sans difficulté ces sorties avec leurs parents. La chercheuse remarque enfin que même les garçons qui évitent les bandes ont moins d'usages spatiaux que les filles : ils tendent à rester chez eux ou à proximité avec des copains, et se rendent nettement moins souvent en centre-ville ou dans les centres commerciaux.

Dans le cadre d'une recherche auprès de jeunes d'Aubervilliers, en Seine-Saint-Denis, où les infrastructures de transport facilitent les « échappées belles », Sophie Blanchard et Claire Hancock (2017) constatent aussi la plus grande mobilité des jeunes femmes. Comme S. Faure, les différences qu'elles observent entre les espaces de vie des jeunes femmes et des jeunes hommes ne jouent pas nécessairement au désavantage des premières : les jeunes femmes qu'elles ont interrogées apparaissent faiblement captives de leur quartier, à rebours de l'image répandue de leur soumission et enfermement, tandis que les garçons ont tendance à fréquenter des espaces plus proches de leur domicile. Mais les deux chercheuses reconnaissent que leur méthodologie d'enquête, réalisée dans les structures de loisir et les espaces publics, ne leur a pas permis d'approcher les jeunes femmes dont les mobilités sont les plus restreintes.

À partir d'une enquête dans un quartier populaire parisien, Isabelle Clair et Virginie Descoutures (2009) observent aussi une mobilité accrue des filles, leur permettant d'échapper à la surveillance masculine et de réduire le poids de l'interconnaissance au sein du quartier. Mais elles notent que la mobilité des garçons est entravée « par le contrôle policier et plus largement par le racisme ordinaire des populations blanches » (p. 69 ; voir plus largement le livre d'Isabelle Clair, *Les Jeunes et l'amour dans les cités*, 2008).

À la différence des précédentes études, Clair et Descoutures mentionnent le rôle croissant des technologies numériques dans la vie des jeunes. Elles sont devenues un outil majeur de rencontres avec le monde environnant, ce qui affranchit en quelque sorte les jeunes des relations de voisinage. Cette question a été plus largement développée, quinze ans plus tard, par Joëlle Bordet (2024), selon qui l'usage des réseaux sociaux est à la source d'une évolution profonde des rapports de socialisation et des liens au territoire de ces jeunes. Comme les autres jeunes, celles et ceux qui résident dans les quartiers populaires vivent donc un rapport au monde fait tout à la fois de présence concrète et de présence virtuelle.

3.2.2. LE TEMPS : DES TRAJECTOIRES HÉTÉROGÈNES

Dans une perspective cette fois diachronique, d'autres travaux viennent éclairer la diversité des trajectoires des jeunes. On dispose ici d'un certain nombre de propositions typologiques, centrées selon les cas sur les trajectoires scolaires et/ou professionnelles des jeunes. Toutes mettent au jour la grande hétérogénéité des trajectoires des jeunes socialisés dans le contexte des « cités ». La seule véritable interrogation reste celle de la « réussite » des filles et des jeunes femmes comparée à celle des garçons et de jeunes hommes.

Essais de typologisation

Les tentatives de typologisation des trajectoires des jeunes accordent une place centrale à la variable scolaire. On a eu l'occasion de mentionner les nombreux travaux faisant état d'un rapport contrarié de certains jeunes à l'école – notamment les garçons – comme principe explicatif central de leur orientation vers les conduites marginales (idéales) typiques du « jeune de cité ». C'est ce que suggère la typologie proposée par Michel Kokoreff dans *La Force des quartiers* (2003), ouvrage tiré d'une enquête réalisée dans différentes cités du département des Hauts-de-Seine. L'auteur distingue trois catégories de jeunes – les « galériens », les « scolaires » et les « précaires » – suggérant que les deux premières se situent aux pôles opposés, l'échec scolaire constituant alors une partie de l'explication de la galère. Cette typologie peut être rapprochée de celle qu'a proposée Valérie Becquet (2012), qui distingue trois figures : celle des « vaincus » de la compétition scolaire, celle des « galériens » pour qui l'échec scolaire se conjugue

avec de l'assignation territoriale, et celle des « errants » qui insiste davantage sur les ruptures familiales.

D'autres typologies portent sur les trajectoires sociales des jeunes. Dans un article paru en 1999, Marco Oberti distinguait trois niveaux structurants, pouvant « *très vite baliser et rigidifier des trajectoires sociales* » (p. 74) : les jeunes continuant leur scolarité par opposition à ceux l'ayant abandonnée ; les jeunes inscrits dans les filières générales et longues par opposition aux cursus techniques, courts et professionnalisés ; les jeunes qui croient au modèle d'intégration et de promotion sociale par l'école par opposition à ceux qui remettent en cause ces modèles ou n'y croient plus.

Laurence Roulleau-Berger (2003) a proposé de son côté une typologie des types de carrières professionnelles des « jeunes en situation précaire » : carrières d'insertion vers l'emploi stable, carrière d'adaptation à l'emploi précaire, carrières de désaffiliation sociale et carrières de résistance à la précarisation. Toujours à propos de l'insertion professionnelle, Emmanuelle Santelli (2007), qui a suivi une cohorte de jeunes ayant grandi dans le même quartier de l'agglomération lyonnaise, a montré la forte hétérogénéité de leurs trajectoires selon qu'ils appartiennent aux « outsiders », groupe essentiellement masculin, composé en grande majorité de non-diplômés ; aux « self made men », déjà évoqués, qui n'habitent plus le quartier ; aux « intellos précaires », des diplômé-es, aux deux tiers féminins, connaissant un parcours professionnel frustrant au regard de niveau de diplôme ; ou aux « actifs stables », pour qui l'avenir professionnel est ouvert, soit un tiers des jeunes enquêté-es, également féminin aux deux tiers.

Fabien Truong (2017b) a également organisé un suivi longitudinal de ses anciens élèves de lycée, de l'obtention du bac jusqu'à l'entrée dans la vie active. Son enquête, précise-t-il, a porté sur des « jeunes banlieusards » en voie d'ascension scolaire et sociale. L'auteur conteste toutefois la méthode typologique, considérant qu'elle risque de réifier « *ce qui est de l'ordre du passage* » (p. 37). Les jeunes apprendraient à « basculer » de façon fort peu linéaire entre différents mondes sociaux « *au travers d'une série d'épreuves d'ajustements et de retournements* » (ibid.). F. Truong observe néanmoins que les « petits diplômés », malgré les déceptions et les déceptions, paient toujours un peu. Et même s'il existe des frustrations, il tire argument de l'insertion de ces jeunes pour contredire les discours sur « l'échec de l'intégration ».

Il convient enfin de mentionner la recherche-action participative précitée du Collectif Pop-Part, dont l'un des volets a été publié par Jeanne Demoulin et Leïla Frouillou (2021). Prenant là

aussi le contre-pied des approches typologiques, le Collectif Pop-Part propose de renouveler la question de l'hétérogénéité des trajectoires sociales des jeunes de quartiers populaires à partir d'une méthodologie centrée sur les « récits de soi » faits par des jeunes habitant-es de Corbeil-Essonnes et de Pantin en région parisienne. Les deux chercheuses assument une approche bourdieusienne de la trajectoire sociale qui permettrait de saisir à la fois les contraintes structurales et la perception qu'en ont les agent-es, soit les manières « socialement situées » dont les jeunes racontent leur parcours. Concrètement, il s'agit de saisir les positions sociales des jeunes en croisant leurs origines sociales, configurations familiales et de genre, trajectoires migratoires intergénérationnelles et pratiques religieuses, mais aussi le quartier de résidence. Car – et c'est l'un des apports de la recherche – la diversité des trajectoires s'explique aussi par le contexte distinct de Corbeil-Essonnes et Pantin, ce second territoire étant moins pauvre et plus proche des ressources parisiennes. Ainsi trouve-t-on davantage de jeunes de Pantin faisant le récit d'une maîtrise de leur trajectoire.

Ces contrastes territoriaux entre jeunes illustrent plus largement la diversité interne aux classes populaires (voir à ce sujet Bérout et al. 2016). Parmi les facteurs influençant les trajectoires des jeunes, le Collectif Pop-Part met en lumière le rôle de la famille, référence centrale des récits de soi des jeunes et instance cardinale de détermination des choix d'orientation scolaire, des stratégies d'insertion professionnelle et des choix résidentiels. L'hétérogénéité des positions sociales des jeunes permettrait de comprendre plus largement leurs rapports différenciés à l'institution scolaire. À cet égard, la recherche met en évidence la dynamique de scolarisation longue des classes populaires, même si la méthode participative de cette recherche introduit un biais en surreprésentant les jeunes lycéen-nes ou en études. Les deux chercheuses rappellent aussi l'articulation complexe entre mondes scolaire et professionnel, qui se lit dans l'allongement des parcours d'insertion des jeunes, et où entrent en jeu les discriminations ethno-raciales et genrées qu'ils subissent.

Des filles mieux équipées ?

Il y a une trentaine d'années, Christian Baudelot et Roger Establet mettaient en lumière, dans *Allez les filles !* (1992), les trajectoires scolaires différenciées des filles et des garçons. Les filles réussissaient mieux à l'école, expliquaient les deux sociologues, grâce à leur conformité aux attentes scolaires, mais leur orientation

vers des filières moins valorisées les cantonnait dans des rôles subalternes sur le marché du travail. Cette hypothèse continue d'être interrogée par la recherche sur les jeunes des quartiers populaires. Dans *80% au bac... et après? Les enfants de la démocratisation scolaire* (2002), Stéphane Beaud a repris l'argument de la surréussite des filles à l'école: «*Protégées de la "culture de rue", elles ont puissamment intérêt à la poursuite d'études. Leur socialisation en tant que filles (la relative réclusion au domicile familial, la double journée de travail dans les familles nombreuses) leur donne un avantage décisif dans leur scolarité: c'est comme une préparation à l'ascèse scolaire qui est un des gages de la réussite dans les études supérieures*» (p. 328).

Dans un ouvrage plus récent, *La France des Belhoumi* (2018), Stéphane Beaud a retracé le destin des huit enfants d'une famille algérienne installée dans un quartier HLM depuis la fin des années 1970. Son récit met au jour une trajectoire d'ascension sociale se concrétisant par un accès aux classes moyennes qui concerne surtout les deux sœurs aînées, tandis que les garçons ont une plus grande propension à l'échec scolaire. En guise d'explication, S. Beaud souligne un «*mode spécifique de socialisation (familiale et résidentielle) et d'éducation*» (p. 367). Dans les familles algériennes existeraient des «*dispositions sexuées*» (ibid.) qui réservent aux filles une vision de l'école comme voie de salut et d'émancipation pour échapper à l'enfermement domestique, s'ajoutant à l'effet «*bénéfique*» sur leur scolarité de la restriction de leur liberté de circulation. À l'opposé, les privilèges éducatifs accordés aux garçons durant leur enfance et adolescence auraient un effet très négatif sur leur réussite scolaire.

Outre le rappel des discriminations visant les jeunes hommes d'origine maghrébine, S. Beaud nuance la réussite des deux sœurs aînées de la fratrie, en soulignant les carrières en demi-teinte des cadettes, qu'il attribue, conformément à la ligne d'analyse qu'il défend depuis plusieurs décennies, à l'affaiblissement des formes d'encadrement social et politique de la jeunesse dans les cités. Hugo Palheta (2017) avance pour sa part une autre hypothèse: c'est l'ampleur des inégalités sexuées de rentabilisation des diplômes dans le monde du travail qui écorne le plus profondément le mythe de l'émancipation par l'école des «*filles d'origine populaire*», un mythe qui sert de pendant à la figure menaçante du «*jeune (homme) de cité*».

En sens inverse, la question est posée depuis longtemps des opportunités offertes aux jeunes hommes pour quitter la «*galère*» et suivre d'autres trajectoires. Dans les années 1980, Jean-Charles

Lagrée (1985) entrevoyait des chances de s'en sortir à condition de bénéficier d'appuis familiaux, d'un minimum de capital scolaire ou de se montrer tout simplement débrouillard. François Dubet (1987) déclarait ne pas disposer de données car les ressorts d'une sortie de la galère ne faisaient pas partie des logiques d'action qu'il analysait, même s'il jugeait plausibles des situations de sorties individuelles. La question a été repoussée plus récemment par Marwan Mohammed (2012) à propos des bandes. Sortir des bandes, explique-t-il, implique « *un changement personnel, une réévaluation du rapport à la rue et au groupe initial ainsi qu'une ouverture vers d'autres statuts acceptables* » (p. 183). Sa réponse est mitigée car des forces centripètes viennent contrarier les forces centrifuges. Fabien Truong (2017c) a étudié pour sa part les conditions de sortie de la délinquance. Il considère que plus l'individu se situe à un niveau de hiérarchie élevé, plus le temps de sortie sera long. Pour les garçons engagés dans une délinquance transitoire, de type « récréative », une sortie rapide est plus aisée, le facteur *sine qua non* restant l'embauche dans un emploi pérenne.

Au vu de la diversité des trajectoires de jeunes mis en évidence par ces recherches, se pose en définitive la question de l'unité de l'expérience d'être « jeune en quartier populaire ». La plupart des travaux examinés tentent de concilier le double constat de la diversité et de l'unité (voir par exemple Marlière, 2005b ; Truong, 2017b). On laissera ici le dernier mot au Collectif Pop-Part : « *L'ensemble de ces expériences ainsi explorées montre également ce qui les unit : des contraintes économiques, des parcours scolaires souvent non linéaires, des expériences de stigmatisation et de discrimination, la transformation urbaine de leur quartier, la perception des inégalités, une incertitude forte quant à l'avenir ; mais aussi : des solidarités familiales et de voisinage extrêmement solides, des ancrages culturels multiples, des pratiques sociales qui mêlent "débrouillardise" et inventivité, etc.* » (Bellavoine et Salane, 2023).

LE « JEUNE DE CITÉ » N'EXISTE PAS

CONCLUSION

En 1978, Pierre Bourdieu prononçait, lors d'un entretien, cette sentence restée fameuse : « *La jeunesse n'est qu'un mot* » (Bourdieu, 1980). Ce propos conserve une saveur particulière quand on l'applique au « jeune de cité » dont on a donné un aperçu des fragilités sociologiques. Les chercheur-euses ont noirci bien des pages pour dénoncer la construction médiatique, politique et institutionnelle de l'imagerie, pour ne pas dire la figure épouvantail du « jeune de cité » et de ses avatars sémantiques (par exemple Champagne, 1991 ; Mucchielli, 2005 ; Guénif-Souilamas, 2006b ; Bonelli, 2010 ; Truong, 2013). Mais la question de la contribution du champ scientifique à la fabrication de cette figure stylisée se pose tout autant et elle a parfois été posée, quoique plus rarement (par exemple Battegay, 2001 ; Mauger, 2011 ; Truong, 2017b).

Si l'on peut donc conclure sans risque que le « jeune de cité » n'existe pas, moins encore s'il doit effacer la moitié de la jeunesse des quartiers populaires composée de filles et de femmes, ce parcours de la littérature scientifique des quarante dernières années n'en apporte pas moins quelques leçons instructives. Tout d'abord le constat de la diversité de cette jeunesse, ou plutôt de ces jeunesse(s), cela a été dit et, espérons-le, démontré à travers cette incursion dans la littérature. Des jeunesses qu'aucune des trois figures identifiées ne parvient à saisir à elle seule. Et sans doute moins celle du ghetto que les autres, dont les risques homogénéisants et les fragilités scientifiques ont été amplement soulignées.

Un autre enseignement d'importance de cette étude voulue par le Comité d'histoire de la politique de la ville porte précisément sur l'histoire. On ne peut qu'être frappé par la permanence de toute une série d'enjeux – des discriminations aux « émeutes » en passant par l'école, la police et la ségrégation spatiale – soulevés voici plus de quarante ans et dont l'actualité demeure hélas intacte. À travers une démarche qui se voulait historicisante, nous avons mis en lumière les inflexions de la recherche dans le traitement de certaines thématiques et l'évolution de certains des concepts mobilisés. Reste ce constat assez terrible pour la société française de problèmes – nous venons de citer les cinq qui nous semblent les plus aigus – qui n'auront guère trouvé de réponses adéquates depuis près d'un demi-siècle, bien au contraire.

Une autre remarque conclusive porte sur la politique de la ville que le Comité d'histoire s'attache à revisiter. On l'a écrit en introduction, mais le constat est plus saisissant encore à la lecture, même partielle, de l'imposant corpus scientifique consacré aux jeunesses des quartiers populaires : l'homologie est frappante entre les logiques que la recherche a tenté d'éclairer, celles de l'exclusion, de la ghettoïsation et de l'émancipation, et les grandes finalités de la politique de la ville depuis sa naissance, à condition de mettre le mot « lutte » devant les deux premiers termes et « promotion » devant le troisième.

Reste alors une question de recherche que le présent travail aura assez peu contribué à élucider, mais que l'on discerne en filigrane d'une production scientifique qui a cheminé bon an mal an aux côtés de la politique de la ville depuis plus de quarante ans. Cette question est celle de l'autonomie de la recherche au regard des thématiques et préoccupations mises au devant de l'agenda politique et médiatique. Il n'est pas absurde de penser que les orientations de la politique de la ville ont été assez rarement définies jusqu'à aujourd'hui en prenant appui sur les connaissances scientifiques, et que c'est plutôt l'agenda politique et médiatique qui a dicté une bonne part des préoccupations de la recherche en sciences sociales.

TRAVAUX CITÉS

A

- Abdallah, M. H. (2000), « "L'effet Zidane", ou le rêve éveillé de l'intégration par le sport », *Hommes & Migrations*, vol. 1226, n°1, p. 5-14.
- Abdelmoumene, M. (2005), « Analyse des comportements électoraux des jeunes français issus de l'immigration maghrébine : le cas de Bobigny », *El-Bahith Review*, vol. 3, n°1, p. 27-40.
- Abdelnour, S. & Bernard, S. (2019), « Communauté professionnelle et destin commun : Les ressorts contrastés de la mobilisation collective des chauffeurs de VTC », *Terrains & travaux*, vol. 34, n°1, p. 91-114.
- Aeberhardt, R., Fougère, D., Pouget, J. & Rathelot, R. (2010), « L'emploi et les salaires des enfants d'immigrés », *Économie et Statistiques*, n° 433-434, p. 31-46.
- Aeberhardt, R., Rathelot, R. & Safi, M. (2015), « Les difficultés scolaires et professionnelles des jeunes issus de l'immigration : effet de l'origine ou effets géographiques ? », *Population*, vol. 70, n°3, p. 599-635.
- Aldeghi, I., Van De Walle, I. (2015), *L'entrepreneuriat féminin dans les quartiers populaires. Analyses autour de l'objectif de 40% de femmes parmi les créateurs d'entreprise résidents des quartiers de la géographie prioritaire*, Cahier de recherche, Credoc, décembre.
- Alivon, F. (2021), « Lieu de résidence et parcours scolaire des collégiens d'Île-de-France », *Revue économique*, vol. 72, n°5, p. 749-784.
- Althabe, G. (1985), « Production de l'étranger, xénophobie et couches populaires urbaines », *L'Homme et la société*, vol. 77, n°1, p. 63-73.
- Anselme, M. (2001), *Du bruit à la parole. La scène politique des cités*, La Tour d'Aigue, Éditions de l'Aube.
- Aquatias, S. (1997), « Jeunes de banlieue, entre communauté et société : une approche socio-anthropologique du lien social », *Socio-anthropologie* (en ligne), n°2.
- Aquatias, S. (1998), *En bas des barres : sociabilités et lien social des jeunes dans les cités de la banlieue parisienne*, Thèse, Paris 8.
- Aquatias, S. (1999), « Cannabis : du produit aux usages. Fumeurs de haschich dans des cités de la banlieue parisienne », *Sociétés contemporaines*, n°36, p. 53-66.
- Aquatias, S. (2011), « Habitus et lien social : la question des jeunes de cités », *Diversité*, vol. 167, n°1, p. 133-138.
- Aquatias, S. & Rarrbo, K. (1995), « Sociabilité juvénile en banlieue. L'exemple des rapports homme/femme », *Agora débats/jeunesses*, vol. 1, n°1, p. 15-27.
- Arnoulet, V. (2023), *Les communistes et les « quartiers » Sociohistoire d'un pouvoir municipal engagé dans la politique de la ville (Stains, 1971-2018)*, Thèse, Université Paris-Est.
- Arouche, S., Daoud, S., Diawara, G. & Ouassak, F. (2020), « Jeunes femmes engagées dans les quartiers populaires », *Cahiers de l'action*, vol. 56, n°2, p. 57-69.
- Arrow, K. (1973), "The theory of discrimination", in O. Ashenfelter & A. Rees (eds.), *Discrimination in Labor Markets*, Princeton, Princeton University Press, p. 3-33.
- Aubert, M. Tripier, F. Vourc'h (dir.) (1997), *Jeunes issus de l'immigration. De l'école à l'emploi*, Paris, L'Harmattan.
- Aubert, F., Tripier, M., Vourc'h, F. & Simon, V. (1995), *Les jeunes diplômés issus de l'immigration face à l'emploi : égalité des chances ou discrimination ?*, Rapport pour le programme Éducation et Formation en Europe, CNRS, décembre.
- Augustin, J. P. (2000), « La mise en équipements et les difficultés de fonctionnement des Foyers et Maisons de jeunes : l'exemple de l'agglomération bordelaise (1963-1977) », *Débats Jeunesses*, vol. 6, n°1, p. 59-79.

- Authier, J.-Y. (2001a), *Espace et socialisation. Regards sociologiques sur les dimensions spatiales de la vie sociale*, Habilitation à diriger des recherches, Université Lyon-2.
- Authier, J.-Y. (2001b), « Les rapports au quartier », in Authier, J.-Y. & al. (dir.), *Du domicile à la ville. Vivre en quartier ancien*, Paris, Anthropos-Économica, p. 133-169.
- Authier, J.-Y. (2007), « La question des "effets de quartier" en France. Variations contextuelles et processus de socialisation », in Authier, J., Bacqué, M. & Guérin-Pace, F. (dir.), *Le quartier*, Paris, La Découverte, p. 206-216.
- Avanza, M. (2010), « Qui représentent les élus de la "diversité" ? Croyances partisans et points de vue de "divers" », *Revue française de science politique*, vol. 60, n°4, p. 745-767.
- Avenel, C. (2000), « Les jeunes hommes et le territoire dans un quartier de grands ensembles », *Lien social et politiques*, n°43, p. 143-154.
- Avenel, C. (2006a), « Les émeutiers de la politique de la ville : Des espoirs d'intégration aux désespoirs d'insertion », *Mouvements*, vol. 44, n°2, p. 36-44.
- Avenel, C. (2006b), « Les adolescents et leur cité, dans les "quartiers" », *Enfances & Psy*, n°4, p. 124-139.
- Babès, L. (1997), *L'Islam positif : la religion des jeunes musulmans de France*, Paris, Éditions de l'Atelier.
- Bachmann, C. (1992), « Jeunes et banlieues », in Ferréol, G. (dir.), *Intégration et exclusion dans la société française contemporaine*, Lille, Presses universitaires de Lille, p. 129-154.
- Bachmann, C. & Basier, L. (1984), « Le verlan : argot d'école ou langue des Keums ? », *Mots*, vol. 8, n°1, p. 169-187.
- Bachmann, C. & Basier, L. (1985), « Junior s'entraîne très fort : ou le smurf comme mobilisation symbolique », *Langage et société*, vol. 34, n°1, p. 57-68.
- Bachmann, C. & Le Guennec, N. (1993), « Aux sources des violences urbaines », *Migrants Formation*, vol. 92, n°1, p. 13-25.
- Bachmann, C. & Le Guennec, N. (1997), *Autopsie d'une émeute. Histoire exemplaire du soulèvement d'un quartier*, Paris, Albin Michel.
- Bacqué, M.-H., Bellanger, E., Hatzfeld, H. & Madelin, B. (2021a), « Des engagements pluriels et concrets », in Bacqué, M.-H. & Demoulin, J. (dir.), *Jeunes de quartier. Le pouvoir des mots*, Caen, C&F Éditions, p. 69-71.
- Bacqué, M.-H., Bellanger, E., Hatzfeld, H. & Madelin, B. (2021b), « Des jeunes dépolitisés ? », in Bacqué, M.-H. & Demoulin, J. (dir.), *Jeunes de quartier. Le pouvoir des mots*, Caen, C&F Éditions, p. 173-176.
- Bacqué, M.-H. & Fol, S. (1997), *Le Devenir banlieues rouges*, Paris, L'Harmattan.
- Bacqué, M. H. & Fol, S. (2007), « Effets de quartier : enjeux scientifiques et politiques de l'importation d'une controverse », in Authier, J., Bacqué, M. & Guérin-Pace, F. (dir.), *Le quartier*, Paris, La Découverte, p. 181-193.
- Bacqué, M.-H. & Sintomer, Y. (2001), « Affiliations et désaffiliations en banlieue : réflexions à partir des exemples de Saint-Denis et d'Aubervilliers », *Revue française de sociologie*, vol. 42, n°2, p. 217-249.
- Bailleau, F., Pattegay, P., Fontaine, S. & Menzel, A. (2007), « Configurations sociales et spatiales de deux quartiers "politique de la ville" contrastés. Éléments d'observation comparés », *Sociétés et jeunesse en difficulté* (en ligne), n°4, automne.
- Baillet, D. (2000), « Les incivilités, en paroles et en actes », *Hommes & migrations*, vol. 1227, n°1, p. 16-25.
- Baillet, D. (2001), « Intégration et militantisme politique. Le cas des jeunes d'origine maghrébine en France », *Confluences Méditerranée*, n°2, p. 183-196.
- Balazard, H., Hatzfeld, H. & Lafaye, C. (2021), « Discriminations : une expérience partagée mais individuelle », in Bacqué, M.-H. & Demoulin, J. (dir.), *Jeunes de quartier. Le pouvoir des mots*, Caen, C&F Éditions, p. 60-64.

- Ballion, R. (1997), « Les difficultés des lycées vues à travers les transgressions », in Charlot, B. & Emin, J.-C., *Violences à l'école. État des savoirs*. Paris, Armand Colin, p. 41-59.
- Barou, J. (1994), « Les cultures et leur espace de cohabitation. Modes de vie et transmission », *Migrants Formation*, vol. 98, n°1, p. 123-131.
- Barou, J. (1995), « Un danger islamiste existe-t-il en France? », *Hommes & Migrations*, vol. 1183, n°1, p. 41-46.
- Barth, F. (1969), *Ethnic Groups and Boundaries: The Social Organization of Culture Difference*, Prospect Heights, Waveland Press.
- Barthon, C. (1998), « La ségrégation comme processus dans l'école et dans la ville », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 14, n°1, p. 93-103.
- Basdevant, C. (1983), « Les carrières scolaires. Etude comparative de la trajectoire scolaire d'adolescents français et immigrés », *Annales de Vaucluse*, n°20, p. 89-101.
- Bastide, H. (1982), « Les enfants d'immigrés et l'enseignement français », *Population*, p. 905-910.
- Bastien, B. (1990), « Banlieue: les paradoxes de l'intégration », *Migrants formation*, vol. 80, n°1, p. 96-107.
- Bataille, P. (1997), *Le racisme au travail*, Paris, La Découverte.
- Battegay, A. (1985), « L'accès des Beurs à l'espace public », *Esprit*, n°102, juin, p. 113-119.
- Battegay, A. (2001), « Les cultures incertaines des jeunes issus de l'immigration maghrébine », *Hommes & Migrations*, vol. 1231, n°1, p. 5-14.
- Battegay, A. & Boubeker, A. (dir.) (1997), « Parcours et mouvances associatives: entre affirmation d'un droit de cité et gestions politiques », *Migrations Études*, n°69, p. 1-19.
- Baudelot, C. & Establet, R. (1992). *Allez les filles !*, Paris, Le Seuil.
- Baudelot, C. & Mauger, G. (dir.) (1994), *Jeunesses populaires: les générations de la crise*, Paris, L'Harmattan.
- Bazin, H. (1995), *La culture hip-hop*, Paris, Desclée de Brouwer.
- Beaud, S. (2002), « 80% au bac »,... et après? *Les enfants de la démocratisation scolaire*, Paris, La Découverte.
- Beaud, S. (2011a), « Que reste-t-il de la jeunesse populaire? », *Revue Projet*, vol. 320, n°1, p. 64-70.
- Beaud, S. (2011b), *Traîtres à la nation? Un autre regard sur la grève des Bleus en Afrique du Sud*, Paris, La Découverte.
- Beaud, S. (2018), *La France des Belhoumi. Portraits de famille (1977-2017)*, Paris, La Découverte.
- Beaud, S. & Masclet, O. (2006), « Des "marcheurs" de 1983 aux "émeutiers" de 2005. Deux générations sociales d'enfants d'immigrés », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 61, n°4, p. 809-843.
- Beaud, S. & Mauger, G. (dir.) (2007), *Une génération sacrifiée? Jeunes des classes populaires dans la France désindustrialisée*, Paris, Presses universitaires de France.
- Beaud, S. & Noiriel, G. (1990), « L'immigration dans le football », *Vingtième siècle*, n°26, p. 83-96.
- Beaud, S. & Pialoux, M. (1999), *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris, Fayard.
- Beaud, S. & Pialoux, M. (2003), *Violences urbaines, violences sociales. Genèse des nouvelles classes dangereuses*, Paris, Fayard.
- Becquet, V. (2012), « Les "jeunes vulnérables": essai de définition », *Agora*, n°3, p. 51-64.
- Begag, A. (1990), « La révolte des lascars contre l'oubli à Vaulx-en-Velin », *Les Annales de la recherche urbaine*, vol. 49, n°1, p. 114-121.
- Begag, A. (1993), « Entre "rouiller" et "s'arracher", réapprendre à flâner », *Les Annales de la recherche urbaine*, vol. 59, n°1, p. 180-188.

- Begag, A. & Delorme, C. (1992), « Rites sacrificiels des jeunes dans les quartiers en difficultés », *Les Annales de la recherche urbaine*, vol. 54, n°1, p. 45-51.
- Begag, A. & Rossini, R. (1999), *Du bon usage de la distance chez les sauvageons*, Paris, Le Seuil.
- Belbahri, A. (1999), « Générations issues de l'immigration et espace public : la citoyenneté paradoxale », *Écarts d'identité*, n°89, p. 18-23.
- Bellavoine, C. & Salane, F. (2023), « Introduction : Le(s) "nous" des jeunes des quartiers populaires : évolution des frontières et des affiliations », *Agora débats/jeunesses*, vol. 93, n°1, p. 54-64.
- Benaïssa, C. (2015), « Les marches à travers le prisme de la recherche universitaire » *Migrations Société*, vol. 159-160, n°3, p. 159-170.
- Benhamou, S. (2004), « Fragmentation des territoires et dynamique de la ségrégation urbaine », in Fitoussi, J.-P., Laurent, E. & Maurice, J. (dir.), *Ségrégation urbaine et intégration sociale*, Rapport du Conseil d'analyse économique, La Documentation française, p. 295-312.
- Bernard, P. Y. (2017), *Le décrochage scolaire en France : du problème institutionnel aux politiques éducatives*, Cnesco, décembre.
- Bernard, S. (2023), *UberUsés : le capitalisme racial de plateforme à Paris, Londres et Montréal*, Paris, Presses universitaires de France.
- Bérout, S., Bouffartigue, P., Eckert, H. & Merklen, D. (2016), *En quête des classes populaires : un essai politique*, Paris, La Dispute.
- Berthet, J.-M. (2008), « Jeunesse périphérique en centre-ville : l'exemple de Lyon. Penser la ville comme ressource et la mobilité comme apprentissage », *Sociétés et jeunesses en difficulté* (en ligne), n°4.
- Bertho, A. (2015), « Une islamisation de la révolte radicale », *Regards*, 11 mai.
- Bertucci, M.-M. (2013), « Formes de la ségrégation langagière et sociale en banlieue », *Cahiers internationaux de sociolinguistique*, vol. 4, n°2, p. 41-55.
- Besse, L. (2008), *Les MJC. De l'été des blousons noirs à l'été des Minguettes, 1959-1981*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Beunardeau, P. (2017), « Quand les filles emploient la force. Les effets de l'oppression masculine en contexte populaire », in Guérandel, C. & Marlière, É. (dir.), *Filles et garçons des cités. Les stéréotypes genrés et raciaux à l'épreuve la réalité empirique*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, p. 45-64.
- Biland, É. (2006), « La "démocratie participative" en "banlieue rouge". Les sociabilités politiques à l'épreuve d'un nouveau mode d'action publique », *Politix*, vol. 19, n°3, p. 53-74.
- Blanchard, E. (2014), « Contrôle au faciès : une cérémonie de dégradation », *Plein droit*, vol. n°103, n°4, p. 11-15.
- Blanchard, S. & Hancock, C. (2017), « Enjeux de genre et politiques urbaines les enseignements d'une recherche à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) », *Géocarrefour* (en ligne), vol. 91, n°1.
- Blöss, T. (1989), « Jeunes Maghrébins des quartiers nord de Marseille, une génération charnière », *Les Annales de la recherche urbaine*, vol. 41, n°1, p. 59-66.
- Body-Gendrot, S. (1999), « De nouveaux emplois dans des quartiers sûrs au siècle prochain ? », in Heurgon, E. et Stathopoulos, N. (dir.), *Cerisy. Les métiers de la ville. Les nouveaux territoires de l'action collective*, La Tour d'Aigue, Éditions de l'Aube, p. 89-101.
- Body-Gendrot, S. & Le Guennec, N. (1998), *Mission sur les violences urbaines*, Rapport au Ministère de l'Intérieur, Paris, La Documentation française.
- Bonelli, L. (2003), « Evolutions et régulations des illégalismes populaires en France depuis le début des années 1980 », *Cultures & Conflits* (en ligne), n°51, automne 2003.

- Bonelli, L. (2010), *La France a peur. Une histoire sociale de « l'insécurité »*, Paris, La Découverte.
- Bonelli, L. & Carrié, F. (2018), *Radicalité engagée, radicalités révoltées. Enquête sur les jeunes suivis par la Protection Judiciaire de la Jeunesse*, Rapport de recherche pour le Garde des Sceaux.
- Bordet, J. (1998), *Les jeunes de la cité*, Paris, Presses universitaires de France.
- Bordet, J. (2002), « Les relations entre les filles et les garçons habitant "les cités". Des destins singuliers à connaître et à soutenir », *VEI enjeux*, n°128, p. 78-86.
- Bordet, J. (2007), « Modes de socialisation des adolescents des cités et leurs rapports à la légalité », *Adolescence*, vol. 25, n°1, p. 35-43.
- Bordet, J. (2015), « Les figures de la haine et les jeunes des quartiers populaires », *Adolescence*, vol. 33, n°2, p. 417-428.
- Bordet, J. (2024), « Les réseaux sociaux et les adolescents des quartiers populaires », *Topique*, n°160, p. 69-80.
- Bordet, J. & Allouache, H. (2004), *Les risques de rupture des adolescents avec les institutions. Site de Saint Denis: les identités sociales et politiques des jeunes*, Rapport de recherche, CSTB, janvier.
- Bordet, J., Champagne, B. & Dubost, J. (2006), « Significations et enjeux de la révolte de novembre 2005 des jeunes des quartiers défavorisés », *Nouvelle revue de psychosociologie*, n°2, p. 119-130.
- Borkowski, J.-L. (1990), « L'insertion sociale des immigrés et de leurs enfants », *Données sociales*, Insee, Paris.
- Bouamama, S. (1993), *De la galère à la citoyenneté. Les jeunes, la cité, la société*, Paris, Desclée de Brouwer.
- Bouamama, S. (1994), *Dix ans de marche des Beurs, chronique d'un mouvement avorté*, Paris, Desclée de Brouwer.
- Bouamama, S. (2000), « Le sentiment de "hogra": discrimination, négation du sujet et violences », *Hommes & Migrations*, n°1227, p. 38-50.
- Bouamama, S. (2006), « De la visibilisation à la suspicion: la fabrique républicaine d'une politisation », in Guénif-Souilamas, N. (dir.), *La république mise à nu par son immigration*, Paris, La Fabrique Éditions, p. 196-218.
- Bouamama, S. (2010), « Des gentils "beurs" à la méchante "racaille" », *Culture et société*, n°15, p. 61-68.
- Bouamama, S., Cordeiro, A. & Roux, M. (1992), *La citoyenneté dans tous ses états. De l'immigration à la nouvelle citoyenneté*, Paris, L'Harmattan.
- Boubeker, A. (1997), « Cultures urbaines et ethnicité. L'expression spécifique des héritiers de l'immigration maghrébine », *Migrants Formation*, vol. 111, n°1, p. 46-60.
- Boubeker, A. (1999), *Familles de l'intégration*, Paris, Stock.
- Boubeker, A. (2003), « Ethnicité, relations interethniques ou ethnicisation des relations sociales. Les champs de la recherche en France », *VEI enjeux*, n°135, p. 40-50.
- Boubeker, A. (2007), « Ethnicité ou différence culturelle? », *Diversité*, vol. 148, n°1, p. 83-90.
- Boubeker, A. (2008), « Une soif de reconnaissance. Les héritiers de l'immigration maghrébine en France entre mépris social et subjectivation », in Payet, J.-P. & Battegay, A. (dir.), *La reconnaissance à l'épreuve*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, p. 209-217.
- Boubeker, A. (2018), « Itinéraire de la jeunesse des banlieues populaires en France », *Diversité*, vol. 193, n°1, p. 34-39.
- Boubeker, A. & Hajjat, A. (2008), *Histoire politique des immigrations postcoloniales: France, 1920-2008*, Paris, Amsterdam.
- Boubeker, A. & Linde, J. (1983), « Quartier cousin: les immigrés de la deuxième génération », *Esprit*, vol. 76, n°4, p. 28-47.

- Boucher, M. (1998), *Rap, expression des lascars*, Paris, L'Harmattan.
- Boucher, M. (2009), « L'expérience du ghetto. Stomy, Roger, Abou et leur clan : rebelles et débrouillards », *Déviance et société*, vol. 33, n°2, p. 221-248.
- Boucher, M. (2010), *Les internés du ghetto. Ethnographie des confrontations violentes dans une cité populaire*, Paris, L'Harmattan.
- Boucher, M. (2013), *Casquettes contre képis. Enquête sur la police de rue et l'usage de la force dans les quartiers populaires*, Paris, L'Harmattan.
- Bouhnik, P. (1990), « La drogue au quotidien », *Esprit*, n°110, octobre, p. 54-71.
- Bouhnik, P. (1994), « Les jeunes des quartiers : sociabilité, territoire et galère », *Migrants Formation*, vol. 96, n°1, p. 146-157.
- Bouhnik, P. & Joubert, M. (1992), « Économie des pratiques toxicomaniaques et lien social », *Dépendances*, vol. 3, p. 25-36.
- Boukhobza, N. (2005), « Les filles naissent après les garçons : représentations sociales des populations d'origine maghrébine en France », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 21, n°1, p. 227-242.
- Boukir, K. (2019), « Le politique au bout de la matraque : Fuir la police, obéir, résister : entre déviance et citoyenneté », *Politix*, vol. n°125, n°1, p. 135-159.
- Boulot, S. & Boyzon-Fradet, D. (1984), « L'échec scolaire des enfants d'immigrés. Un problème mal posé », *Les Temps modernes*, n°452-453-454, p. 18-31.
- Boulot, S. & Boyzon-Fradet, D. (1991), « Le système scolaire français : aide ou obstacle à l'intégration ? », in Taguieff, P.-A. (dir.), *Face au racisme*, Paris, La Découverte, p. 236-260.
- Boumaza, N. (1994), « Des pratiques au projet interculturel. Les mouvements sociaux des jeunes d'origine maghrébine en banlieue », in Fourier, M. & Vermes, G. (dir.), *Ethnicisation des rapports sociaux. Racismes, nationalismes, ethnicismes et culturalismes*, Paris, L'Harmattan, p. 113-125.
- Bourdieu, P. (1980), *Questions de sociologie*, Paris, Minuit.
- Bourdieu, P. (dir.) (1993), *La misère du monde*, Paris, Le Seuil.
- Bourdieu, P. (1993), « Effet de lieux », in Bourdieu, P. (dir.), *La misère du monde*, Paris, Le Seuil.
- Bouregba-Dichy, M. (1990), « Des militants maghrébins de la deuxième génération en France », *Tiers-Monde*, vol. 31, n°123, p. 623-636.
- Braconnier, C. & Dormagen, J.-Y. (2007), *La démocratie de l'abstention*, Paris, Folio Gallimard.
- Braconnier, C. & Dormagen, J.-Y. (2010), « Le vote des cités est-il structuré par un clivage ethnique ? », *Revue française de science politique*, vol. 60, n°4, p. 663-689.
- Bressoux, P. (1995), « Les effets du contexte scolaire sur les acquisitions des élèves : Effet-école et effets-classe en lecture », *Revue française de sociologie*, vol. 36, p. 273-294.
- Bressoux, P. (2009), « Des contextes scolaires inégaux : effet-établissement, effet-classe et effets du groupe de pairs », in Duru-Bellat, M. & Van Zanten, A. (dir.), *Sociologie du système éducatif*, Paris, Presses universitaires de France, p. 131-148.
- Brinbaum, Y. & Guégnard, C. (2011), « Parcours d'insertion et sentiment de discrimination des secondes générations en Zus », *XVIII^e journées d'études sur les données longitudinales dans l'analyse du marché du travail : les nouvelles ségrégations scolaires et professionnelles*, p. 1-13.
- Brinbaum, Y. & Kieffer, A. (2009), « Les scarlatés des enfants d'immigrés de la sixième au baccalauréat : différenciation et polarisation des parcours », *Population*, vol. 64, n°3, p. 561-610.
- Brinbaum, Y. & Werquin, P. (1997), « Enfants d'immigrés : un accès au travail difficile, des itinéraires spécifiques », *Informations sociales*, n°62.
- Broccolichi, S. & Œuvrard, F. (1993), « L'engrenage », in Bourdieu, P. (dir.), *La Misère du monde*, Paris, Seuil, p. 639-648.

Broccolichi, S. & Van Zanten, A. (1997), « Espaces de concurrence et circuits de scolarisation. L'évitement des collèges publics d'un district de la banlieue parisienne », *Les Annales de la recherche urbaine*, n°75, p. 5-17.

Brouard, S. & Tiberj, V. (2005), *Français comme les autres. Enquête sur les citoyens d'origine maghrébine, africaine et turque*, Paris, Presses de Sciences Po.

Buffet, L. (2005), « Les différences sexuées de l'accès à l'espace urbain chez les adolescents de banlieues populaires », in Buisson, M. A. & Mignot, D. (dir.) (2005), *Concentration économique et ségrégation spatiale*, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, p. 303-319.

Burgat, F. (2017), « Aux racines du jihadisme : le salafisme ou le nihilisme des autres ou... l'égoïsme des uns ? », *Confluences Méditerranée*, vol. n°102, n°3, p. 47-64.

C

Calogirou, C. (1989), *Sauver son honneur : rapports sociaux en milieu urbain défavorisé*, Paris, L'Harmattan.

Camilleri, C. (1982), « Changements culturels, problèmes de socialisation et construction de l'identité », in *Socialisation et déviance des jeunes immigrés* Actes du colloque de Syracuse, Vauresson, CRIV, p. 33-67.

Camilleri, C. (1984), « Problèmes psychologiques de l'immigré maghrébin », *Les Temps modernes*, n°452-453-454, p. 1877-1901.

Camilleri, C. (1989), « La gestion de l'identité culturelle en situation d'hétérogénéité culturelle », in *Actes du colloque de l'ARIC La recherche interculturelle*, tome I, Paris, L'Harmattan.

Candea, M. (2017), « La notion d'"accent de banlieue" à l'épreuve du terrain », *Glottopol : Revue de sociolinguistique en ligne*, n°29, p. 13-26.

Cardi, C. (2007), « Le contrôle social réservé aux femmes : entre prison, justice et travail social », *Déviance et société*, vol. 31, n°1, p. 3-23.

Cartier, M., Coutant, I., Masclet, O. & Siblot, Y. (2010), « Promotion et marginalisation des candidats de la "diversité" dans une commune de la banlieue parisienne », *Politix*, vol. 91, n°3, p. 179-205.

Castel, R. (1991), « De l'indigence à l'exclusion, la désaffiliation. Précarité du travail et vulnérabilité relationnelle », in Donzelot J. (dir.), *Face à l'exclusion. Le modèle français*, Paris, Éditions Esprit, p. 137-168.

Castel, R. (1995), *Les Métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard.

Castel, R. (2006), « La discrimination négative. Le déficit de citoyenneté des jeunes de banlieue », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 61, n°4, p. 777-808.

Celotti, N. (2008), « Par des dictionnaires : droit de cité aux mots des cités », *Revue de didactologie des langues-cultures et de lexiculurologie*, n°2, p. 207-220.

Cesari, J. (1992), « L'émergence d'une élite intermédiaire parmi les franco-maghrébins », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, vol. 24, p. 401-417.

Cesari, J. (1993), « Citoyenneté et acte de vote des individus issus de l'immigration maghrébine. Des stratégies politiques plurielles et contradictoires », *Politix*, vol. 6, n°22, p. 93-103.

Cesari, J. (1994), *Être musulman en France. Associations, militants et mosquées*, Paris, Karthala-IREMAM.

Cesari, J. (1998), *Musulmans et républicains : les jeunes, l'islam et la France*, Bruxelles, Complexe.

Cesari, J. & Moore, D. (2003), « Les jeunes, l'islam et les pratiques culturelles. De l'indignité culturelle à la relégation institutionnelle », *Débats Jeunesses*, vol. 13, n°1, p. 259-269.

Chabanet, D. & Weppe, X. (2017), « Pourquoi les émeutiers s'en prennent-ils aux services publics ? » *Revue française d'administration publique*, vol. 163, n°3, p. 631-644.

Chamboredon, J. C. (1971), « La délinquance juvénile, essai de construction d'objet », *Revue française de sociologie*, vol. 12, n°3, p. 335-377.

- Champagne, P. (1991),
« La construction médiatique des “malaises sociaux” », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°90, p. 64-76.
- Champion, J.-B.
& Marpsat, M. (1996),
« La diversité des quartiers prioritaires : un défi pour la politique de la ville », *Économie et statistiques*, n°294-295, p. 47-67.
- Chantelat, P., Fodimbi, M.
& Camy, J. (1996),
Sports de la cité. Anthropologie de la jeunesse sportive, Paris, L'Harmattan.
- Charlot, B. & Emin, J.-C. (1997),
Violences à l'école. État des savoirs, Paris, Armand Colin.
- Chauveau, G. & Rogovas-Chauveau, E. (1990),
« La (non) réussite scolaire des “immigrés”. Où sont les différences ? », *Diversité*, vol. 81, n°1, p. 25-34.
- Chevalier, L. (1958),
Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIX^e siècle, Paris, Plon.
- Chikh, C. & Zehraoui, A. (1984),
Le Théâtre beur, Paris, Arcantère.
- Cicchelli, V., Galland, O., De Maillard, J. & Misset, S. (2007), « Les jeunes émeutiers de novembre 2005 : Retour sur le terrain », *Le Débat*, vol. n°145, n°3, p. 165-181.
- Clair, I. (2005),
« Des “jeunes de banlieue” absolument traditionnels ? », *Lien social et politiques*, n°53, p. 29-36.
- Clair, I. (2008),
Les Jeunes et l'amour dans les cités, Paris, Armand Colin.
- Clair, I. & Descoutures, V. (2009),
Filles et garçons d'un quartier populaire parisien, Rapport pour la Délégation à la politique de la ville de la Mairie de Paris.
- Clark, K. B. (1965),
Dark Ghetto : Dilemmas of Social Power, New York, Harper and Row.
- Clech, P. (2019),
« Mobilités sociales fragiles à partir du hip-hop en banlieues populaires », *Diversité*, vol. 194, n°1, p. 104-109.
- Clément, L. (2020),
« Entreprendre en quartier prioritaire : un acte de libération ? Le cas des entrepreneurs accompagnés en quartier prioritaire de la politique de la ville », in Torrès, O. & Fimbel, É. (dir.), *Les faces cachées de l'entrepreneuriat*, Caen, EMS Éditions, p. 216-230.
- Collectif Rosa Bonheur (2019a),
La ville vue d'en bas : travail et production de l'espace populaire, Paris, Éditions Amsterdam.
- Collectif Rosa Bonheur (2019b),
« La mécanique à ciel ouvert. Un travail de subsistance dans les quartiers populaires », *Métropolitiques* (revue en ligne), mars.
- Constantinou, G. (2022),
« Le langage des jeunes : moteur de discrimination ou marque d'identité ? », *Dialogos*, n°23.
- Coppel, A. (1993),
« Quand la drogue tient le haut du pavé », *Diversité*, n°92, p. 37-40.
- Cortesero, R. (2010),
« Entre l'émeute et le ghetto. Quels cadres de socialisation politique pour les jeunes des banlieues populaires ? », *Éducation et sociétés*, vol. 25, n°1, p. 65-81.
- Cortesero, R. (dir.) (2018),
« Les jeunes, ressources et risques pour l'entreprise ? Regards de recruteurs sur la jeunesse », *Analyses & Synthèses*, Injep, n°11, p. 6.
- Cortesero, R. & Kirszbaum, T. (2024), *Malaise dans l'accompagnement des jeunes : les professionnel·les face à l'essor du travail ubérisé dans les QPV*, Injep, Défenseur des droits.
- Cortesero, R. & Marlière, É. (2016),
« La diversité des formes d'engagement des “jeunes des quartiers” », *Diversité*, n°184, p. 37-43.
- Costa-Lascoux, J. (2001),
« L'ethnisation du lien social dans les banlieues françaises », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 17, n°2, p. 123-138.
- Couppié, T. (2013),
« Insertion des jeunes issus de quartiers sensibles : les hommes doublement pénalisés », *Bref*, Cereq, n°309.
- Couppié, T., Gasquet, C. (2007),
« L'insertion professionnelle des jeunes originaires de Zus », in *Observatoire national des Zones urbaines sensibles : Rapport 2006*, Paris, Éditions de la DIV.

- Couppié, T. & Gasquet, C. (2011), *Les jeunes des ZUS inégalement pénalisés au moment de l'insertion*, Net. Doc, n°79.
- Cousin, O., Legrand, J. & Duval, P. (1998), « De l'institution à l'établissement. Le cas des collèges de banlieue », *L'orientation scolaire et professionnelle*, vol. 27, n°2, p. 303-325.
- Coutant, I. (2005), *Délit de jeunesse*, Paris, La Découverte.
- Crettiez, J., Lefèvre, A. & Boucher, F. (2017), *Saisir les mécanismes de la radicalisation violente : pour une analyse processuelle et biographique des engagements violents*, Rapport de recherche pour la Mission de recherche Droit et Justice.
- D**
- Dabène, O. (1990), « Les "beurs", les "potes". Identités culturelles et conduites politiques », *Politix*, vol. 3, n°12, p. 38-46.
- Dannequin, C. (2007), « Rétrospective. Outrances verbales ou mal de vivre chez les jeunes des cités », *Diversité*, vol. 151, n°1, p. 49-56.
- Dansereau, F., Lefebvre, M. & Bouchard, L. (2002), *La mixité sociale en habitation*, Rapport pour la ville de Montréal, mai.
- Daquin, A., Huet, M., Lebian, J., Martinais, E. & Martinez, C. (2019), « Des conseils citoyens inadaptés à la participation des jeunes ? Retour sur trois expérimentations dans des quartiers populaires de la périphérie lyonnaise », *Participations*, vol. 24, n°2, p. 83-109.
- Dazi, F. & Leveau, R. (1988), « L'intégration par le politique. Le vote des "beurs" », *Études*, septembre, p. 179-188.
- Dazi-Heni, F. & Polac, C. (1990), « Chroniques de "la vraie base". La constitution et les transformations du réseau associatif immigré à Nanterre », *Politix*, vol. 3, n°12, p. 54-69.
- Debarbieux, E. (1992), « Violence et (dés)orientation », *Migrants-Formation*, vol. 89, n°6, p. 58-65.
- Debarbieux, E. (1996), « Violence et ethnicisation dans l'école française », *Hommes & Migrations*, vol. 1201, n°1, p. 12-17.
- Debarbieux, E., Tichit, L. & Faure, P. (2001), « Noyaux durs ? », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, n°42, p. 109-125.
- Debarbieux, E., Tichit, L. & Pires, M. (1996), *La violence en milieu scolaire. 1. État des lieux*, Paris, ESF.
- Debarbieux, E., Tichit, L. & Poirier, C. (1997), « Ethnicité, punitions et effet classe : une étude de cas », *Migrants-formation*, n°109, p. 138-154.
- De Galember, C. (1995), « De l'inscription de l'islam dans l'espace urbain », *Les Annales de la recherche urbaine*, vol. 68, n°1, p. 178-188.
- De Galember, C. (2009), « Cause du voile et lutte pour la parole musulmane légitime », *Sociétés contemporaines*, vol. 74, n°2, p. 19-47.
- Delfini, A., Talpin, J. & Janoé, V. (dir.) (2021), *Démobiliser les quartiers. Enquêtes sur les pratiques de gouvernement en milieu populaire*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.
- De Linares, C. (2005), « Jeunes "en difficulté" : les malentendus de l'engagement », in Becquet, V. & De Linares, C. (dir.), *Quand les jeunes s'engagent. Entre expérimentations et constructions identitaires*, Paris, L'Harmattan., p. 79-92.
- Demoulin, J. & Frouillou, L. (2021), « Malgré les inégalités, la diversité des rapports à l'école », in Bacqué, M.-H. & Demoulin, J. (dir.), *Jeunes de quartier. Le pouvoir des mots*, Caen, C&F Éditions, p. 75-80.
- De Ridder, G. (2003), « Turbulents et faiseurs de bien. Le génie associatif de jeunes musulmans », *Débats Jeunesses*, vol. 13, n°1, p. 27-53.
- De Rudder, V. (1990), « La cohabitation pluriethnique et ses enjeux », *Migrants Formation*, vol. 80, n°1, p. 68-90.

- De Rudder, V. (1997), « Désignation et origine: production sociale et production savante de "l'ethnique" », *Cahiers de la Méditerranée*, vol. 54, n°1, p. 69-80.
- De Rudder, V., Poiret, Ch., Vourc'h, F. & Lemoine, F. (2000), *L'inégalité raciste. L'universalité républicaine à l'épreuve*, Paris, Presses universitaires de France.
- Desbois, G. (1985), « Les citoyens nouveaux des grands ensembles », *Migrants Formation*, vol. 62, n°1, p. 31-37.
- Desbois, G. & Leclercq, R.-J. (1982), « Jeunes d'origine maghrébine: de nouveaux enjeux culturels », *Migrants Formation*, vol. 50, n°1, p. 81-85.
- Deville, J. (2007), « Espace, école, genre et contestation chez des lycéens d'un quartier populaire », *Journal des anthropologues*, n°108-109, p. 299-315.
- Dhume, F. (2011), *Entre l'école et l'entreprise, la discrimination ethno-raciale dans les stages*, Thèse, Université de Provence, Aix-Marseille I.
- Dhume, F. & Dukic, S. (2012), « Orientation scolaire et inégalités de traitement selon l'"origine". Une synthèse critique des connaissances », *Diversité*, vol. 167, n°1, p. 165-176.
- Dhume, F. & Sagnard-Haddaoui, N. (2006), *La discrimination de l'école à l'entreprise. La question de l'accès aux stages des élèves de lycée professionnel en région lorraine*, Rapport de l'Iskra Est.
- Dhume-Sonzogni, F. (2007), *Racisme, antisémitisme et « communautarisme » ? L'école à l'épreuve des faits*, Paris, L'Harmattan.
- Donzelot, J. (dir.) (1991), *Face à l'exclusion*, Paris, Revue Esprit.
- Donzelot, J. (2006), *Quand la ville se défait. Quelle politique face à la crise des banlieues ?*, Paris, Le Seuil.
- Dorlin, E. (2015), « Le cœur de la révolte: Tous les jeunes de banlieues sont des hommes, toutes les femmes sont... amoureuses », *Mouvements*, vol. 83, n°3, p. 35-41.
- Doytcheva, M. (2015), *Politiques de la diversité. Sociologie des discriminations et des politiques antidiscriminatoires au travail*, Bruxelles, Peter Lang AG International Academic Publishers.
- Doytcheva, M. (2020), « Âge et ethnicité dans les politiques de diversité: quelle intersectionnalité ? », *Agora débats/jeunesses*, vol. 2, n°85, p. 105-121.
- Dubar, C. (dir.) (1987), *L'autre jeunesse. Des jeunes sans diplôme dans un dispositif de socialisation*, Lille, Presses universitaires de Lille.
- Dubet, F. (1985), *L'État et les jeunes*, Paris, Éditions de l'Atelier.
- Dubet, F. (1987), *La Galère: jeunes en survie*, Paris, Fayard.
- Dubet, F. (1989), *Immigrations: qu'en savons-nous ?*, Paris, La Documentation française.
- Dubet, F. (1992), « À propos de la violence et des jeunes », *Cultures & conflits*, n°6, p. 24.
- Dubet, F. (2000), « L'école et l'exclusion », *Education et sociétés*, n°5, p. 43-57.
- Dubet, F. & Duru-Bellat, M. (2002), « Les problèmes sociaux entrent dans l'école », *Problèmes politiques et sociaux*, n°881, p. 37-47.
- Dubet, F. & Lapeyronnie, D. (1992), *Les Quartiers d'exil*, Paris, Le Seuil.
- Dubet, F. & Martuccelli, D. (1996), *À l'école*, Paris, Seuil.
- Duguet, E., Du Parquet, L., L'Horty, Y., Petit, P. & Sari, F. (2007), *Un testing sur les jeunes des banlieues d'Île-de-France*, Rapport pour le CAS Centre d'analyse stratégique, février.
- Duguet, E., L'Horty, Y., Parquet, L., Petit, P. & Sari, F. (2010), « Discriminations à l'embauche des jeunes franciliens et intersectionnalité du sexe et de l'origine: les résultats d'un testing », *Relief*, Céreq, n°30, mai, p. 11-20.

- Duguet, E., L'Horty, Y. & Sari, F. (2009), « Sortir du chômage en Île-de-France : disparités territoriales, spatial mismatch et ségrégation résidentielle », *Revue économique*, vol. 60, n° 4, p. 979-1010.
- Dujardin C. & Goffette-Nagot F. (2005), *Neighborhood Effects, Public Housing and Unemployment in France*, Working Paper n°05-05, Groupe d'analyse et de théorie économique, mai.
- Duport, C. (2016), « De l'argent facile », *Mouvements*, n°86, p. 71-79.
- Dupray, A. & Moullet, S. (2004), « Quelles discriminations à l'encontre des jeunes d'origine maghrébine à l'entrée du marché du travail en France? », in Achy, L. et al. (dir.), *Marché du travail et genre. Maghreb-Europe*, Actes du Colloque international de Rabat, Bruxelles, Dulbea.
- Duprez, D. (1997), « Entre discrimination et désaffiliation : L'expérience des jeunes issus de l'immigration maghrébine », *Les Annales de la recherche urbaine*, vol. 76, n°1, p. 78-88.
- Duprez, D. (2007), « Comprendre et rechercher les causes des émeutes urbaines de 2005. Une mise en perspective », *Déviance et société*, vol. 30, n°4, p. 505-520.
- Duprez, D. & Kokoreff, M. (2000), *Les Mondes de la drogue*, Paris, Odile Jacob.
- Durand, J.-C. (1991), « Les élèves d'origine asiatique, maghrébine et tsigane vus par le maître », in *Intercultures*, n°14, juillet, p. 37-47.
- Duret, P. (1996), *Anthropologie de la fraternité dans les cités*, Paris, Presses universitaires de France.
- Duret, P. (1999), *Les jeunes et l'identité masculine*, Paris, Presses universitaires de France.
- Duru-Bellat, M. & Mingat, A. (1988), « Le déroulement de la scolarité au collège : le contexte fait la différence », *Revue française de sociologie*, vol. 34, n°3, p. 395-419.
- Duru-Bellat, M. & Mingat, A. (1997), « La constitution des classes de niveau par les collèges : les effets pervers d'une pratique à visée égalisatrice », *Revue française de sociologie*, vol. 38, n°4, p. 759-789.
- Duru-Bellat, M. & Suchaut, B. (2005), « L'approche sociologique des effets du contexte scolaire : méthodes et difficultés », *Revue internationale de psychologie sociale*, vol. 18, n°3, p. 5-42.
- Ebersold, S. (2001), *La naissance de l'employable : ou l'insertion aux risques de l'exclusion*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Epstein, M. (2008), « Un capital social handicapant : les antagonismes d'une socialisation en cité et d'une insertion professionnelle et scolaire », *Sociétés et jeunes en difficulté* (en ligne), n°5.
- Epstein, R. & Kirszbaum, T. (2019), « Ces quartiers dont on préfère ne plus parler : les métamorphoses de la politique de la ville (1977-2018) », *Parlement [s], Revue d'histoire politique*, n°3, p. 23-46.
- Estèbe, P. (2001), « La politique de la ville et la jeunesse », *Agora débats/jeunesses*, vol. 25, n°1, p. 31-38.
- Estèbe, P. (2004), « Recension : Le ghetto français d'Éric Maurin », *Lien social et politiques*, n°52, p. 162-167.
- Esterle-Hedibel, M. (1996), « Tourner, virer ; partir et revenir. Stratégies d'occupation de l'espace par des bandes de jeunes dans des quartiers populaires de la banlieue parisienne », *Diversité*, vol. 107, n°1, p. 102-121.
- Esterle-Hedibel, M. (1997), *La bande, le risque et l'accident*, Paris, L'Harmattan.

F

- Falcoz, M., Koebel, M. (2005), *Intégration par le sport : représentations et réalités*, Paris, L'Harmattan.
- Fassin, D. (2011), *La force de l'ordre. Une anthropologie de la police des quartiers*, Paris, Le Seuil.
- Fassin, D. (2015), « Économie morale de la protestation. De Ferguson à Clichy-sous-Bois, repenser les émeutes », *Mouvements*, vol. 83, n°3, p. 122-129.
- Faure, S. (2005), *Rapports sociaux de sexe dans un grand ensemble HLM. La sexualité de la vie quotidienne et les arrangements de sexe à l'adolescence*, Rapport de recherche pour le Fasild, mai.
- Faure, S. & Garcia, M. C. (2005), *Culture hip-hop, jeunes des cités et politiques publiques*, Paris, La Dispute.
- Faure, S. & Garcia, M.-C. (2008), « Hip-Hop et politique de la ville », *Agora débats/jeunesses*, vol. 49, n°3, p. 78-89.
- Fayman, S. (1995), « La politique de la ville... et les habitants? Jeunes et femmes, passerelles entre leur milieu et l'action politique », *Les Annales de la recherche urbaine*, vol. 68, n°1, p. 114-122.
- Felouzis, G. & Perroton, J. (2009), « Grandir entre pairs à l'école. Ségrégation ethnique et reproduction sociale dans le système éducatif français », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°180, p. 92-100.

- Felouzis, G., Perroton, J. & Liot, F. (2005), *L'apartheid scolaire. Enquête sur la ségrégation ethnique au collège*, Paris, Le Seuil.
- Fitoussi, J.-P., Laurent, E. & Maurice, J. (dir.) (2004), *Ségrégation urbaine et intégration sociale*, Rapport du Conseil d'analyse économique, La Documentation française.
- Fize, M. (1993), *Les bandes : l'« entre-soi » adolescent*, Paris, Desclée De Brouwer.
- Flanquart, H. (2003), *Croyances et valeurs chez les jeunes Maghrébins*, Bruxelles, Complexe.
- Fol, S. (2010), « Mobilité et ancrage dans les quartiers pauvres : les ressources de la proximité », *Regards sociologiques*, n°40, p. 27-43.
- Foret, C. & Bavoux, P. (1990), *En passant par le centre... La rue de la République à Lyon. Anthropologie d'un espace public*, Éditions du Cerfise.
- Fourcaut, A. (1986), *Bobigny, banlieue rouge*, Paris, Éditions de l'Atelier.
- Fourcaut, A. (1988), *Un siècle de banlieue parisienne (1859-1964). Guide de recherche*, Paris, L'Harmattan.
- Fuchs, N. (2011), *Engagement militant et rapport aux institutions des descendants d'origine maghrébine*, Congrès AFSP Strasbourg 2011.

G

- Garin-Ferraz G. & De Rudder V. (dir.) (1991), *Loi d'orientation pour la ville. Séminaire chercheurs-décideurs*, DAU, ministère de l'Équipement.
- Garnier, J.-P. (2007), « Retours de flamme », *Espaces et sociétés*, vol. 128-129, n°1, p. 215-238.
- Garnier-Muller, A. (2000), *Les « inutiles » : survivre au quotidien en banlieue et dans la rue*, Paris, Éditions de l'Atelier.
- Gaspard, F. (1992), « Assimilation, insertion, intégration : les mots pour "devenir français" », *Hommes et migrations*, n°1154, p. 14-23.
- Gaspard, F. & Khosrokhavar, F. (1995), *Le Foulard et la République*, Paris, La Découverte.
- Gasparini, W. (2010), « Les champions des cités : Parcours migratoires et effets de quartier », *Hommes & Migrations*, n°1285, mai-juin, p. 108-123.
- Gasparini, W. & Vieille Marchiset, G. (2008), *Le Sport dans les quartiers. Pratiques sociales et politiques publiques*, Paris, Presses universitaires de France.
- Gastaut, Y. (dir.) (2003), « Sport et immigration : parcours individuels, histoires collectives », *Migrance*, n°22, 2003.

- Gauthier J. (2012), *Origines contrôlées. La police à l'épreuve de la question minoritaire à Paris et à Berlin*, Thèse, Université de Versailles-Saint Quentin en Yvelines.
- Gay, V. (2014), « Marche ou grève: Consécration du "mouvement beur" et stigmatisation des travailleurs arabes », Z: *Revue itinérante d'enquête et de critique sociale*, n°1, p. 136-141.
- Gaymut, L. & Parant, A. (1996), « Les débuts dans la vie active des jeunes immigrés et des jeunes d'origine étrangère », *Espace-populations-sociétés*, n°2-3, p. 439-455.
- Geisser, V. (1997), *Ethnicité républicaine. Les élites d'origine maghrébine dans le système politique français*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Geisser, V. (2006), « L'intégration républicaine: réflexion sur une problématique post-coloniale », in Blanchard, P. & Bancel, N. (dir.), *Culture post-coloniale, 1961-2006*, Paris, Autrement, p. 145-163.
- Geisser, V. & Soum, E. (2008), *Discriminer pour mieux régner. Enquête sur la diversité dans les partis politiques*, Paris, Éditions de l'Atelier.
- Germes, M. (2011), « Récits de conflit et territoire », *Justice spatiale*, n°4, p. 1-13.
- Gibert, S. (1993), « La scolarisation des élèves étrangers. Éléments de synthèse statistique », in Lorreyte, B. (dir.), *Les politiques d'intégration des jeunes issus de l'immigration*, Paris, CIEMI/L'Harmattan, p. 125-134.
- Gilbert, P. (2011), « "Ghetto", "relégation", "effets de quartier". Critique d'une représentation des cités », *Métropolitiques* (en ligne).
- Gilbert, P. (2024), *Quartiers populaires: Défaire le mythe du ghetto*, Paris, Le Seuil.
- Giraud-Baujeu, G. (2020), « "Ce n'est pas de la discrimination, c'est l'expérience du recrutement!" : Acteurs du recrutement en agence d'intérim et en mission locale », *Agora débats/jeunesses*, n°85, p. 122-136.
- Glaymann, D. & Moatty, F. (2017), « L'employabilité, une notion à questionner, des usages à déconstruire », in Tiffon, G. & al. (dir.), *Le piège de l'employabilité: critique d'une notion au regard de ses usages sociaux*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 7-18.
- Gouard, D. (2014), « Sociabilités générationnelles et légitimité politique alternative dans l'ancienne banlieue rouge », *Lien social et Politiques*, n°71, p. 71-87.
- Goudaillier, J.-P. (1997), *Comment tu tchatches! Dictionnaire du français contemporain des cités*, Paris, Maisonneuve & Larose.
- Goudaillier, J.-P. (2002), « De l'argot traditionnel au français contemporain des cités: », *La linguistique*, vol. 38, n°1, p. 5-24.
- Goudaillier, J.-P. (2007), « Français contemporain des cités: langue en miroir, langue du refus », *Adolescence*, vol. 25 n°1, p. 119-124.
- Goux, D. & Maurin, E. (2005), « Composition sociale du voisinage et échec scolaire: une évaluation sur données françaises », *Revue économique*, vol. 56, n°2, p. 349-361.
- Grafmeyer, Y. & Joseph, I. (dir.) (1979), *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris Aubier.
- Granovetter, M. S. (1973), « The strength of weak ties », *American Journal of Sociology*, vol. 78, n°6, p. 1360-1380.
- Griffo, A.M. & Vrignon, B. (1992), « Jeunes en HLM et "Maison du Citoyen": une réponse décalée », *Journal des anthropologues*, vol. 49, n°1, p. 77-90.
- Grignon, C. & Passeron, J.-C. (1989), *Le Savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Seuil.
- Gruel, L. (1985), « Conjurant l'exclusion Rhétorique et identité revendiquée dans des habitats socialement disqualifiés », *Revue française de sociologie*, vol. 26, n°3, p. 431.

H

- Guénif-Souilamas, N. (2000), *Des "beurettes" aux descendantes d'immigrants nord-africains*, Paris, Grasset.
- Guénif-Souilamas, N. (2006a), « Le balcon fleuri des banlieues embrasées », *Mouvements*, vol. 44, n°2, p. 31-35.
- Guénif-Souilamas, N. (2006b), « La Française voilée, la beurette, le garçon arabe et le musulman laïc. Les figures assignées du racisme vertueux », in Guénif-Souilamas, N. (dir.), *La république mise à nu par son immigration*, Paris, La Fabrique Éditions, p. 109-132.
- Guérandel, C. (2016), *Le sport fait mâle : la fabrique des filles et des garçons dans les cités*, Fontaine, Presses universitaires de Grenoble.
- Guerraoui, Z. (1995), « Les relations filles-parents dans l'immigration maghrébine en France », *Cahiers de sociologie économique et culturelle*, n°23, p. 61-70.
- Guerraoui, Z. (1997), « L'adolescente d'origine maghrébine en France : quels choix identificatoires ? », *Spirale. Revue de recherches en éducation*, vol. 20, n°1, p. 147-161.
- Guillaumin, C. (1972), *L'Idéologie raciste, genèse et langage actuel*, Paris/La Haye, Mouton.
- Hadj Belgacem, S. (2016), « Reconquérir la jeunesse des cités ? : Enjeux et contradictions d'un Conseil Local des Jeunes dans une municipalité communiste », *Mouvements*, vol. 85, n°1, p. 95-103.
- Hadj Belgacem, S. (2018), « La fin d'un monopole partisan. La déstabilisation du communisme municipal au Blanc-Mesnil », in Bacqué, M. H., Bellanger, E., & Rey, H. (dir.), *Banlieues populaires : territoires, sociétés, politiques*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube. p. 65-75.
- Hadj Belgacem, S. (2021), « Un déficit de représentation ? Sentiment de représentation et participation électorale dans une ancienne municipalité communiste », *Participations*, vol. 30, n°2, p. 39-63.
- Hadj Belgacem, S. & Nasri, F. (dir.) (2018), *La Marche de 1983. Des mémoires à l'histoire d'une mobilisation collective*, Nanterre, Presses universitaires de Paris Nanterre.
- Haegel, F., Rey, H. & Sintomer, Y. (dir.) (2000), *La xénophobie en banlieue : effets et expression*, Paris, L'Harmattan.
- Hajjat, A. (2006), « Les quartiers populaires français ne sont pas un "désert politique" », *Carré rouge*, n°35, mars, p. 29-34.
- Hajjat, A. (2007), « Les usages politiques de l'héritage colonial », in Stora, B. & Temime, E. (dir.), *Immigrances. L'immigration en France au XX^e siècle*, Paris, Hachette Littératures, p. 195-210.
- Hajjat, A. (2008), « Révolte des quartiers populaires, crise du militantisme et postcolonialisme », in Boubeker, A. & Hajjat, A. (dir.), *Histoire politique des immigrations postcoloniales : France, 1920-2008*, Paris, Amsterdam, p. 249-264.
- Hajjat, A. (2011), « À la frontière du politique. Action et discours des "jeunes de cité" de SOS Avenir Minguettes (1981-1983) », in Bérout, S., Gobille, B., Hajjat, A. & Zancarini-Fournel, M. (dir.), *Engagements, rébellions et genre dans les quartiers populaires en Europe (1968-2005)*, Paris, Archives Contemporaines, p. 13-24.
- Hajjat, A. (2013), *La Marche pour l'égalité et contre le racisme*, Paris, Amsterdam.
- Hajjat, A. (2014), « Rébellions urbaines et déviances policières : Approche configurationnelle des relations entre les "jeunes" des Minguettes et la police (1981-1983) », *Cultures & conflits*, n°93, p. 11-34.
- Hamel, C., Lesné, M. & Primon, J.-L. (2016), « La place du racisme dans l'étude des discriminations », in Beauchemin, C., Hamel, C. & Simon, P. (dir.), *Trajectoires et origines*, Ined Éditions, p. 443-470.

- Hamidi, C. (2006), « Éléments pour une approche interactionniste de la politisation : engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration », *Revue française de science politique*, vol. 56, n°1, p. 5-25.
- Hamidi, C. (2010a), « Catégorisations ethniques ordinaires et rapport au politique : Éléments sur le rapport au politique des jeunes des quartiers populaires », *Revue française de science politique*, vol. 60, n°4, p. 719-743.
- Hamidi, C. (2010b), *La société civile dans les cités. Engagement associatif et politisation dans des associations de quartier*, Paris, Economica.
- Hamilton Krieger, L. (2008), *Un problème de catégories. Stéréotypes et lutte contre les discriminations*, Paris, Sciences Po.
- Hammou, K. (2009), *Batailler pour un chant : la construction d'une culture professionnelle musicienne du Rap français*, Thèse, EHESP.
- Hammou, K. (2012), *Une histoire du rap en France*, Paris, La Découverte.
- Hanafi, R. (2010), « La militance religieuse des étudiantes musulmanes descendantes de parents originaires du Maghreb », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n°128, p. 43-60.
- Hannerz, U. (1970), *Soulside : Inquiries into Ghetto Culture and Community*, New York, Columbia University Press.
- Hargreaves, A. G. (1991), « The Political Mobilization of the North African Immigrant Community in France », *Ethnic and Racial Studies*, vol. 14, n°3, p. 350-367.
- Hassini, M. (1997), *L'école : une chance pour les filles de parents maghrébins*, Paris, L'Harmattan.
- Hatzfeld, M. (2011), *Les Lascars. Une jeunesse en colère*, Paris, Autrement.
- Hbila, C. (2014), « La participation des jeunes des quartiers populaires : un engagement autre malgré des freins », *Sociétés et jeunesses en difficulté* (en ligne), n°14.
- Henry, G. (2007), « "Micro-lieux" appropriés sur le territoire du cercle familial », *Sociétés et jeunesse en difficulté*, n°4, p. 1-24.
- Henry-Lorcerie, F. (1989), « L'intégration scolaire des jeunes d'origine immigrée en France », in Lorreyte, B. (dir.), *Les politiques d'intégration des jeunes issus de l'immigration*, Paris, CIEMI/L'Harmattan, p. 95-124.
- Hmed, C. (2007), « Contester une institution dans le cas d'une mobilisation improbable : la "grève des loyers" dans les foyers Sonacotra dans les années 1970 », *Sociétés contemporaines*, vol. 65, n°1, p. 55-81.
- Héran, F., Filhon, A. & Deprez, C. (2002), « La dynamique des langues en France au fil du XX^e siècle », *Population & Sociétés*, n°376, p. 1-4.
- Honneth, A. (2000), *La Lutte pour la reconnaissance*, Paris, Le Cerf.
- Honneth, A. (2006), *La société du mépris*, Paris, Le Cerf.
- Ichou, M. (2013), « Différences d'origine et origine des différences : les résultats scolaires des enfants d'émigrés/immigrés en France du début de l'école primaire à la fin du collège », *Revue française de sociologie*, vol. 54, n°1, p. 5-52.
- Ion, J. (1997), *La fin des militants ?*, Paris, Éditions de l'Atelier.
- Issehnane, S. & Sari, F. (2013), « Effets contextuels et effets de paires », *Revue économique*, vol. 64, n°5, p. 775-804.
- Jablonska, I. (2010), *Les enfants de la République : l'intégration des jeunes de 1789 à nos jours*, Paris, Le Seuil.
- Jacquín, D. & Wiewiorka, M. (1991), « Mutation sociale et racisme. L'expérience de la ville de Mulhouse », *Cahiers internationaux de sociologie*, XC, janvier-juin, p. 89-106.
- Jazouli, A. (1986), *L'action collective des jeunes Maghrébins de France*, Paris, L'Harmattan.

- Jazouli, A. (1992), *Les années banlieues*, Paris, Le Seuil.
- Jazouli, A. (1995), *Une saison en banlieue*, Paris, Plon.
- Jazouli, A. (1998), « Avoir 15/25 ans dans les quartiers populaires et les trois visages de l'action collective », in Sueur, J.-P. (dir.), *Demain la ville*, Tome II, La Documentation française, p. 201-209.
- Jesu, L. (2016), *L'élite artistique des cités: métamorphoses de l'ancrage du hip-hop dans les quartiers populaires en France (1981-2015)*, Thèse, Université de Lorraine.
- Jesu, L. (2017), « La transmission du hip-hop: Entre professionnalisation artistique et ancrage dans les quartiers populaires », *Agora débats/jeunesses*, vol. 77, n°3, p. 27-40.
- Jesu, L. (2019), « Le hip-hop, une culture d'hommes? Gender gap et dispositions genrées chez les pratiquants et les pratiquantes de hip-hop en France », in Buisson-Fenet, H. & Kerivel, A. (dir.), *Des jeunes à la marge?*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 47-62.
- Jobard, F. (2005), « Le nouveau mandat policier. Faire la police dans les zones dites de "non-droit" », *Criminologie*, vol. 38, n°2, p. 103-121.
- Jobard, F. (2006), « Sociologie politique de la "racaille" », in Lagrange, H. & Oberti, M. (dir.), *Émeutes urbaines et protestations, une singularité française*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 59-80.
- Jobard, F., Goris, I. & Lévy, R. (2009), *Police et minorités visibles. Les contrôles d'identité à Paris*, New York, Open Society Institute.
- Jobard, F., Lévy, R., Lamberth, J. & Nevanen, S. (2012), « Mesurer les discriminations selon l'apparence: une analyse des contrôles d'identité à Paris », *Population*, vol. 67, n°3, p. 423-452.
- Joseph, I. (1998), « Le bien commun des villes », in Sueur, J.-P. (dir.), *Demain la ville. Tome II*, Rapport au ministre de la Solidarité et des Affaires sociales, Paris, p. 326-348.
- Jossin, A. & Luxembourg, C. (2017), « Genre, violence et espace. Quand les sciences sociales interrogent l'invisibilité des femmes en quartiers dits sensibles », in Faure, E., Hernández González, E. & Luxembourg, C. (dir.), *La ville: quel genre? L'espace public à l'épreuve du genre*, Montreuil, Le Temps des cerises, p. 99-113.
- Joubert, M., Weinberger, G. & Alfonzi, G. (1996), *Les toxicomanies dans la ville. Contribution socio-ethnologique à l'analyse des logiques sociales et économiques des réseaux et rapports sociaux de trafic*, Paris, Grass.
- Jounin, N. (2008), *Voyage de classes*, Paris, La Découverte.
- Jovelin, E. (1999), « Le leadership ethnique dans le travail social. Choix du métier et pratiques professionnelles », *Déviance et société*, vol. 23, n°3, p. 291-312.
- Juhem, P. (1998), *SOS-Racisme, histoire d'une mobilisation « apolitique »*. *Contribution à une analyse des transformations des représentations politiques après 1981*, Thèse, Université de Paris Nanterre.

K

- Kakpo, N. (2006), « Communauté d'expérience et diversité des trajectoires », in Lagrange, H. & Oberti, M. (dir.), *Émeutes urbaines et protestations, une singularité française*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 81-104.
- Kakpo, N. (2007), *L'Islam, un recours pour les jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Kalifa, D. (1993), « Les Apaches sont dans la ville », *Revue Histoire*, n°168, p. 108-111.
- Kalifa, D. (2013), *La lente résorption des bas-fonds. Les Bas-fonds Histoire d'un imaginaire*, Paris, Seuil, p. 269-303.
- Kebabza, H. & Welzer-Lang, D. (2003), « Jeunes filles et garçons des quartiers: une approche des injonctions de genre », Rapport de recherche pour la Mission Droit et Justice, septembre.

- Kelfaoui, S. (1996),
« Un vote maghrébin
en France ? », *Hérodote*,
n° 80, p. 130-155.
- Kepel, G. (2012).
*Banlieue de la République.
Société, politique et religion
à Clichy-sous-Bois et
Montfermeil*, Paris, Gallimard.
- Kepel, G. (2017).
*Terreur dans l'Hexagone :
genèse du djihad français*,
Paris, Gallimard.
- Khosrokhavar, F. (1997),
L'islam des jeunes, Paris,
Flammarion.
- Khosrokhavar, F. (2000),
« La violence et ses avatars
dans les quartiers sensibles »
Déviance et société,
vol. 24, n° 4, p. 425-440.
- Khosrokhavar, F. (2017),
Radicalisation, Paris, Éditions
de la Maison des sciences
de l'homme.
- Kirszbaum, T. (2000).
*Modernisation des services
publics et éclatement
de la ville. Sous le regard
des chercheurs*, Collection
Recherches, n° 54, Puca.
- Kirszbaum, T. (2008),
*Mixité sociale dans l'habitat.
Revue de la littérature dans
une perspective comparative*,
Études & recherches de
la Halde, La Documentation
française.
- Kirszbaum, T. (2016),
« La reconnaissance publique
des discriminations
territoriales : une avancée en
trompe l'œil », in Hancock, C.,
Lelévrier, C., Weber, S.
& Ripoll, F. (dir.),
*Discriminations territoriales.
Entre interpellation politique
et sentiment d'injustice
des habitants*, Éditions de
l'Œil d'or, 2016, p. 57-72.
- Kokoreff, M. (1991),
« Tags et zoulous : une
nouvelle violence urbaine »,
Esprit, n° 2, février, p. 23-36.
- Kokoreff, M. (1993),
« L'espace des jeunes.
Territoires, identités
et mobilité », *Les Annales
de la recherche urbaine*, vol. 59,
n° 1, p. 171-179.
- Kokoreff, M. (1994),
« La dimension spatiale des
modes de vie des jeunes :
le cas d'une cité de la banlieue
parisienne », *Sociétés
contemporaines*, vol. 17, n° 1,
public ; p. 29-49.
- Kokoreff, M. (1996),
« Comment aborder
les dimensions "ethniques"
des usages des drogues ? »,
Migrants Formation,
n° 107, décembre, p. 140-157.
- Kokoreff, M. (1998),
« L'économie de la drogue.
Des modes d'organisation
aux espaces de trafic »,
*Les Annales de la recherche
urbaine*, vol. 78, n° 1, p. 114-124.
- Kokoreff, M. (2000),
« Faire du business dans
les quartiers. Éléments sur
les transformations socio-
historiques de l'économie
des stupéfiants en milieux
populaires. Le cas du
département des Hauts-
De-Seine », *Déviance et société*,
vol. 24, n° 4, p. 403-423.
- Kokoreff, M. (2003),
La force des quartiers,
Paris, Payot.
- Kokoreff, M. (2006a),
« Les émeutiers
de l'injustice », *Mouvements*,
vol. 44, n° 2, p. 13-25.
- Kokoreff, M. (2006b),
« Sociologie de l'émeute »,
Déviance et société,
vol. 30, n° 4, p. 521-533.
- Kokoreff, M. (2008),
Sociologie des émeutes,
Paris, Payot.
- Kokoreff, M. (2011),
« Drogues, trafics, imaginaire
de la guerre : Des quartiers
aux cartels », *Multitudes*,
vol. 44, n° 1, p. 119-128.
- Kokoreff, M. (2014),
« L'imaginaire social de la
Marche de 1983 », *Africultures*,
vol. 97, n° 1, p. 28-42.
- Kokoreff, M. & Mignon, P. (1994),
*La production d'un
problème social : drogues
et conduites d'excès*, Rapport
IRIS-TS, Paris.
- Kokoreff, M., Péraldi, M.
& Weinberger, M. (dir.) (2007),
*Économies criminelles
et mondes urbains*,
Paris, Presses universitaires
de France.
- Kokoreff, M., Steinauer, O.
& Barron, P. (2007),
« Les émeutes urbaines
à l'épreuve des situations
locales. Récit d'enquête
et dimensions d'analyse »,
SociologieS (en ligne).
- Kokoreff, M. & Vulbeau, A. (1994),
*Exclusion sociale et inscription
urbaine des jeunes dans
les banlieues : entre réseau
et espace régional*, Rapport
pour la RATP.

L

- Laacher, S. (2005),
« L'Islam des nouveaux
Musulmans en terre
d'immigration », *Mouvements*,
vol. 38, n°2, p. 50.
- Laacher, S. & Lenfant, A. (1991),
« Où vont les jeunes filles
quand elles vont à l'école ?
Remarques statistiques
provisoires sur les élèves
d'origine étrangère »,
Migrants-Formation, n°84,
p. 177-189.
- Lacoste-Dujardin, C. (1992),
*Yasmina et les autres de
Nanterre et d'ailleurs. Filles
de parents maghrébins en
France*, Paris, La Découverte.
- Lacroix, I. (2018),
Radicalisations et jeunesse.
Revue de la littérature,
Paris, Injep.
- Lafaye, C. (2021),
« Affiliations et identifications
au quartier », in Bacqué,
M.-H. & Demoulin, J. (dir.),
*Jeunes de quartier. Le pouvoir
des mots*, Caen, C&F Éditions,
p. 177-180.
- Lagier, E. (2011),
« L'engagement associatif
des jeunes dans leur quartier.
Quel espace de politisation ? »,
Diversité, vol. 167, n°1,
p. 59-65.
- Lagrée, J.-C. (1996),
« Marginalités juvéniles »,
in Paugam, S. (dir.),
L'exclusion, l'état des savoirs,
Paris, La Découverte,
p. 321-334.
- Lagrange, H. (1995),
*La civilité à l'épreuve: crime
et sentiment d'insécurité*,
Paris, Presses universitaires
de France.
- Lagrange, H. (1999),
*Les adolescents, le sexe,
l'amour. Itinéraires contrastés*,
Paris La Découverte.
- Lagrange, H. (2000),
« Reconnaissance,
délinquance et violences
collectives », *Esprit*, n°268,
p. 131-152.
- Lagrange, H. (2001),
De l'affrontement à l'esquive,
Paris, La Découverte.
- Lagrange, H. (2006),
« Autopsie d'une vague
d'émeutes », in Lagrange, H.
& Oberti, M. (dir.), *Émeutes
urbaines et protestations,
une singularité française*,
Paris, Presses de Sciences Po,
p. 37-58.
- Lagrange, H. (2008),
« Émeutes, rénovation
urbaine et aliénation
politique », *Revue française
de science politique*, vol. 58,
n°3, p. 377-401.
- Lagrange, H. (2010),
« Réussite scolaire
et conduites adolescentes :
origine culturelle, mixité
et capital social »,
Sociétés contemporaines,
vol. n°80, n°4, p. 73-111.
- Lagrée, J. C. (1985),
« Interactions locales
dans l'espace résidentiel »,
*Les Annales de la recherche
urbaine*, vol. 27, n°1,
p. 57-67.
- Lagrée, J. C. & Lew-Fai, P. (1985),
*La galère: marginalisations
juvéniles et collectivités
locales*, Paris, CNRS Éditions.
- Lainé, F. & Okba, M. (2005),
« Jeunes de parents immigrés :
de l'école au métier »,
Travail et emploi, n°103,
p. 79-93.
- Lapassade, G. & Rousselot, J.-P.
(1990), *Le Rap ou la fureur
de dire*, Paris, Loris Talmart.
- Lapeyronnie, D. (1985),
« Galère et prévention.
Les opérations Été »,
*Les Annales de la recherche
urbaine*, vol. 27, n°1, p. 85-96.
- Lapeyronnie, D. (1987),
« Assimilation, mobilisation
et action collective chez les
jeunes de la seconde
génération de l'immigration
maghrébine », *Revue française
de sociologie*, vol. 28, n°2,
p. 287.
- Lapeyronnie, D. (1993),
L'Individu et les minorités,
Paris, Presses universitaires
de France.
- Lapeyronnie, D. (1999),
« Contre-monde. Imitation,
opposition, exclusion »,
*Les Annales de la recherche
urbaine*, n°83-84, p. 53-58.
- Lapeyronnie, D. (2006),
« Révolte primitive dans les
banlieues françaises »,
Déviance et société, vol. 30,
n°4, 431-448.
- Lapeyronnie, D. (2008),
*Ghetto urbain. Ségrégation,
violence, pauvreté en
France aujourd'hui*, Paris,
Robert Laffont.
- Le Bras, M. (1998),
Le démon des origines,
La Tour d'Aigues, Éditions
de l'Aube.
- Leclercq, R. J. (1985),
« Génération des cités :
conditions de vie et
revendications collectives »,
*Revue européenne des
migrations internationales*,
vol. 1, n°2, p. 161-169.

- Lefebvre, M. (2003), « Génération Motivé-e-s », *Empan*, vol. 50, n°2, p. 80.
- Léger, A. (1997), « Usage des statistiques de la DEP concernant les enfants de migrants », in Aubert, F., Tripier, M. & Vourc'h, F. (dir.), *Jeunes issus de l'immigration. De l'école à l'emploi*, Paris, CIEMI/L'Harmattan, p. 45-60.
- Léger, A. & Tripier, M. (1986), *Fuir ou construire l'école populaire?*, Paris, Méridiens Klincksieck.
- Le Goaziou, V. & Mucchielli, L. (dir.) (2007), *Quand les banlieues brûlent... Retour sur les émeutes de novembre 2005*, Paris, La Découverte.
- Lepoutre, D. (1997), *Cœur de banlieue. Codes, rites, et langages*, Paris, Odile Jacob.
- Leveau, R. (1990), « Les partis politiques et l'intégration des beurs », in Mény, Y. (dir.), *Idéologies, partis politiques et groupes sociaux*, Paris, Presses de la FNSP, p. 247-261.
- Leveau, R. & Wihtol de Wenden, C. (1998), « La Deuxième génération », *Pouvoirs*, n°47, p. 61-62.
- Leveau, R. & Wihtol de Wenden, C. (2001), *La Bourgeoisie: les trois âges de la vie associative issue de l'immigration*, Paris, CNRS Éditions.
- Lewis, O. (1969), « The Culture of Poverty », in Moynihan, D. P. (dir.), *On Understanding Poverty, Perspectives from the Social Sciences*, New York, Basic Books.
- Liauzu, C. & Henry-Lorcerie, F. (dir.) (1989), *Immigration et école: la pluralité culturelle. État des questions, dossiers documentaires, essai bibliographique, 1975-1988*, Aix-en-Provence, Travaux et document de l'Iremam, n°7.
- Liebow, E. (1967), *Tally's Corner. A Study of Negro Streetcorner Men*, Boston, Little Brown.
- Lochak, D. (1993), « Les socialistes et l'immigration, 1981-1993 », in Le Cour Grandmaison, O. & Wihtol de Wenden, C. (dir.), *Les étrangers dans la cité: expériences européennes*, Paris, La Découverte, p. 43-63.
- Lochak, D. (2006), « L'intégration comme injonction. Enjeux idéologiques et politiques liés à l'immigration », *Cultures & Conflits*, n°64, hiver, p. 129-147.
- Lochak, D. (2014), « Une campagne exemplaire et oubliée », *Plein droit*, vol. n°100, n°1, p. 11-14.
- Loncle, P. (2003), *L'action publique malgré les jeunes. Les politiques de jeunesse en France de 1870 à 2000*, Paris, L'Harmattan.
- Lorcerie, F. (1994), « Les sciences sociales au service de l'identité nationale: le débat sur l'intégration en France au début des années 1990 », in Denis-Constant M. (dir.), *Cartes d'identité: comment dit-on « nous » en politique?*, Paris, Presses de la FNSP, p. 245-281.
- Lorcerie, F. (1995), « Scolarisation des enfants d'immigrés. État des lieux et état des questions en France », *Confluences Méditerranée*, n°14, p. 27-66.
- Lorcerie, F. (2003), *L'école et le défi ethnique*, Paris, INRP/ESF Éditions.
- Lorreyte, B. (dir.) (1989), *Les politiques d'intégration des jeunes issus de l'immigration*, Paris, CIEMI/L'Harmattan.
- ## M
- Macé, E. (1997), « Les contours de la médiation: institution, conciliation, conformation. À propos d'un dispositif de "médiation" de la RATP », *Revue française des affaires sociales*, avril-juin, n°2, p. 225-244.
- Macé, É. (dir.) (2019), *Recrutement des jeunes: critère d'âge et logiques de sélection*, Paris, Injep.
- Madoui, M. (2004), « Créer son entreprise pour échapper au chômage et à la discrimination. Le cas des entrepreneurs issus de l'immigration maghrébine », *VEI enjeux*, vol. 136, n°1, p. 86-98.
- Madzou, L. & Bacqué, M. H. (2014), *J'étais un chef de gang. Suivi de Voyage dans le monde des bandes*, Paris, La Découverte.
- Maguer, A. (1984), *Marginalisation et ou intégration de jeunes en milieu ouvrier*, EHESS, Rapport pour le ministère de la Culture, février.

- Malewska-Peyre, H. (dir.) (1982), *Crise d'identité et déviance chez les jeunes immigrés*, Paris, La Documentation française.
- Malewska-Peyre, H. (1983), « L'image de soi des jeunes immigrés », *Bulletin de psychologie*, tome XXXVI, n° 359, p. 363-376.
- Malewska-Peyre, H. (1984), « Crise d'identité, problème de déviance chez les jeunes immigrés », *Les Temps modernes*, n° 452-453-454, p. 1794-1811.
- Malewska-Peyre, H. & Zaleska, M. (1980), « Identités et conflits de valeurs chez les jeunes immigrés maghrébins », *Psychologie française*, XXV, n° 2, p. 125-138.
- Mansouri, M. (2013), *Révoltes postcoloniales au cœur de l'Hexagone*, Paris, Presses universitaires de France.
- Mansouri, M. & Moro, M.R. (2011), « Présumés coupables ? Pourquoi tant de méfiance à l'égard des jeunes "des cités" », *Diversité*, vol. 167, n° 1, p. 152-157.
- Marlière, É. (2005a), « La police et les "jeunes de cité" », *Agora débats/jeunesses*, vol 39, n° 1, p. 94-104.
- Marlière, É. (2005b), « Jeunes en cité. Diversité des trajectoires ou destin commun ? », *Débats Jeunesses*, vol. 15, n° 1, p. 3-278.
- Marlière, É. (2007), « Les "jeunes de cité" et la police : de la tension à l'émeute », *Empan*, vol. 67, n° 3, p. 26-29.
- Marlière, É. (2008), *La France nous a lâchés ! Le sentiment d'injustice chez les jeunes des cités*, Paris, Fayard.
- Marlière, É. (2009), « Des "ouvriers communistes" aux "jeunes des cités" : histoire croisée de la non-reconstruction d'une demande sociale », in Anquetin, V. & Freyermuth, A. (dir.), *La figure de « l'habitant »*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 115-129.
- Marlière, É. (2011), « Émeutes urbaines, sentiments d'injustice, mobilisations associatives. Émergence d'une dynamique politique chez les jeunes dits "de cité" ? », *SociologieS*, p. 1-23.
- Marlière, É. (2013a), « Les jeunes à l'épreuve des institutions locales d'encadrement », *Cahiers de sociologie économique et culturelle*, vol. 56, n° 1, p. 31-56.
- Marlière, É. (2013b), « Les recompositions culturelles des "jeunes de cité" à l'épreuve des déterminismes sociaux et des effets du chômage, de la discrimination et de la ségrégation urbaine », *Lien social et politiques*, n° 70, p. 103-117.
- Marlière, É. (2018), « Pistes pour une économie morale du sentiment d'injustice parmi les jeunes des quartiers populaires urbains », *L'Année du Maghreb*, vol. 18, p. 37-50.
- Marlière, É. (2019), *Banlieues sous tensions. Insurrections ouvrières, révoltes urbaines, nouvelles radicalités*, Paris, L'Harmattan.
- Marlière, É. (2021), *La Fabrique sociale de la radicalisation. Une contre-enquête sociologique*, Boulogne-Billancourt, Berger-Levrault.
- Marlière, É. (2024), « Révoltes urbaines 40 ans après. Ce qui change... et surtout ce qui ne change pas ! », *Multitudes*, vol. 94, n° 1, p. 164-170.
- Marpsat, M. (1999), « La modélisation des "effets de quartier" aux États-Unis », *Population*, n° 2, p. 303-330.
- Marpsat, M. & Laurent, R. (1997), « Le chômage des jeunes est-il aggravé par l'appartenance à un quartier en difficulté ? », in Collectif, *Ces quartiers dont on parle*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, p. 321-346.
- Martiniello, M. & Simon, P. (2005), « Les enjeux de la catégorisation. Rapports de domination et luttes autour de la représentation dans les sociétés post-migratoires », *Revue internationale des migrations européennes*, vol. 21, n° 2, p. 7-18.
- Maruéjols, É. (2011), « La mixité à l'épreuve des loisirs des jeunes dans trois communes de Gironde », *Agora débats/jeunesses*, n° 3, p. 79-91.
- Masclat, O. (2003), *La gauche et les cités : enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris, La Découverte.

- Mathieu, L. (1999),
« Une mobilisation improbable : l'occupation de l'église Saint-Nizier par les prostituées lyonnaises », *Revue française de sociologie*, vol. 40, n°3, p. 475-499.
- Mathieu, L. (2004),
Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux, Paris, Textuel.
- Mauger, G. (1998a),
« La reproduction des milieux populaires "en crise" », *Ville école intégration*, vol. 113, n°1, p. 6-16.
- Mauger, G. (1998b),
« Bandes et valeurs de virilité », *Regards sur l'actualité*, n°243, p. 29-39.
- Mauger, G. (2001a),
« Les politiques d'insertion. Une contribution paradoxale à la déstabilisation du marché du travail », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 136-137, n°1-2, p. 5-14.
- Mauger, G. (2001b),
« Disqualification sociale, chômage, précarité et montée des illégalismes », *Regards sociologiques*, n°20, p. 79-86.
- Mauger, G. (2006),
L'Émeute de novembre 2005. Une révolte protopolitique, Broissieux, Éditions du Croquant.
- Mauger, G. (2009),
La sociologie de la délinquance juvénile, Paris, La Découverte.
- Mauger, G. (2010),
« Jeunesse : essai de construction d'un objet », *Agora Débats/jeunesses*, n°56, p. 9-24.
- Mauger, G. (2011),
« La participation des sociologues au débat public sur l'insécurité », *Histoire@Politique*, n°14, p. 112-121.
- Mauger, G. (2016),
« Sur la "radicalisation islamiste" », *Savoir/Agir*, vol. 37, n°3, p. 91-99.
- Mauger, G. & Poliak, C. (1983),
« Les loubards », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 50, n°1, p. 49-68.
- Maurin, É. (2004),
Le ghetto français : enquête sur le séparatisme social, Paris, Le Seuil.
- Mazouz, S. (2008),
« Les mots pour le dire. La qualification raciale, du terrain à l'écriture », in Bensa, A. & Fassin, D. (dir.), *Les politiques de l'enquête*. Paris, La Découverte, p. 81-98.
- Mazouz, S. (2013),
« Le profil de l'emploi. L'accompagnement des jeunes dans une mission locale », in Fassin, D. (dir.), *Juger, réprimer, accompagner. Essai sur la morale de l'État*, Paris, Le Seuil, p. 309-347.
- Méla, V. (1991),
« Le verlan ou le langage du miroir », *Langages*, vol. 25, n°101, p. 73-94.
- Mélis, C. (2003),
« Nanas-Beurs, Voix d'Elles-Rebelles et Voix de Femmes. Des associations au carrefour des droits des femmes et d'une redéfinition de la citoyenneté », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 19, n°1, p. 81-100.
- Merklen, D. (2013),
Pourquoi brûle-t-on des bibliothèques ?, Villeurbanne, Presses de l'Enssib.
- Mesgarzadeh, S. (2017),
« "Moi ça m'a ouvert un réseau énorme" : une figure entrepreneuriale en banlieue parisienne », in Offerlé, M. (dir.), *Patrons en France*, Paris, La Découverte, p. 303-316.
- Messili, Z. & Ben Aziza, H. (2004),
« Langage et exclusion. La langue des cités en France », *Cahiers de la Méditerranée*, n°69, p. 23-32.
- Meurs, D. & Pailhé, A. (2008),
« Descendantes d'immigrés en France : une double vulnérabilité sur le marché du travail », *Travail, genre et sociétés*, n°20, p. 87-107.
- Meurs, D., Pailhé, A. & Simon, P. (2006),
« Persistance des inégalités entre générations liées à l'immigration : l'accès à l'emploi des immigrés et de leurs descendants en France », *Population*, vol. 61, n°5, p. 763-801.
- Micheron, H. (2020),
Le Jihadisme français. Quartiers, Syrie, prisons, Paris, Gallimard.
- Millet, M. & Thin, D. (2005),
Ruptures scolaires : l'école à l'épreuve de la question sociale, Paris, Presses universitaires de France.
- Millet, M. & Thin, D. (2005),
« École, jeunes de milieux populaires et groupes de pairs », Mohammed, M. & Mucchielli, L. (dir.), *Les bandes de jeunes : des « blousons noirs » à nos jours*, Paris, La Découverte, p. 145-164.

- Mohammed, M. (2007), « Fratries, collatéraux et bandes de jeunes », in Mohammed, M. & Mucchielli, L. (dir.), *Les bandes de jeunes : des « blousons noirs » à nos jours*, Paris, La Découverte, p. 97-122.
- Mohammed, M. (2011), *La formation des bandes. Entre la famille, l'école et la rue*, Paris, Presses universitaires de France.
- Mohammed, M. (2012), « Schémas de sortie de bande : de l'usure de la rue à l'ouverture sociale », in Mohammed, M. (dir.), *Les sorties de délinquance : théories, méthodes, enquêtes*, Paris, La Découverte, p. 182-209.
- Mohammed, M. (2021), « Ethnographie des usages de la race dans un collège périphérique », in Lorcerie, F. (dir.), *Éducation et diversité*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 177-190.
- Mohammed, M. (2023), *Y a embrouille. Sociologie des rivalités de quartier*, Paris, Stock.
- Mohammed, M. & Mucchielli, L. (2007a), « La police dans les "quartiers sensibles" : un profond malaise », in Le Goaziou, V. & Mucchielli, L. (dir.), *Quand les banlieues brûlent... Retour sur les émeutes de novembre 2005*, Paris, La Découverte, p. 104-125.
- Mohammed, M. & Mucchielli, L. (dir.) (2007b), *Les bandes de jeunes : des « blousons noirs » à nos jours*, Paris, La Découverte.
- Mohammed, M. & Selz, M. (2011), « Le déni des familles ? À propos de Hugues Lagrange, Le déni des cultures (Seuil, 2010) », *Sociologie* (en ligne).
- Moignard, B. (2008). *L'école à la rue : fabriques de délinquance : une étude comparative entre la France et le Brésil*, Paris, Presses universitaires de France, Le Monde.
- Moignard, B. & Rubi, S. (2020), « Lectures sociologiques des désordres scolaires dans la recherche française. 30 ans de construction de l'objet. 1985-2015. Première partie. Les désordres scolaires en sociologie de l'éducation : cartographie et transformations d'un objet de recherche », *Revue française de pédagogie*, vol. 208, p. 97-134.
- Momméja, A. (2015), « Le passage au politique, une voie sans issue ? Les jeunes issus de l'immigration et la gauche dans les années 1980 », in Kirszbaum, T. (dir.), *En finir avec les banlieues. Le désenchantement de la politique de la ville*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, p. 78-88.
- Momméja, A., (2016), *Les Enfants d'immigrés au temps du droit à la différence. Sociohistoire d'une politique compassionnelle*, Thèse, Université de Nanterre Paris Ouest La Défense.
- Momméja, A. & Hadj Belgacem, S. (2018), « Parler au nom de la jeunesse d'origine immigrée. La difficile émergence d'une représentation politique », in Hadj Belgacem, S. & Nasri, F. (dir.), *La Marche de 1983. Des mémoires à l'histoire d'une mobilisation collective*, Nanterre, Presses universitaires de Paris Nanterre, p. 165-175.
- Moncomble, F. (2007), « Jeunes des cités : culture de territoire et rupture de l'identité politique : », *L'Homme & la société*, vol. 165-166, n°3, p. 103-116.
- Monjardet, D. (1994), « La culture professionnelle des policiers », *Revue française de sociologie*, vol. 35, n°3, p. 393-411.
- Monjardet, D. (2002), « L'insécurité politique : police et sécurité dans l'arène électorale », *Sociologie du travail*, vol. 44, n°4, p. 543-555.
- Monod, J. (1968), *Les barjots, ethnographie des bandes de jeunes*, Julliard, Paris.
- Moreau, A. (1995), « Culture de l'entre-deux et survie psychique du migrant », *Hommes & Migrations*, n°1190, septembre, p. 22-27.
- Moumen-Marcoux, R. (1998), *Immigration, prison, sida : d'une anthropologie des conflits touchant la jeunesse maghrébine*, CIEMI / L'Harmattan.
- Mozère, L., Peraldi, M. & Rey, H. (1999), *Intelligence des banlieues*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube.

- Mucchielli, L. (1999a),
« Violences urbaines, réactions collectives et représentations de classe chez les jeunes des quartiers relégués de la France des années 1990 », *Actuel Marx*, n°2, p. 85-107.
- Mucchielli, L. (1999b),
« Le rap, tentative d'expression politique et de mobilisation collective de jeunes des quartiers relégués », *Mouvements*, 3, p. 60-66.
- Mucchielli, L. (2003),
« Délinquance et immigration en France: un regard sociologique », *Criminologie*, vol. 36, n°2, p. 27-55.
- Mucchielli, L. (2005),
Le Scandale des « tournantes ». Dériver médiatiques, contre-enquête sociologique, Paris, La Découverte.
- Mucchielli, L. & Aït-Omar, A. (2007), « Les émeutes de novembre 2005: les raisons de la colère », in Le Goaziou, V. & Mucchielli, L. (dir.), *Quand les banlieues brûlent... Retour sur les émeutes de novembre 2005*, Paris, La Découverte, p. 11-35.
- Muxel, A. (1988),
« Les attitudes socio-politiques des jeunes issus de l'immigration en région parisienne », *Revue française de science politique*, vol. 38, n°6, p. 925-940.
- Nasri, F. (2011),
« Zaâma d'Banlieue (1979-1984): les pérégrinations d'un collectif féminin au sein des luttes de l'immigration », in Bérout, S., Gobille, B., Hajjat, A. & Zancarini-Fournel, M. (dir.), *Engagements, rébellions et genre dans les quartiers populaires en Europe (1968-2005)*, Paris, Archives Contemporaines, p. 65-78.
- Nasri, F. (2021),
« La démobilisation des Jeunes Arabes de Lyon et Banlieue (1985-1998) ou les effets contradictoires de la reconnaissance publique », in Delfini, A., Talpin, J. & Janoé, V. (dir.), *Démobiliser les quartiers. Enquêtes sur les pratiques de gouvernement en milieu populaire*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, p. 77-97.
- Neveu, C. (1999),
« La citoyenneté entre individuel et collectif. Bref portrait de "jeunes" animateurs issus de l'immigration en citoyens », *VEI*, septembre, n°118, p. 68-80.
- Neveu, C. (2001),
« L'accès à l'espace public entre politiques publiques et "dérive ethnique". L'expérience d'associations "de jeunes" à Roubaix », in Vulbeau, A. (dir.), *La jeunesse comme ressource. Expérimentations et expériences dans l'espace public*. Toulouse, Erès, p. 213-227.
- Neyrand, G. (1996),
« Entre quartiers et institutions, des jeunes en association », *Débats Jeunes*, vol. 1, n°1, p. 65-76.
- Noël, O. (1999),
« Intermédiaires sociaux et entreprises: des coproducteurs de discrimination? », *Hommes & Migrations*, n°1219, mai-juin, p. 5-17.
- Noël, O. (2000),
« La face cachée de l'intégration: les discriminations institutionnelles à l'embauche », *VEI enjeux*, vol. 121, n°1, p. 106-116.
- Noël, O. (2007),
« Pas de 31 », *Diversité*, vol. 149, n°1, p. 39-47.
- Noiriel, G. (1988a),
« Les jeunes "d'origine immigrée" n'existent pas », in Lorreyte, B. (dir.), *Les Politiques d'intégration des jeunes issus de l'immigration*, Paris, CIEMI/L'Harmattan, p. 226-227.
- Noiriel, G. (1988b),
Le Creuset français. Histoire de l'immigration, XIX^e-XX^e siècle, Paris, Le Seuil.
- Oberti, M. (1999),
« Formes et contenu d'une conscience sociale chez les jeunes des "quartiers en difficulté" », *Actuel Marx*, n°26, p. 69-83.
- Oberti, M. (2005),
« Différentiation sociale et scolaire du territoire: inégalités et configurations locales », *Sociétés contemporaines*, n°59-60, p. 13-42.

P

- Oberti, M. & Guillaume-Le Gall, M. (2024), « Les territoires des émeutes. La ségrégation urbaine au cœur des violences », *La Vie des idées* (en ligne), 12 avril.
- Ocqueteau, F. (1999), « Mutations dans le paysage français de la sécurité publique », *Les Annales de la recherche urbaine*, n°83-84, p. 7-13.
- Ocqueteau, F. (2007), « Les émeutes urbaines de l'automne 2005 : cadres d'analyse et points aveugles de la sociologie française », *Sociologie du travail*, vol. 49, n°4, p. 531-543.
- Okba, M. & Lainé, F. (2004), « Les jeunes des zones sensibles et leurs difficultés d'insertion professionnelle », in Fitoussi, J.-P., Laurent, E. & Maurice, J. (dir.), *Ségrégation urbaine et intégration sociale*, Rapport du Conseil d'analyse économique, La Documentation française, p. 279-293.
- Oppenchain, N. (2016), *Adolescents de cité. L'épreuve de la mobilité*, Tours, Presses universitaires François Rabelais.
- Ott, L. (2007), « Pourquoi ont-ils brûlé les écoles ? », in Le Goaziou, V. & Mucchielli, L. (dir.), *Quand les banlieues brûlent... Retour sur les émeutes de novembre 2005*, Paris, La Découverte, p. 126-144.
- Palheta, U. (2017), « Espoirs scolaires et déboires professionnels des filles d'origine populaire », in Beaud, S. & Mauger, G. (dir.), *Une génération sacrifiée ? Jeunes des classes populaires dans la France désindustrialisée*, Paris, Presses universitaires de France, p. 99-111.
- Paugam, S. (dir.) (1996), *L'exclusion, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte.
- Payet, J.-P. (1992), « Civilités et ethnicité dans les collèges de banlieue : enjeux, résistances et dérives d'une action scolaire territorialisée », *Revue française de pédagogie*, n°101, p. 59-69.
- Payet, J.-P. (1995), *Collèges de banlieue. Ethnographie d'un monde scolaire*, Méridiens Klincksieck.
- Payet, J.-P. (1997), « La catégorie ethnique dans l'espace relationnel des collèges de banlieue : entre censure et soulignement », in Aubert, F., Tripier, M., Vourc'h, F. (dir.), *Jeunes issus de l'immigration. De l'école à l'emploi*, Paris, Ciemi/L'Harmattan, p. 207-218.
- Payet, J.-P. (1998), « La ségrégation scolaire. Une perspective sociologique sur la violence à l'école », *Revue française de pédagogie*, n°123, p. 21-34.
- Payet, J. P. & Van Zanten, A. (1996), « L'école, les enfants de l'immigration et des minorités ethniques : une revue de la littérature française, américaine et britannique », *Revue française de pédagogie*, n°117, p. 87-88.
- Penin, N. (2023), *Que fait le sport pour l'intégration ? Effets sous conditions des activités physiques, en quartiers prioritaires de la politique de la ville. Volume 2, Mémoire d'habilitation à diriger des recherches*, Université de Strasbourg.
- Petit, P., Duguet, E. & L'Horty, Y. (2015), « Discrimination résidentielle et origine ethnique : une étude expérimentale sur les serveurs en Île-de-France », *Économie & prévision*, n°206-207, p. 55-69.
- Perrineau, P. & Rey, H. (2002), « Crise urbaine et citoyenneté », *Agora débats/jeunesses*, vol. 30, n°1, p. 28-45.
- Perrot, P. (2006), « La discrimination systémique dans le système éducatif français », *Cahiers de l'URMIS*, n°10-11.
- Perroton, J. (2000), « Les ambiguïtés de l'ethnisation des relations scolaires, l'exemple des relations école-familles à travers la mise en place d'un dispositif de médiation », *VEI-Enjeux*, n°121, p. 130-147.
- Peyrat, S. (2001), « La cité : une nation de jeunes », in Vulbeau, A. (dir.), *La jeunesse comme ressource. Expérimentations et expériences dans l'espace public*. Toulouse, Erès, p. 95-108.

- Peyrat, S. (2006),
« La règle, le collège, la cité », *Diversité*, vol. 147, n°1, p. 109-116.
- Phelps, E. S. (1972),
« The statistical theory of racism and sexism », *American Economic Review*, vol. 62, n°4, p. 659-661.
- Pialoux, M. (1979),
« Jeunes sans avenir et travail intérimaire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 26, n°1, p. 19-47.
- Piettre, A. (2017),
« Vers le *community organizing*? Le renouveau islamique dans la transformation de l'espace social d'une banlieue parisienne (1996-2016) », in Talpin, J., O'Miel, J. & Frégosi, F. (dir.), *L'islam et la cité*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, p. 165-204.
- Pinson, D. (1988),
« Relations entre espace de l'habitat et comportements ethniques », in Boumaza, N., De Maria, M.-F., De Rudder, V. (dir.), *Banlieue, immigration, gestion urbaine*, Grenoble, Université Joseph Fourier, Institut de géographie alpine, p. 253-264.
- Pinson, D. (1995),
« Générations immigrées et mode d'habiter. Entre repli communautaire et fusion transethnique », *Les Annales de la recherche urbaine*, vol. 68, n°1, p. 189-198.
- Poinsot, M. (1991),
« L'intégration politique des jeunes Maghrébins : deux stratégies associatives dans la région lilloise », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 7, n°3, p. 119-138.
- Poiret, C. (2000),
« La construction de l'altérité à l'école de la République », *VEI-Enjeux*, n°121, p. 148-177.
- Préteceille, E. (2006),
« La ségrégation sociale a-t-elle augmenté? La métropole parisienne entre polarisation et mixité », *Sociétés contemporaines*, n°62, p. 5-30.
- Purenne, A. & Deher, A. (2021),
« Le rapport des jeunes à l'institution policière », in Bacqué, M.-H. & Demoulin, J. (dir.), *Jeunes de quartier. Le pouvoir des mots*, Caen, C&F Éditions, p. 161-168.
- Q**
- Querneux, E. (2018),
« Fournir les codes de l'entreprise à ceux qui en sont éloignés : construction et mitigation d'un risque socio-racial », *Les Cahiers de la LCD*, n°1, p. 57-75.
- R**
- Raibaud, Y. (2007),
« Genre et loisirs des jeunes », *Empan*, vol. 65, p. 1, p. 67-73.
- Rainwater, L. (1970),
Behind the Ghetto Walls. Black Families in a Federal Slum, Chicago, Aldine.
- Rea, A. (2007),
« Les émeutes urbaines : causes institutionnelles et absence de reconnaissance », *Déviance et Société*, vol. 30, n°4, p. 463-475.
- Rhein, C. (1994),
« La ségrégation et ses mesures », in Brun J. & Rhein C. (dir.), *La ségrégation dans la ville. Concepts et mesures*, Paris, L'Harmattan, p. 121-161.
- Rhein, C., Le Pape, A. & Grosbras, P. A. (1996),
Division sociale de l'espace et inégalités de scolarisation, Plan Construction Architecture, Ministère de l'Équipement.
- Richard, J.-L. (1998),
« Rester en France, devenir français, voter : trois étapes de l'intégration des enfants d'immigrés », *Économie et statistique*, n°316-317, p. 151-162.
- Richard, J.-L. (1999a),
« L'école intègre et ne discrimine pas », (en ligne) URL: <http://census.web.ined.fr/debat/Contributions/Mars-1999/listcensus163j.html>
- Richard, J.-L. (1999b),
« Comment votent les jeunes Français issus de l'immigration? », *Diversité*, n°118, p. 119-134.
- Rinaudo, C. (1998),
« L'imputation de caractéristiques ethniques dans l'encadrement de la vie scolaire », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 14, n°3, p. 27-43.
- Rinaudo, C. (1999),
L'ethnicité dans la cité : jeux et enjeux de la catégorisation ethnique, Paris, L'Harmattan.
- Robin, A. (2008),
Les filles de banlieue populaire. Footballeuses et « garçonnnes » de « cité » : « mauvais genre » ou « nouveau genre »?, Paris, L'Harmattan.

- Robine, J. (2006),
« Les "indigènes
de la République" : nation
et question postcoloniale :
Territoires des enfants
de l'immigration et rivalité
de pouvoir », *Hérodote*,
vol. 120, n°1, p. 118.
- Roché, S. (1999),
« Les règles d'hospitalité
et les professionnels
de l'ordre en public », *Cahiers
du CR-DSU*, n°22, p. 29-33.
- Roché, S. (2001),
La délinquance des jeunes,
Paris, Le Seuil.
- Roché, S. (2006),
*Le Frisson de l'émeute :
violences urbaines
et banlieues*, Paris, Le Seuil.
- Roché, S. (2022),
*La nation inachevée :
la jeunesse face à l'école
et la police*, Paris, Grasset.
- Rosenberg, S. (1998),
« Qualification mutuelle
des exclus et des institutions :
un mode de reconstruction
de la société », *Ville école
intégration*, vol. 113, n°1,
p. 29-43.
- Rouleau-Berger, L. (1991),
*La ville intervalle : jeunes
entre centre et banlieue*, Paris,
Méridiens-Klincksieck.
- Rouleau-Berger, L. (1993),
« La construction sociale des
espaces intermédiaires :
l'exemple de jeunes en emploi
précaire face aux politiques
sociales », *Sociétés
contemporaines*, vol. 14, n°1,
p. 191-209.
- Rouleau-Berger, L. (1995),
« Expériences et compétences
des jeunes dans les espaces
intermédiaires »,
Lien social et politiques,
n°34, p. 109-117.
- Rouleau-Berger, L. (2003),
« Jeunes, travail et insécurité
salariale », *Empan*, vol. 50,
n°2, p. 57.
- Rouleau-Berger, L.
& Ould-Mebarek, A. (2001),
*Insertions segmentées
et discriminations des femmes
immigrées et des jeunes
femmes d'origine étrangère
dans l'accès à l'emploi*,
Rapport pour le Fasild, juin.
- Roux, G. & Roché, S. (2016),
« Police et phénomènes
identitaires dans
les banlieues : entre ethnicité
et territoire : Une étude
par focus groups », *Revue
française de science politique*,
vol. 66, n°5, p. 729-750.
- Roy, O. (1993),
« Les immigrés dans la ville.
Peut-on parler de tensions
ethniques? », *Esprit*, juin,
p. 41-53.
- Roy, O. (2005),
« Intifada des banlieues
ou émeutes de jeunes
déclassés? », *Esprit*, décembre,
p. 26-30.
- Roy, O. (2002),
Généalogie de l'islamisme,
Paris, Fayard.
- Roy, O. (2016),
Le Djihad et la mort,
Paris, Le Seuil.
- Rubi, S. (2002),
« Les "crapuleuses" :
masculinisation
des comportements
ou application de la loi des
plus fortes? », *VEI enjeux*,
n°128, p. 114-135.
- Rubi, S. (2003),
« Les comportements
"déviant" des adolescentes
des quartiers populaires :
être "crapuleuse", pourquoi
et comment? : Les recherches
sur les conduites violentes
des filles », *Travail, genre
et sociétés*, vol. 9, n°1, p. 39-70.
- Rude-Antoine, E. (1999),
« Trajectoires familiales,
transformation des rôles
et des statuts », in Dewitte P.
(dir.), *Immigration et
intégration. L'état des savoirs*,
Paris, La Découverte,
p. 214-235.

S

- Safi, M. & Simon, P. (2013),
« Les discriminations
ethniques et raciales dans
l'enquête Trajectoires
et Origines : représentations,
expériences subjectives et
situations vécues », *Economie
et statistique*, vol. 464, n°1,
p. 245-275.
- Sala Pala, V. (2011),
« Quand des jeunes d'un
quartier populaire
interprètent les émeutes
urbaines », in Bérout, S.,
Gobille, B., Hajjat, A.
& Zancarini-Fournel, M. (dir.),
*Engagements, rébellions
et genre dans les quartiers
populaires en Europe
(1968-2005)*, Paris, Archives
Contemporaines, p. 43-58.
- Santelli, E. (2007),
« Les jeunes de banlieue
d'origine maghrébine :
entre galère et emploi stable,
quel devenir? », *Revue
européenne des migrations
internationales*, vol. 23,
n°2, p. 57-77.

- Santelli, E. (2010),
« L’empreinte du quartier »,
in Lorcerie, F. (dir.), *Pratiquer
les frontières*, Paris, CNRS
Éditions, p. 175-199.
- Sauvadet, T. (2005),
« Causes et conséquences
de la recherche de “capital
guerrier” chez les jeunes
de la cité », *Déviance et société*,
vol. 29, n°2, p. 113.
- Sauvadet, T. (2006a),
« Le sentiment d’insécurité
du “dealer de cité” », *Sociétés
et jeunesses en difficulté*,
n°1, printemps, p. 5-20.
- Sauvadet, T. (2006b),
*Le Capital guerrier. Solidarité
et concurrence entre jeunes
de cité*, Paris, Armand Collin.
- Sauvadet, T. (2007),
« Équipes, bandes, classes
d’âges : la vie juvénile
de cité et de rue sous forme
de poupées russes », in
Mohammed, M. & Muchielli,
L. (dir.), *Les bandes de jeunes :
des « blousons noirs » à nos
jours*, Paris, La Découverte,
p. 123-144.
- Sayad, A. (1979),
« Les enfants illégitimes »,
*Actes de la recherche
en sciences sociales*, vol. 25,
n°1, p. 61-81.
- Sayad, A. (1984),
« Tendances et courants
des publications en sciences
sociales sur l’immigration
en France depuis 1960 »,
Current Sociology, vol. 32,
n°3, p. 219-304.
- Sayad, A. (1994a),
« Le mode de génération
des générations immigrées »,
Migrants Formation, n°98,
septembre, p. 11-12.
- Sayad, A. (1994b),
« Qu’est-ce que l’intégration ? »,
Hommes & Migrations,
n°1182, décembre, p. 1-20.
- Schnapper, D. (1991),
La France de l’intégration,
Paris, Gallimard.
- Schnapper, D. (1994),
*La Communauté des citoyens.
Sur l’idée moderne de nation*,
Paris, Gallimard.
- Schwartz, O. (2002),
*Le Monde privé des ouvriers :
hommes et femmes
du Nord*, Paris, Presses
universitaires de France.
- Sicot, F. (2003),
« Quelle transmission
culturelle pour les jeunes
des quartiers de relégation ? »,
Empan, vol. 50, n°2, p. 38.
- Sicot, F. (2007a),
« Les émeutes de novembre
2005 : luttes de la jeunesse
pour la reconnaissance »,
Empan, vol. n°67, n°3, p. 13-18.
- Sicot, F. (2007b),
« Conflits de culture
et déviances des jeunes
de banlieue », *Revue
européenne des migrations
internationales*, vol. 23,
n°2, p. 29-56.
- Silberman, R. & Fournier, I.
(1999), « Les enfants
d’immigrés sur le marché
du travail. Les mécanismes
d’une discrimination
sélective », *Formation Emploi*,
vol. 65, n°1, p. 31-55.
- Silberman, R. & Fournier, I.
(2006), « Les secondes
générations sur le marché
du travail en France :
une pénalité ethnique ancrée
dans le temps », *Revue
française de sociologie*, vol. 47,
n°2, p. 235-263.
- Siméant, J. (1998),
La Cause des sans-papiers,
Paris, Presses de Sciences Po.
- Simon, P. (1998),
« La discrimination : contexte
institutionnel et perception
par les immigrés »,
Hommes & migrations,
vol. 1211, n°1, p. 49-67.
- Simon, P. (2000),
« Les jeunes issus
de l’immigration se cachent
pour vieillir. Représentations
sociales et catégories de
l’action publique », *VEI enjeux*,
vol. 121, n°1, p. 23-38.
- Simon, P. (2007),
« La question de la seconde
génération en France :
mobilité sociale et
discrimination », in Potvin M.,
Eid, P. & Venel, N. (dir.),
*La seconde génération issue
de l’immigration. Une
comparaison France-Québec*,
Outremont, Athéna,
p. 59-85.
- Simon, P. & Tiberj, V. (2013),
« Sécularisation ou regain
religieux : la religiosité
des immigrés et de leurs
descendants », *Documents
de travail*, n°196, Ined.
- Solignac, M. & Tô, M. (2016),
« Le niveau de chômage
dans le voisinage affecte-t-il
l’entrée sur le marché du
travail ? », *Revue économique*,
vol. 67, n°3, p. 495-524.

- Streiff-Fénart, J. (1998), « Racisme et catégorisation sociale », in *Quelles initiatives contre le racisme « ordinaire » ?*, Profession Banlieue, p. 23-33.
- Streiff-Fénart, J. (2002), « Un dilemme français : modèle républicain et discriminations ethniques », *Faire-Savoirs : Sciences de l'Homme et de la Société en Provence-Alpes-Côte d'Azur*, n°1, p. 69-76.
- Streiff-Fénart, J. (2006), « À propos des valeurs en situation d'immigration : questions de recherche et bilan des travaux », *Revue française de sociologie*, vol. 47, n°4, p. 851-875.
- T**
- Taboada-Leonetti, I. (1982), « Identité nationale et liens avec les pays d'origine », in H. Malewska-Peyre (dir.), *Crise d'identité et déviance chez les jeunes immigrés*, Vaucresson, p. 205-248.
- Taboada-Leonetti, I. (1983), « Les jeunes filles, une problématique spécifique », in *Crise d'identité sociale et problèmes de déviance chez les jeunes immigrés*, CFRES, Vaucresson, La Documentation Française, Paris, p. 1-20.
- Taboada-Leonetti, I. (dir.) (1997), *Formes de participation des jeunes dans la ville, référents identitaires*, Urmis, Rapport pour le Fas.
- Taboada-Leonetti, I. (1998), « Stratégies identitaires et minorités : le point de vue du sociologue », in Camilleri, C. et al. (dir.), *Stratégies identitaires*, Paris, Presses universitaires de France, p. 43-83.
- Tafferant, N. (2007), *Le « business ». Une économie souterraine*, Paris, Presses universitaires de France.
- Taharount, K. (2017). *On est chez nous : histoire des tentatives d'organisation politique de l'immigration et des quartiers populaires (1981-1988)*, Paris Solnitsata.
- Taharount, K. (2019), « Quand les "banlieues" se définissent elles-mêmes. De Résistance des banlieues au Forum social des quartiers populaires (1989-2012) », *Parlement [s], Revue d'histoire politique*, n°3, p. 101-122.
- Talpin, J. (2016), « Une répression à bas-bruit. Comment les élus étouffent les mobilisations dans les quartiers populaires », *Métropolitiques* (en ligne), 22 février.
- Talpin, J., Balazard, H., Carrel, M., Belgacem, S. H., Kaya, S., Purenne, A. & Roux, G. (2021), *L'épreuve de la discrimination : enquête dans les quartiers populaires*, Paris, Presses universitaires de France.
- Taylor, C. (1999), *Multiculturalisme, différence et démocratie*, Paris, Flammarion.
- Tanabé, Y. (2018), « De l'antiracisme au travail de mémoire. Le changement de conscience politique au Tactikollectif », in Hadj.
- Belgacem, S. & Nasri, F. (dir.), *La Marche de 1983. Des mémoires à l'histoire d'une mobilisation collective*, Nanterre, Presses universitaires de Paris Nanterre, p. 69-88.
- Tellier, T. (2008), « Les jeunes des ZUP : nouvelle catégorie sociale de l'action publique durant les Trente Glorieuses ? », *Histoire@Politique*, n°4, janvier-avril.
- Tellier, T. (2022), *Humaniser le béton. Les origines de la politique de la ville en France (1969-1983)*, Paris, L'Harmattan.
- Tellier, T. (2024), *L'Enfant de La Courneuve : 1983, le meurtre de Toufik Ouannès*, Paris, Michalon.
- Tétard, F. (1988), « Le phénomène blousons noirs en France, fin des années 1950-début des années 1960 », in *Révolte et Société, Actes du 4^e colloque d'Histoire au présent*, La Sorbonne, Paris, Tome II, p. 205-214.
- Tévanian, P. & Tissot, S. (2002), *Dictionnaire de la lepénisation des esprits*, Paris, L'Esprit frappeur.
- Thin, D. (1998), *Quartiers populaires : l'école et les familles*, Lyon, Presses universitaires de Lyon.
- Tissot, S. (2007), *L'État et les quartiers : genèse d'une catégorie de l'action publique*, Paris, Le Seuil.

- Tissot, S. & Poupeau, F. (2005), « La spatialisation des problèmes sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°159, p. 4-9.
- Touraine, A. (1991), « Face à l'exclusion », *Esprit*, n°169, p. 7-13.
- Touraine, A., Wieviorka, M. & Dubet F. (1984), *Le Mouvement ouvrier*, Paris, Fayard.
- Tourrilhes, C. (2006), « Construction sociale d'une jeunesse en difficulté », *Agora débats/jeunesses*, vol. 40, n°1, p. 108-119.
- Tribalat, M. (1995), *Faire France. Une enquête sur les immigrés et leurs enfants*, Paris, La Découverte.
- Tribalat, M. (1996), *De l'immigration à l'assimilation*, Paris, La Découverte.
- Trindade-Chadeau, A. (2019), *L'incitation à l'entrepreneuriat des jeunes dans des quartiers de la politique de la ville (QPV): étude exploratoire*, Notes & rapports, Injep.
- Tripier, M. (1990), *L'Immigration dans la classe ouvrière en France*, Paris, Ciemi/L'Harmattan.
- Truong, F. (2012), « Au-delà et en deçà du Périphérique: Circulations et représentations territoriales de jeunes habitants de Seine-Saint-Denis dans la métropole parisienne », *Métropoles* (en ligne), n°11.
- Truong, F. (2013), *Des capuches et des hommes. Trajectoires de « jeunes de banlieue »*, Paris, Buchet-Chastel.
- Truong, F. (2015), « Retour sur les raisons de la colère. La mort, les "conneries" et la haine, dix ans après », *Agora débats/jeunesses*, vol. 70, n°2, p. 95-109.
- Truong, F. (2017a), *Loyautés radicales: l'islam et les « mauvais garçons » de la nation*, Paris, La Découverte.
- Truong, F. (2017b), « Des scènes, des trajectoires et des cas. Enquêter auprès de "jeunes de banlieue" », in Guérandel, C. & Marlière, É (dir.), *Filles et garçons des cités. Les stéréotypes genrés et raciaux à l'épreuve la réalité empirique*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, p. 31-44.
- Truong, F. (2017c), « Délinquance juvénile: être délinquant et en sortir », *Regards croisés sur l'économie*, n°20, p. 122-131.
- Vaissière, C. (2002), « Les sociabilités adolescentes dans les quartiers difficiles », *VEI-Enjeux*, vol. 128, n°1, p. 33-45.
- Vallet, L.-A. & Caille, J.-P. (1996), « Niveau en français et en mathématiques des élèves étrangers ou issus de l'immigration », *Économie et statistique*, n°293, p. 137-153.
- Van Zanten, A. (2000), « Le quartier ou l'école? Déviance et sociabilité adolescente dans un collège de banlieue », *Déviance et Société*, vol. 24, n°4, p. 1-15.
- Van Zanten, A. (2001), *L'école de la périphérie: scolarité et ségrégation en banlieue*. Paris, Presses universitaires de France.
- Vareilles, R. (2023), « Le postcolonial comme moyen de mobilisation. Divergences stratégiques dans l'antiracisme en France », *Cultures & conflits*, n°127-128, p. 39-58.
- Vieille Marchiset, G. (2007), « La construction sociale des espaces sportifs ouverts dans la ville: Enjeux politiques et liens sociaux en question », *L'Homme et la société*, n°165-166, p. 123-145.
- Vieillard-Baron, H. (1987), « Chanteloup-les-Vignes, le risque du ghetto », *Esprit*, novembre, p. 9-23.
- Vieillard-Baron, H. (1990), « Le ghetto un lieu commun impropre et banal: Approches conceptuelles et représentations », *Les Annales de la recherche urbaine*, vol. 49, n°1, p. 12-22.
- Vieillard-Baron, H. (1994), « Des banlieues aux ethnies. Géographie à voir, histoire à suivre... », *Les Annales de la recherche urbaine*, vol. 64, n°1, p. 96-102.
- Vieillard-Baron, H. (1997), « De l'origine de l'"ethnie" aux fabrications ethniques en banlieue », *Migrants Formation*, vol. 109, n°1, p. 24-47.

V

Vinsonneau, G. (1985),
« Etudes comparatives
des modalités
d'intériorisation de quelques
représentations négatives
dans les populations
de pré-adolescents,
d'adolescents et d'adultes
immigrés », in *Immigrations,
multi-ethnicité et socialisation
des jeunes*, 5^{èmes} journées
internationales
de Vaucresson, p. 50-70.

Viprey, M. & Deroche, L. (1998),
*Conditions d'accès
à l'entreprise des jeunes
étrangers ou d'origine
étrangère : nature
des résistances*, IRES, Paris.

Vulbeau, A. (1992),
Du tag au tag,
Paris, Desclée de Brouwer.

Vulbeau, A. (1995),
« L'espace public
de la jeunesse », in Berlioz, G.
& Richard, A. (dir.), *Les 15-25
ans acteurs dans la cité*, Paris,
Syros, p. 87-103.

Vulbeau, A. (2002),
« Les inscriptions de la
jeunesse », *Débats Jeunes*,
vol. 10, n°1, p. 5-186.

W

Wacquant, L. (1992),
« Pour en finir avec le mythe
des "cités-ghettos". Les
différences entre la France
et les États-Unis », *Les
Annales de la recherche
urbaine*, vol. 54, n°1, p. 21-30.

Wacquant, L. (2006),
*Parias urbains.
Ghetto, banlieue, État*, Paris,
La Découverte.

Weil, P. (2005),
La République et sa diversité,
Paris, Le Seuil.

Wieviorka, M. (dir.) (1992),
La France raciste, Paris,
Le Seuil.

Wieviorka, M. (dir.) (1996),
*Une société fragmentée ?
Le multiculturalisme en débat*,
Paris, La Découverte.

Wieviorka, M. (dir.) (1999),
Violence en France, Paris,
Le Seuil.

Wihtol de Wenden, C. (1987),
*Citoyenneté, nationalité et
immigration*, Paris, Arcantère.

Wihtol de Wenden, C. (1989),
« Citoyenneté, nationalité
et immigration », *International Review
of Community Development*,
n°21, p. 43-48.

Wihtol de Wenden, C. (1993),
« Les élites socio-politiques
d'origine maghrébine :
l'Arlésienne », *Horizons
maghrébins*, n°20-21, p. 52-58.

Wihtol de Wenden, C. (1997),
« Le mouvement "beur"
et les institutions
républicaines. Les trois âges
de la vie associative », *Sociétés & Représentations*,
vol. 2, p. 201-211.

Wilson, W. J. (1987),
*The Truly Disadvantaged:
the Inner City, the Underclass
and Public Policy*, Chicago,
University of Chicago Press.

Wilson, W. J. (1996),
*When Work Disappears.
The World of the
New Urban Poor*, New York,
Alfred A. Knopf.

Wirth, L. (1928),
The Ghetto, Chicago,
University of Chicago Press.

Z

Zalewska, M. (1983),
« Identité culturelle des
adolescents issus des familles
de travailleurs immigrés »,
in *Crise d'identité sociale
et problèmes de déviance
chez les jeunes immigrés*,
CFRES, Vaucresson,
La Documentation française,
Paris, p. 1-20.

Zancarini-Fournel, M. (2002),
« La question immigrée
après 1968 », *Plein droit*,
n°53-54, p. 12-30.

Zanna, O. & Lacombe, P. (2005),
« L'entrée en délinquance
de mineurs incarcérés :
analyse comparative entre
des jeunes "d'origine
française" et des jeunes
"d'origine maghrébine" », *Déviance et société*, vol. 29,
n°1, mars, p. 3-19.

Zaffran, J. (2010),
« Entrer en Segpa et en
sortir ou la question
des inégalités transposées », *Emploi-Formation*, n°109,
Cereq, p. 85-97.

Zauberman, R. & Lévy, R. (1998),
« La police française
et les minorités visibles »,
in Cartyuvels, Y., Digneffe, F.,
Pires, A. & Robert, P. (dir.),
*Politique, police et justice
au bord du futur*.
Paris, L'Harmattan, Paris,
p. 287-300.

Zegnani, S. (2013),
*Dans le monde des cités :
de la galère à la mosquée*,
Rennes, Presses
universitaires de Rennes.

Zehraoui, A. (1985),
« De l'objet parlé au sujet
parlant », *Peuples
Méditerranéens*, n°31-32,
p. 97-110.

- Zehraoui, A. (1996),
« Processus différentiels
d'intégration au sein
des familles algériennes
en France », *Revue française
de sociologie*, vol. 37, n°2,
p. 237.
- Zehraoui, A. (2015),
« Trois Marches pour le même
combat: long est le chemin
vers l'égalité », *Migrations
Société*, n°159-160, p. 89-116.
- Zeroulou, Z. (1985),
« Mobilisation familiale
et réussite scolaire »,
*Revue européenne des
migrations internationales*,
vol. 1, n°2, p. 107-116.
- Zimmermann, D. (1978),
« Un langage non-verbal: les
processus d'attraction-
répulsion des enseignants
à l'égard des élèves en
fonction de l'origine familiale
de ces derniers », *Revue
française de pédagogie*, n°44,
p. 46-70.
- Zirotti, J.-P. (1984),
*La scolarisation des enfants
de travailleurs immigrés:
les mécanismes
institutionnalistes
de la domination: processus
objectifs et effets subjectifs.*
*Monographies de deux
collèges d'enseignement
secondaire (CES) et d'un lycée
d'enseignement secondaire
professionnel (LEP)*, IDERIC.
- Zoïa, G. & Visier, L. (2001),
« De Zebda à Motivé-e-s:
Une association des quartiers
à la conquête du politique »,
*Les Annales de la recherche
urbaine*, n°89, p. 86-94.

Auteur

Thomas Kirszbaum

Direction éditoriale

Antonin Cois, Michel Didier

Relecture

Marie-Christine Jaillet,
Antoine Loubière, Hugo Santi

Crédits photos

Gamins de banlieue, Argenteuil 1979
© Denis Rigaud (p. 14); © Mikael Marguerie
(p. 29); III © Cottonbro (p. 52); Démolition
contrôlée de la tour DEF du quartier Balzac
à Vitry-sur-Seine 8 © Alain Bachellier (p. 74);
Marseille Football Earth © Patrick Bauduin
(p. 96); Olympiades © Alain Bachellier
(p. 115); Gamins de banlieue, Argenteuil 1979
© Denis Rigaud (4^e de couverture).

Mise en page

Manuel Marsoudet

—

Comité d'histoire de la politique de la ville

Campus Condorcet
8 cours des Humanités,
93 300 Aubervilliers

www.comitehistoirepolville.fr
comite@comitehistoirepolville.fr
07 82 61 12 93



THOMAS KIRSZBAUM — CHERCHEUR ASSOCIÉ AU CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES ADMINISTRATIVES, POLITIQUES ET SOCIALES (CERAPS)
